

«Séries noires
en série»

Z. Jérôme Charyn

Une nouvelle de 32 pages

Des mesures fiscales votées par le Parlement ne sont pas appliquées

IL NE SUFFIT pas qu'une mesure législative soit votée par le Parlement pour qu'elle soit appliquée: ce constat n'est pas neuf, mais un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale donne une idée plus précise des retards et des entraves mis par les services ministériels, principalement ceux de l'économie et des finances, à publier les textes nécessaires à l'entrée en vigueur de certaines dispositions fiscales. Il est vrai que les services en question souffrent d'une surcharge de travail, aggravée par la session parlementaire unique, qui produit des textes législatifs en continu; mais la pression des lobbies est loin d'être étrangère à ces retards: pour les groupes d'intérêts, la préparation des textes d'application fonctionne comme une «instance d'appel» après la préparation des projets de loi par le gouvernement, leur discussion et leur adoption par le Parlement.

Lire page 5

Démission de Radovan Karadzic

Le «président» des Serbes de Bosnie a renoncé à tous ses mandats, selon l'émisaire américain Richard Holbrooke. p. 26

L'Afrique de Jacques Chirac

A Brazzaville, le chef de l'Etat a dessiné les contours d'une Afrique idéale. p. 3 et notre éditorial p. 11

Un nouveau PDG pour la SNCF

Maintenu en démission, le PDG de la SNCF, Loïc Le Floch-Prigent, a donné sa démission. Il sera remplacé dans les prochains jours. p. 8

Gens de mer

Philippe Donnat enrage de ne pas pouvoir devenir pêcheur, comme son père et son grand-père. Sixième volet de la série «Gens de mer» d'Annick Cojean. p. 10

Le baccalauréat sens dessus dessous

Robert Redeker analyse dans un point de vue les vicissitudes d'un baccalauréat désormais voué à «rendre possible l'échec» au lieu de «définir la réussite». p. 12

Le coût de l'amiante

Le désamiantage du campus de Jussieu coûtera plus de 1 milliard de francs. p. 7

Allemagne, 3 DM; Autriche, 13 S; Belgique, 40 FB; Canada, 25 \$ CAN; Chine, 100 ¥; Danemark, 14 DKK; Espagne, 166 Ptas; États-Unis, 1 \$; France, 100 F; Grèce, 200 Dr; Hongrie, 100 HUF; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Sfr; Taiwan, 100 NTD; Thaïlande, 100 Baht; Turquie, 1 TL; USA, 1 \$; Venezuela, 100 Bs.

M 0147-0720-7 00 F



L'explosion du Boeing de la TWA pèse sur l'ouverture des Jeux d'Atlanta

Bill Clinton refuse pour le moment de privilégier la thèse de l'attentat

L'ACCIDENT du Boeing 747 de la TWA, qui s'est abîmé mercredi 17 juillet dans l'Atlantique, au large de New York, a fait 230 victimes. On compte parmi elles 169 Américains, 42 Français, 11 Italiens, 2 Norvégiens, 1 Allemand, 1 Britannique, 1 Chinois, 1 Espagnol, 1 Portugais et 1 Suédois. Les sauveteurs ont perdu l'espoir de retrouver des survivants. Ils s'efforcent désormais de découvrir les effets personnels des passagers, les débris de l'appareil, la boîte noire, afin de pouvoir déterminer avec précision les origines du drame. Les enquêteurs et les responsables de l'administration de Washington se refusent toujours à privilégier une hypothèse et le président Clinton a exhorté ses compatriotes à éviter les «conclusions hâtives». «Nous ignorons ce qui s'est passé», a-t-il dit. Mais en dépit de ces appels à la prudence, des commentateurs américains relèvent que plusieurs indices concordent en faveur de la thèse de l'attentat. L'âge de l'appareil (un quart de siècle) n'est pas, pour les spécialistes, une cause plausible pour une explosion qu'aucun facteur technique «naturel» ne permet d'expliquer. La chaîne de

télévision américaine ABC a fait état d'enregistrements radars qui indiqueraient la présence, à proximité de l'avion, d'un «bip» électronique pouvant être la «signature» d'un missile sol-air. Par ailleurs, un avertissement d'un

«Mouvement pour le changement islamique» a bien été reçu avant la catastrophe, mais le département d'Etat a affirmé qu'il ne contenait que des menaces très générales. Qu'il s'agisse d'un attentat ou

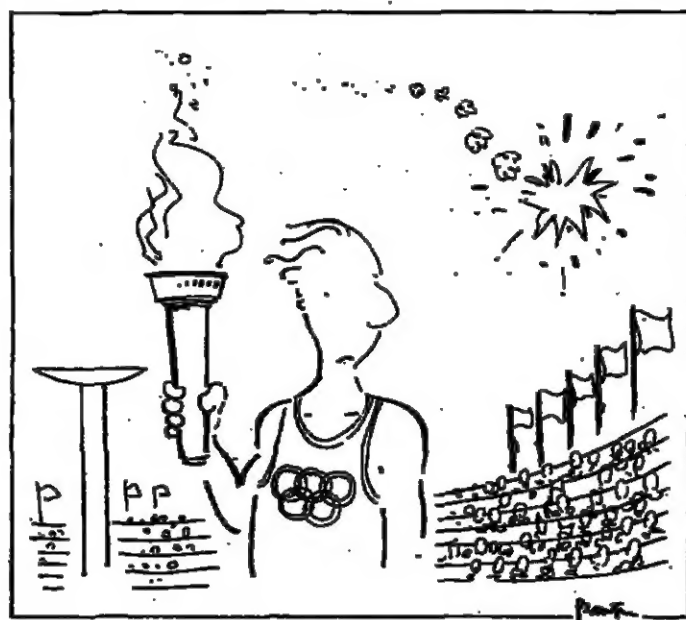
d'un accident, ce drame intervenu à la veille de l'ouverture, en présence de Bill Clinton, des Jeux olympiques d'Atlanta relance le débat sur la sécurité. Que faire pour prévenir les menaces d'attentats sans paralyser la circulation aérienne?

Depuis huit mois, les compagnies américaines ont connu quatre graves accidents d'avions. À Atlanta, le déploiement de forces de sécurité était, avant la catastrophe, tellement important que les autorités n'ont pas jugé nécessaire de prendre des mesures supplémentaires.

Lire page 2

Chaque jour, les reportages de nos envoyés spéciaux. Pages 13 à 15

- Le centenaire des Jeux débute dans une atmosphère de kermesse commerciale
- Les délégations et les épreuves s'ouvrent de plus en plus aux femmes
- Vingt-six pays s'inscrivent à un mouvement olympique qui achève sa mondialisation



A Strasbourg, c'est Noël tous les jours

STRASBOURG (Union européenne) de notre correspondant

Le Parlement européen tentait en vain depuis des années de réglementer les libéralités accordées aux eurodéputés par les groupes de pression. Yves Galland, actuel ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, s'était livré à cet exercice, sans parvenir à moindre résultat, avant qu'il n'entre au gouvernement. Jean-Thomas Nordmann (UDF-Rad) a pris le relais et a réussi.

Le rapport de M. Nordmann, adopté le 17 juillet par 457 voix contre 50 suffrages des Verts et des communistes, n'interdit rien des cadeaux et ne fixe pas de vraies limites. La seule avancée porte sur la transparence. Chaque eurodéputé inscrit sur un registre ouvert au public et tenu par les questeurs de l'Assemblée. Le fait qu'il lui est offert. A ce titre, doivent être déclarés «les soutiens financiers, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et alloués au député dans le cadre de ses activités politiques

par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers».

Outre que la contribution extérieure ne doit pas obligatoirement faire l'objet d'une évaluation chiffrée, les dispositions arrêtées par le Parlement européen peuvent avoir des effets surprenants. Ainsi, une entreprise aura la possibilité de mettre à la disposition d'un eurodéputé une voiture avec chauffeur, à la seule condition que cette aide soit inscrite au registre public. Une société est en droit de dépenser un assistant, rétribué par elle, sur un projet d'un eurodéputé. La pratique est déjà courante, dit-on au Palais de l'Europe. La blague – en est-ce vraiment une? – qui court depuis longtemps dans les couloirs de l'Assemblée raconte qu'un eurodéputé rédigeait ses amendements sur papier à en-tête d'une multinationale américaine d'informatique.

Pour le reste, dit le nouveau règlement sans autre précision, «les députés s'interdisent de recevoir tout autre don ou libéralité dans l'exercice de leur mandat». Ce qui est admis ou ne

l'est pas relèvera de l'appréciation du bureau du Parlement. M. Nordmann rétorque à ceux qui critiquent l'ambiguïté de son dispositif qu'il faut faire confiance au bon sens des parlementaires. Mais l'assemblée ne prévoit pas de sanction contre ceux qui n'en auraient pas suffisamment. C'est Noël tous les jours.

Certes, le règlement du Parlement ne gomme pas les législations nationales sur la corruption. Les parlementaires français, par exemple, ne pourront pas bénéficier des libéralités offertes par Strasbourg sans courir le risque de tomber dans les filets de la justice hexagonale. Selon M. Nordmann, la difficulté de l'exercice a consisté à concilier des «cultures parlementaires singulièrement différentes». Le Royaume-Uni, par exemple, autorise l'assistance extérieure à ses députés nationaux. Ce qui a permis aux parlementaires européens de mettre en place un système très libéral, sans organe de contrôle et de sanction.

Marcel Scotto

Le grand chantier de la défense

CHARLES MILLON vient d'ouvrir le «grand chantier», comme on l'a baptisé, de la réforme des armées. Ce n'en est aujourd'hui, en réalité, que la première étape, celle des restructurations des forces, que le ministre de la défense vient d'annoncer pour les années 1997-1999.

Il y aura encore d'autres étapes, après 1999, jusqu'à l'an 2002 et même au-delà, durant le prochain septennat. Il faut s'attendre, en l'an 2000, à des projets – tout aussi radicaux – de recherche de la «transversalité» dans les armées: il s'agira alors de voir comment une armée peut ou non remplir, en les regroupant, des fonctions communes (écoles, gestion, soutien) aux trois armées et à leurs services, qui étaient jusqu'alors éparpillés ou qui étaient en double, voire en triple. Il faut s'attendre aussi, pour 2002, à une restructuration des commandements territoriaux et des forces de soutien en France, à un déploiement nouveau des unités prépositionnées dans les DOM-TOM ou en Afrique et à l'insertion des états-majors français dans les PC de l'OTAN et de l'UEO, de façon à les rendre enfin capables d'opérer de manière concertée.

Au-delà, soit entre 2003 et 2008, la planification militaire devrait continuer de fonctionner. Pour des

corps qui auront été préalablement professionnalisés, il s'agira alors de recevoir les matériels modernes qui n'ont pas pu leur être livrés entre 1997 et 2002, faute d'un budget d'équipement suffisant. Pendant l'actuelle programmation, en effet, le gouvernement a donné la priorité aux crédits de fonctionnement dans le but de rémunérer son armée professionnelle, depuis l'incitation au départ des cadres, invités à quitter l'uniforme jusqu'à l'embauche des nouveaux.

De sorte que, à ce jour, les crédits d'équipement annuels ont été limités à 86 milliards de francs (valeur 1995) par la programmation

1997-2002. Ils devraient passer à 96 milliards (aux mêmes conditions) entre 2003 et 2008, pour payer les achats de matériels en question. Ce surplus de 10 milliards de francs par an pourrait se révéler à peine suffisant si, d'ici là, Jean-Yves Helmer, le délégué général pour l'armement, ne parvenait pas à réduire de 30 % le coût des équipements en six ans, comme le gouvernement le lui demande non sans insistance.

Après quoi, vers l'an 2010, les armées françaises devraient commencer à fonctionner sur leur propre lancée, une fois atteint leur seuil d'équilibre et ayant mis une

quinzaine d'années à surmonter leur double handicap de départ: des programmations militaires précédentes qui n'ont jamais été respectées et un service national qui, à la longue, aurait été de moins en moins supporté par les Français compte-tenu d'une tendance à la professionnalisation observée dans bien d'autres pays.

Grosso modo, en 2010, les armées françaises devraient avoir été mises en état d'aligner un corps expéditionnaire – dit de «projection» – de 50 000 combattants (et 10 000 à 20 000 hommes en soutien) en maximum pour des opérations de maîtrise de crise majeure menées en coalition, un groupe aéronaval et ses sous-marins nucléaires d'attaque en protection, et une centaine d'avions de combat. Une telle capacité instantanée de déploiement à distance est l'objet fondamental de la réforme entreprise. Elle laisse de côté les autres forces, celles qui sont positionnées en relève, celles qui garantissent la sécurité territoriale et celles qui assurent la «montée en puissance» du dispositif avec les volontaires du service et des réservistes détachés par le «rendez-vous citoyen».

Jacques Isnard

Lire la suite page 11 et nos informations page 26

La deuxième vie d'un monument aux morts

LE MAIRE DE BIRON, une petite commune du Périgord, a inauguré, à la veille du 14 juillet, le monument aux morts de son village, restauré par un artiste allemand travaillant en France depuis treize ans, Jochen Gerz. Celui-ci a fait participer la centaine d'adultes que compte Biron (150 habitants au total) à son travail, posant à chacun une «question secrète». Il a fait apposer les réponses sur le monument. Des plaques de couleur rouge livrent, en vrac, les citations des habitants périgourdins. Ce qui ne va pas sans déranger. Les jeunes, en particulier, sont réservés sur cette réalisation – «gros, pas beau», disent certains –, tandis que d'autres trouvent que les plaques rouges évoquent par trop «des taches de sang». Cette initiative, en revanche, est appréciée par beaucoup parmi les plus âgés – au premier rang desquels l'ancêtre du village, une dame de quatre-vingt-deux ans qui affirme: «C'est le plus beau jour avant ma mort.»

Lire page 22

Des nouvelles d'Isaac

«SÉRIES NOIRES en série»: chaque vendredi (daté samedi), jusqu'au 23 août, Le Monde offre à ses lecteurs des nouvelles inédites, en collaboration avec Gallimard.

Après que Daniel Pennac ait pénétré par effraction, la semaine dernière (Le Monde du 13 juillet), dans l'univers de Jérôme Charyn, ce dernier lui rend la pareille. Les personnages de *Appellez-moi Malaisiens* se promènent à Belleville, y compris Isaac Sidel, son fils juif new-yorkais dévoré par son ténia. Jérôme Charyn, né à New York en 1937, vit à Paris depuis quelques années.

Manœuvres dans la banque

LA NÉCESSITÉ pour les banques de muscler leurs résultats, celle pour l'Etat de se désengager de cette activité et l'arrivée de nouveaux acteurs qui faussent la concurrence vont provoquer une recomposition du secteur bancaire. Le changement de statut des caisses d'épargne et la création d'une Banque postale sont à l'ordre du jour. La mise sur le marché du groupe CIC, l'inévitable adossement du Crédit lyonnais à un autre établissement financier, devraient être les mouvements les plus spectaculaires. Les compagnies d'assurances seront entraînées dans cette redistribution des cartes.

Lire page 16

La «Dame» de Rangoun

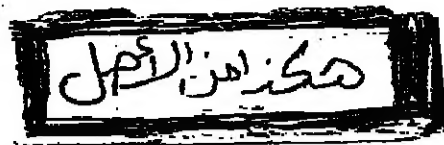


AUNG SAN SUU KYI

Le chef de l'opposition à la junte birmane, Aung San Suu Kyi, a accordé un entretien au Monde, dans sa résidence de Rangoun. Elle y dit déplorer les investissements étrangers et montre du doigt l'entreprise française Total, «devenue le principal soutien du système militaire».

Lire page 4

International	2	Aujourd'hui	19
France	5	Jour	20
Société	7	Agenda	21
Carnet	3	Philosophie	22
Horaires	10	Abonnements	23
Atlanta	13	Météorologie	24
États-Unis	16	Culture	25
Finances/marchés	17	Radio-Télévision	26



INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 20 JUILLET 1996

CATASTROPHE

Avec 230 morts, l'accident du Boeing 747 de la TWA est le plus grave de l'histoire de l'aviation américaine depuis 1979. Alors que les recherches se

poursuivent pour retrouver les boîtes noires de l'appareil, les sauveteurs ont perdu espoir de retrouver des survivants. ● ATTENTAT ou accident ? Telle est la question que

se posent enquêteurs, politiques et familles des victimes. Même si aucune menace spécifique n'a été transmise à la TWA ou à Washington, certains indices donnent à pen-

ser que le vol pourrait avoir été la cible de terroristes. Ce drame pose à nouveau la question de la sécurité aérienne dans un pays qui a connu quatre graves accidents d'avion en

neuf mois. ● A ATLANTA, où les J.O. devaient s'ouvrir vendredi 18 juillet, aucun dispositif supplémentaire n'a été mis en place, la sécurité étant déjà à son niveau maximal.

Les Etats-Unis ébranlés par l'explosion du Boeing de la TWA avant les J. O.

La catastrophe aérienne a fait 230 morts, dont 42 Français. Les enquêteurs ne semblent privilégier aucune piste et les autorités américaines observent la plus grande prudence sur l'hypothèse d'un attentat terroriste

WASHINGTON

de notre correspondant
Les autorités américaines faisaient preuve d'une extrême prudence, jeudi 18 juillet en fin de journée, sur les causes de l'explosion en vol du Boeing 747 de la TWA qui assurait la liaison New York-Paris, mais les enquêteurs laissent entendre que la piste d'un attentat terroriste était activement suivie.

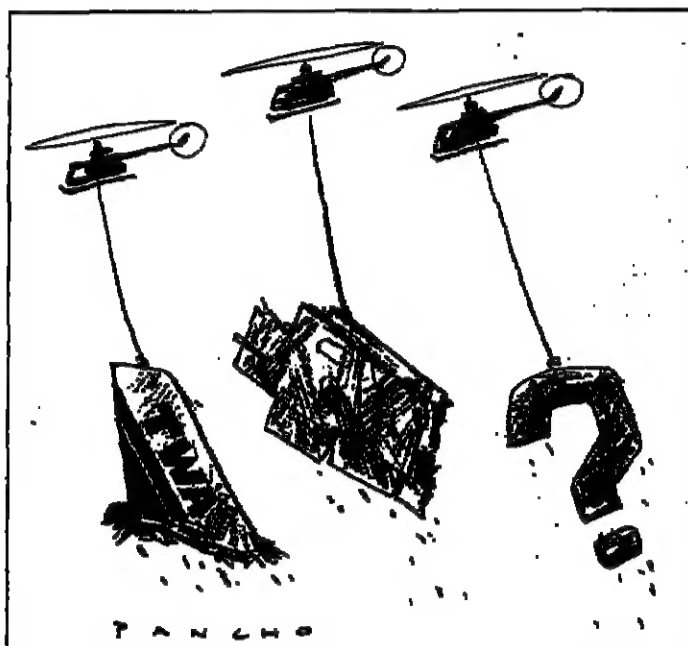
Cet accident, le plus grave de l'histoire aéronautique des Etats-Unis depuis celui d'un DC-10, en 1979, à Chicago (273 morts), impressionne d'autant plus les Américains qu'il s'est produit à la veille de l'ouverture officielle des Jeux olympiques d'Atlanta et après une série de catastrophes meurtrières. Il y a moins de trois semaines, le 25 juin, 19 soldats américains avaient été tués sur la base de Dhabran, en Arabie saoudite. Le 11 mai, un DC-9 de la compagnie Valujet s'était écrasé accidentellement en Floride, tuant les 110 personnes qui se trouvaient à bord. Enfin, le souvenir de l'attentat d'Oklahoma City, en avril 1995, au cours duquel 168 personnes avaient péri, est dans toutes les mémoires.

L'Amérique est-elle de nouveau la cible du terrorisme ? En dépit - ou à cause - d'une certaine propension des chaînes de télévision à nourrir cette thèse, le

président Clinton a exhorté ses compatriotes à ne pas se livrer à « des conclusions hâtives », soulignant à plusieurs reprises : « Nous ignorons ce qui s'est passé, nous n'avons aucune preuve. » Ce mot d'ordre a été repris par plusieurs membres du gouvernement, manifestement soucieux de ne pas répéter l'erreur d'Oklahoma City : quarante-huit heures après cet attentat, des responsables de l'administration n'avaient pas hésité à désigner du doigt le « terrorisme proche-oriental », et des « suspects » d'origine arabe avaient été rapidement appréhendés. La vérité s'est vite imposée : les coupables étaient des Américains blancs en rébellion contre l'Etat fédéral. La prudence s'impose donc aujourd'hui.

AUCUNE MENACE

Reste qu'entre l'accident et l'attentat les indices et les témoignages semblent pencher en faveur de la seconde hypothèse. Certes, les enquêteurs ont souligné que l'avion était ancien - il date de 1971 - mais des experts ont expliqué que l'âge n'est pas forcément un handicap : l'appareil est ainsi parfaitement connu, et ses pannes d'avantage prévisibles. Il semble, de plus, que le Boeing ait rencontré des problèmes techniques à New York, ce qui expliquerait son retard de



plus d'une heure au décollage : un indicateur du taux de pression des moteurs avait dû être remplacé. Par ailleurs, aucune menace terroriste spécifique n'avait été transmise à la TWA ou aux autorités américaines.

Toutefois, plusieurs éléments sont troublants : d'abord, le fait que l'équipage n'ait fait état d'aucun problème technique, ni

transmis d'appel de détresse. Ensuite, la soudaneté et la violence de l'explosion (entendue par plusieurs témoins), qu'aucune cause technique « naturelle », selon les experts, ne permet d'expliquer. Au contraire, les témoignages recueillis par les enquêteurs de la Commission nationale sur la sécurité des transports (NTSB) et du FBI semblent nourrir la thèse

d'une action extérieure, sous la forme, par exemple, d'une bombe dissimulée dans l'appareil.

La chaîne ABC a cité deux indices à l'appui d'une autre explication : des enregistrements radars feraient apparaître un « bip » électronique à côté de l'avion, juste avant que le vol TWA 800 ne disparaisse des écrans de contrôle. Cette « signature » pourrait signaler, dit-on, la proximité d'un missile sol-air qui aurait pu être tiré d'un bateau au large de Long Island. Des témoins auraient également aperçu, juste avant l'explosion, une traînée lumineuse se dirigeant vers l'avion. En outre ABC a révélé qu'un avertissement manuscrit avait été adressé par le « Mouvement pour le changement islamique », la même organisation qui avait revendiqué l'attentat commis en novembre 1995 en Arabie saoudite, au cours duquel 5 Américains avaient été tués.

Le département d'Etat a confirmé l'existence de ce document tout en soulignant qu'il ne contenait que des menaces très générales contre les Etats-Unis. La Maison-Blanche et le ministère de la Justice ont reconnu que plusieurs appels revendiquant la responsabilité de l'explosion ont été reçus, sans qu'il soit possible de leur accorder une grande crédibi-

lité. Il est cependant troublant de constater que cet accident est intervenu le lendemain de la mise en garde du secrétaire à la Défense relative aux risques terroristes qui menacent les troupes américaines dans le Golfe. William Perry avait évoqué la possibilité de nouvelles attaques, y compris chimiques et biologiques, et réclamé un renforcement des mesures de sécurité.

Les enquêteurs se sont cependant gardés de confirmer la « piste terroriste » : Jim Kallstrom, représentant du FBI, et Robert Francis, vice-président du NTSB, ont souligné qu'il était encore trop tôt pour être sûr de quoi que ce soit, notamment parce que les boîtes noires de l'avion, dont les enregistrements devraient permettre de connaître le déroulement des dernières minutes du vol, n'ont toujours pas été retrouvées. Les causes exactes de l'explosion ne seront donc peut-être pas connues avant plusieurs jours.

Le 21 décembre 1988, lorsque le vol 103 de la Pan Am avait explosé en vol au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, il avait fallu plusieurs semaines pour conclure définitivement à un attentat terroriste. Et les coupables - Libyens ou pas - courent toujours.

Laurent Zecchini

Un sac à dos, des chaussures, un manteau flottant sur l'Atlantique

NEW YORK

de notre correspondant
Les images des effets personnels des 230 victimes perdues dans les eaux de l'Atlantique flottant entre les débris du Boeing 747 de la TWA dominent encore, vendredi matin 19 juillet, les écrans des télévisions américaines. Un passeport, un manteau, une chaussure, un sac à dos... Des images désormais inoubliables. Plus de 150 corps ont été retrouvés mais les gardes-côtes ont perdu espoir de repêcher des survivants, même s'ils persistent à parler d'une « opération de sauvetage ». « Nous avons passé notre vie à nous entraîner pour sauver des vies », explique Kevin Dunn. Si l'on avait trouvé, ne serait-ce qu'un seul survivant, cela nous aurait donné du courage ; mais on n'a rien trouvé, rien que les restes des vies perdues. »

A l'aéroport Kennedy, les familles des victimes ignorent toujours la cause de l'accident qui a

transformé le vol 800 en une « boule de feu dans le ciel » et domine libre cours à leur chagrin et cherchent parfois un bouc émissaire. « Nous sommes victimes d'une double tragédie aujourd'hui », s'exclame Frank Cappa. Non seulement nous avons perdu les nôtres, mais en plus, quatorze heures après la tragédie, la TWA n'a toujours pas eu la décence d'informer les familles des victimes de leurs pertes. » C'est en effet la femme de M. Cappa qui a dû informer les parents de Ludovic Chanson, un petit Français de douze ans qui venait de passer quelques semaines chez eux, qu'il se trouvait dans l'avion de la TWA.

Quelques heures après l'explosion de l'avion, une polémique a éclaté entre familles des victimes et responsables de la compagnie aérienne. Le maire de New York, Rudolf Giuliani, qui avait perdu un ami dans la tragédie, s'en est lui aussi pris à la compagnie : « Les responsables de la TWA ont décidé de rentrer chez eux pour dormir », tonne le maire, « dormir, quand ils savaient que le sommeil ne viendrait pas aux familles des victimes. »

Dans une petite ville de Pennsylvanie, l'humeur était plutôt au chagrin collectif. Montoursville, bourg de 5 000 habitants, a perdu seize de ses plus brillants étudiants qui, dans le cadre du « French Club », avaient pris le vol 800 pour passer deux semaines en France. « Nous vivons depuis hier soir dans un cauchemar », explique un collègue, « si on pouvait se réveiller... » La question de la sécurité aérienne resurgit une fois de plus et l'hypothèse d'un acte terroriste est à l'esprit. Comment peut-on être encore et encore victime des attentats terroristes ? « Il est encore trop facile de cacher ce que l'on veut dans un bagage enregistré », nous explique un expert de la sécurité. Selon lui, la seule manière de se protéger « et encore pas à 100 % - jamais à 100 % - c'est d'installer des machines à 1 million de dollars pièce qui détectent les explosifs comme le plastique. Trois de ces machines sont en service aux Etats-Unis, dont deux à l'aéroport d'Atlanta pour les J.O. et le troisième à San Francisco. »

Afsané Bassir Pour

Le débat sur la sécurité aérienne est relancé

MÊME SI LES CAUSES n'en sont aujourd'hui pas évidentes, l'explosion du Boeing de la TWA va relancer le débat sur la sécurité aérienne aux Etats-Unis, que l'actualité récente avait fait naître. Depuis huit mois, on a compté pas moins de quatre accidents mortels d'avions de compagnies américaines, dont celui du DC-9 de Valujet en Floride qui a provoqué, le 11 mai, la mort de 110 personnes. L'administration fédérale de l'aviation (FAA) a été accusée de faiblesses et d'insuffisances.

Il s'est en effet avéré que la FAA était parfaitement informée des déficiences de la compagnie à bas tarifs Valujet en matière de contrôle, d'entretien et de maintenance. L'autorité fédérale enquêtait bien avant l'accident de Floride. En janvier et en février, trois des appareils de la compagnie d'Atlanta étaient sortis de la piste, un autre avait été endommagé lors d'un atterrissage brutal et le train d'atterrissage d'un dernier s'était effondré. Autant d'éléments qui avaient alerté l'agence.

Le 14 février, deux membres de la FAA recommandaient que la licence de Valujet soit réexaminée. Plutôt que d'interrompre les vols de la compagnie pourtant mise en cause, la direction de la FAA avait préféré ouvrir une enquête approfondie de 120 jours sur Valujet et limiter son suspension. Une directive en date du 29 février, qui refusait

une demande de Valujet d'augmenter ses vols, lui précisait : « Il semble que votre culture d'entreprise incite vos commandants de bord à ne pas toujours prendre les décisions les meilleures en termes de sécurité. » Valujet ne fournit pas un service qui présente le plus haut degré de sé-

curité. » Le 6 mai, une semaine avant l'accident, la FAA prenait connaissance d'un rapport préliminaire sur Valujet que lui avaient remis ses inspecteurs. Celui-ci faisait état de 134 problèmes de sécurité. Ainsi, il apparaissait que des mécaniciens de sociétés sous-traitantes travaillant pour Valujet ne conna-

La flotte de TWA a dix-sept ans d'âge moyen

TWA pourrait ne pas se remettre de l'accident du vol 800. Un coup fatal pourrait avoir été porté à la compagnie américaine autrefois glorieuse et qui a glissé à la septième place aux Etats-Unis. Même s'il s'avère que l'explosion du Boeing est due à un attentat, TWA sera apparue comme une compagnie fragile. Sa flotte est l'une des plus vieilles des Etats-Unis, avec un âge moyen de dix-sept ans. Le Boeing disparu datait de 1971. TWA essaie de rajeunir ses avions et a récemment passé commande de 20 Boeing 737 avec 20 options supplémentaires. A deux reprises durant les trois dernières années, TWA, qui emploie 23 000 personnes dans le monde, a été placée sous la protection de la loi sur les faillites américaines. Elle en est sortie la dernière fois en août 1995. Pour la première fois depuis six ans, TWA a dégagé un bénéfice d'exploitation en 1995 (25,1 millions de dollars, soit 125 millions de francs). Sa perte nette s'est élevée à 227,5 millions de dollars, contre une perte de 435 millions de dollars en 1994.

curité. » Le 6 mai, une semaine avant l'accident, la FAA prenait connaissance d'un rapport préliminaire sur Valujet que lui avaient remis ses inspecteurs. Celui-ci faisait état de 134 problèmes de sécurité. Ainsi, il apparaissait que des mécaniciens de sociétés sous-traitantes travaillant pour Valujet ne conna-

saient pas les avions sur lesquels ils devaient intervenir. Ce qui ne les empêchait pas, dans certains cas, de remplir des documents affirmant que les travaux d'entretien avaient été effectués, contrairement à la réalité. Valujet faisait appel à 70 sociétés de maintenance extérieures,

que la FAA n'avait pas les moyens de contrôler de manière vigilante. Plusieurs notes de la FAA avaient déjà mis en lumière le manque d'expérience des pilotes de la compagnie.

Malgré cela, l'agence a laissé Valujet continuer ses vols après le 6 mai. Au lendemain de l'accident

du 11 mai, l'administrateur de la FAA, David Hinson, ainsi que le secrétaire d'Etat américain aux transports, Federico Pena, s'étaient exprimés de déclarer que Valujet était une compagnie sûre. « Nous avions déclaré cela sur des indications dont nous disposions à ce moment-là », corrigea plus tard M. Hinson. Ensuite, plusieurs responsables ont été mis en retraite anticipée. D'autres ont démissionné. Le gouvernement a réclamé un renforcement des procédures d'inspection des compagnies et une nouvelle organisation de la FAA. Valujet a été interdite de vol pour une durée indéterminée.

Valujet n'est qu'un exemple d'une dégradation générale des conditions de l'aéronautique mondiale. Déréglementation et concurrence exacerbée depuis vingt ans ont conduit les compagnies à multiplier les mesures d'économie. Les plus faibles d'entre elles ont rogné sur la sécurité. La FAA ne s'est pas adaptée à ces nouvelles conditions. Ses homologues européens en ont fait la preuve. Le recours croissant et parfois abusif à la sous-traitance est particulièrement sur la sellette. La FAA va devoir remettre toute la chaîne du transport aérien sous contrôle, les Européens suivront. Quitte à ce que la conséquence soit une augmentation des tarifs.

Virginie Malinje

30 000 policiers fédéraux et 10 000 militaires sont mobilisés à Atlanta

ATLANTA
de l'un de nos envoyés spéciaux
L'explosion du Boeing de la TWA n'a pas provoqué de réaction visible de la part des services de sécurité des J.O. d'Atlanta. Jeudi 18 juillet, aucun dispositif supplémentaire n'avait été mis en place aux abords du village olympique. Selon un membre de l'administration, la sécurité était déjà à son niveau maximal. Cela se traduit notamment par un double contrôle aux entrées : un détecteur de métaux, puis aux rayons X. La sécurité du village est assurée par la police de l'Etat de Géorgie et la garde nationale. Au total, sur l'ensemble des sites olympiques, quelque 30 000 policiers fédéraux - de l'Etat et de la ville - sont mobilisés, auxquels s'ajoutent quelque 10 000 militaires. La police locale est res-

pensible de la sécurité sur trois des principaux sites : le stade olympique, l'Omni Coliseum et le stade de Fulton.

Avant même la catastrophe aérienne, deux hélicoptères survolaient en permanence le village olympique. Un incident survenu le 4 juillet avait déjà mis en alerte la sécurité. Une rafale de kalachnikov (AK 47) avait été tirée sur le site, et une balle avait atteint un garde national à la poitrine. De jeunes volontaires étrangers avaient d'autre part été victimes de jets de pierre, dans le voisinage du centre-ville. « Ces deux incidents sont regrettables, mais ils ne constituent pas une menace sérieuse sur la sécurité des Jeux », avait alors dit Beverly Harvard, chef de la police d'Atlanta.

Pour sa part, François Carrard,

directeur général du Comité international olympique, a indiqué, jeudi, que le CIO a envoyé un message de condoléances aux familles des victimes et de sympathie au président Clinton et au Comité olympique US. Mais cet accident n'inquiète pas particulièrement le CIO. « La sécurité est notre préoccupation prioritaire, quel que soit l'endroit où se déroulent les Jeux. On ne réunit pas 197 pays sans prendre toutes les précautions. Nous avons une absolue confiance sur les mesures prises par les services américains. Ils nous ont informés spontanément ce matin que des mesures avaient été renforcées à l'aéroport et autour de la gestion du trafic aérien. C'est une réaction juste. »

Une modification du déroulement des Jeux n'est pas à l'ordre du jour. « Clinton a confirmé sa ve-

nue pour la cérémonie d'ouverture », a précisé M. Carrard. A ses yeux, tout rapprochement entre l'inauguration des J.O. et l'explosion n'était, jeudi, que « pure spéculation ». Le chef de la sécurité affirmait de son côté « qu'il n'y avait aucun lien ». Interrogé sur le manque de fiabilité des contrôles au village olympique (selon certains témoignages, une femme aurait traversé les barrières avec une arme à feu dans son sac...), M. Carrard a déclaré : « Il n'y a pas de risque zéro. Jour après jour la sécurité s'accroît à l'approche de l'ouverture. Les forces de sécurité font un très bon travail. Personnellement, je suis contrôlé chaque fois en entrant au Marriott. Je ne sens en totale sécurité. »

Alain Giraudo

lache folle : la France
de nouvelles précautions

La communauté internationale re-

A Brazzaville, Jacques

« Vache folle » : la France demande à l'UE de nouvelles précautions sanitaires

Alors que chacun continue d'agir comme il l'entend, Paris veut plus de garanties

A quelques jours de la réunion des ministres de l'Agriculture des Quinze, les 22 et 23 juillet à Luxembourg, la France a fait savoir à ses part-

naires qu'elle souhaitait des politiques mieux coordonnées dans l'Union pour se prémunir des conséquences de l'épizootie de « vache folle ».

Selon l'APCA, la consommation de viande a baissé en France de 25 % à 30 % et les exportations sont pratiquement gelées.

TENDU et mouvementé. Ainsi s'annonce « la vache folle » obligeant le prochain Conseil, qui réunira, les 22 et 23 juillet à Luxembourg, les ministres de l'Agriculture des pays de l'Union européenne. Dans une note émanant de la délégation française à Bruxelles, le gouvernement français exprime sa volonté d'en finir avec la cacophonie et les incohérences qui, quatre mois après l'embargo décrété à l'égard des bovins britanniques et de leurs dérivés, caractérisent la politique des pays de l'Union face à un problème majeur de santé publique.

Daté du 16 juillet, ce document, dont l'existence, évoquée par l'agence Reuters, est confirmée par l'Hôtel Matignon, a pour objet officiel « l'harmonisation des mesures sanitaires vis-à-vis de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) » et cite en référence le conseil des ministres de l'Agriculture des 22 et 23 juillet 1996. « Depuis l'apparition de l'ESB au Royaume-Uni, la Communauté a adopté des mesures sanitaires qui visent à protéger à la fois la santé humaine et animale. Ces dispositions concernent essentiellement le Royaume-Uni, pays présentant une incidence élevée d'ESB, peut-on lire dans cette note. La France a demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la prochaine session du conseil car elle considère que l'Union européenne devrait se doter de mesures complémentaires en matière de prévention et de contrôle de l'ESB comme le recommandent les instances scienti-

fiques internationales (Office international des épizooties (OIE) et Organisation mondiale de la santé). Ces instances recommandent en particulier la mise en œuvre d'un système de surveillance continue des encéphalites spongiformes transmissibles (EST), ainsi que l'exclusion de toute chaîne alimentaire que ce soit humaine ou animale, des tissus susceptibles de contenir l'agent pathogène. La France a d'ailleurs mis en place un comité d'experts sur les EST qui est chargé d'informer et de conseiller le gouvernement sur ce sujet. »

SUJETS DE DISCORDE

La laconisme ne doit pas tromper. Paris résume en quelques phrases un épais dossier et une problématique de taille. Après quelques tâtonnements, quiproquos et erreurs – les déclarations de Jacques Chirac sur la levée de l'embargo des gelatines britanniques notamment –, la France confirme aujourd'hui qu'elle entend obtenir de ses partenaires européens une série de mesures qu'elle a, pour sa part, d'ores et déjà prises ou qu'elle s'apprête à prendre afin de réduire au maximum le risque de transmission à l'homme et à l'animal de l'agent pathogène responsable de l'ESB.

En situant son action dans le cadre des recommandations formulées par l'OMS et l'OIE (deux instances au sein desquelles les experts britanniques et américains sont fort bien représentés), le gouvernement français dépasse la

seule dimension européenne. Il rappelle également l'existence d'un Comité national multidisciplinaire d'experts, une structure originale pour laquelle Paris a demandé et obtenu de Bruxelles qu'elle soit reproduite à l'échelon de l'Union européenne.

Dans ce dossier, les sujets d'affrontement et de discordance sont nombreux. L'un d'entre eux concerne les farines de viande et d'os. Suivant à la lettre les recommandations formulées par le comité présidé par le docteur Dominique Dormont, le gouvernement français a récemment adopté une position cohérente. Depuis quelques jours, la fabrication de ces farines doit, en France, répondre à des règles nouvelles et sévères. Ne peuvent entrer dans la composition de ces farines que les déchets d'abattoir provenant de carcasses d'animaux déclarés propres à la consommation humaine. Les cadavres d'animaux, domestiques ou non, et le système nerveux central des ruminants doivent être détruits par incinération.

Le 28 juin, Alain Juppé saisissait le président de la Commission européenne, afin, expliquait le premier ministre, que « l'Union fasse de même dans les plus brefs délais ». « Je lui demanderais également que l'Union agisse de même, au nom des Etats membres, à l'égard des pays tiers pour qu'ils fassent de même », ajoutait M. Juppé. La réponse de Bruxelles ne devait pas tarder : le 2 juillet, le comité vétérinaire per-

manent de l'Union refusait les propositions du gouvernement français. Ce comité, qui groupe les chefs des services vétérinaires et non des scientifiques indépendants, adoptait toutefois un texte autorisant les Etats membres ayant déjà adopté des mesures sanitaires plus strictes à les maintenir. Chacun, en d'autres termes, agit comme il l'entend et fait l'analyse qu'il souhaite du rapport risques-bénéfices.

La France sera-t-elle une nouvelle fois désempoquée au terme du prochain conseil des ministres de l'Agriculture ? La position allemande sera sans aucun doute déterminante. La demande de Paris à ses partenaires européens impose notamment de faire la lumière sur la réalité épidémiologique des encéphalopathies spongiformes transmissibles dans les troupeaux de ruminants des pays de l'Union. De nombreux éléments font penser aux experts français qu'il existe dans ce domaine une sous-déclaration notoire de ces affections, tout se passant en définitive comme si les pays disposant d'un système performant d'épidémiologie-surveillance des animaux d'élevage étaient pénalisés. Outre l'harmonisation des méthodes de fabrication des farines de viande et d'os, l'objectif français visant l'interdiction généralisée de la consommation des abats bovins à l'ensemble des pays de l'Union semble encore bien loin d'être atteint.

Jean-Yves Nau

La consommation de viande a baissé de 25 % à 30 % en France

LA CONSOMMATION de viande bovine poursuit sa chute en France en raison de l'épizootie de « vache folle », indique un rapport publié, jeudi 18 juin, à Paris, par l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA). Selon des chiffres qui prennent en compte la restauration collective, la baisse de consommation est actuellement de l'ordre de 25 % à 30 % par rapport au niveau d'avant la crise. Elle a subi de fortes fluctuations en fonction des informations publiées sur le développement de l'épizootie.

Après une chute brutale de 20 % au mois de mars, la France avait connu une reprise de la consommation en avril-mai. La baisse s'était réduite à 12 % à la fin mai. Mais le deuxième « choc médiatique » lié aux informations sur les exportations de farines ani-

males britanniques et les expériences scientifiques sur le macaque, a entraîné une nouvelle désaffection chez les consommateurs.

LES EXPORTATIONS TOUCHÉES

Dans l'Union européenne, la diminution de la consommation est de l'ordre de 10 % à 20 %. D'après le Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (COPA), cité dans l'étude de l'APCA, elle varie fortement d'un pays à l'autre, allant de moins 5 % en Irlande à moins 45 % au Portugal. La baisse atteint 35 % à 40 % en Italie, 25 % à 30 % en Allemagne et 20 % en Espagne. L'étude ne mentionne pas de chiffre pour la Grande-Bretagne.

La crise a eu d'importantes répercussions sur les échanges intercommunautaires et les expor-

tations en général vers les pays tiers, qui « sont extrêmement limités et ne se font qu'avec des concessions importantes sur les prix », indique l'APCA. En Europe, beaucoup de pays ont tenté de se prémunir en privilégiant leur marché national, comme en France, où le gouvernement a imposé un Label France sur les viandes de consommation. Les pays tiers se sont tournés vers d'autres pays producteurs.

Ce coup d'arrêt aux échanges a des implications particulièrement fortes pour les éleveurs français. Avant la crise, la France était le premier exportateur d'animaux vivants et de viande fraîche sur le marché européen. 90 % de ces bêtes vendues sur pied sont des « broutards », des veaux âgés de dix mois vendus à partir d'août aux pays du Sud (Italie surtout et

Espagne) pour y être engrainés. La France exportait aussi environ 300 000 tonnes de viande, essentiellement en Allemagne, aux Pays-Bas, et au Royaume-Uni. L'APCA note que les produits laitiers sont aussi touchés.

Les répercussions de cette crise ont été examinées ces derniers jours par la commission d'information créée par le parlement français sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), qui a auditionné vingt-quatre responsables politiques et agricoles français. Cette commission, qui doit rendre ses conclusions en octobre prochain, reprendra ses auditions en septembre. Sa présidente, Evelyne Guilhem (RPR, Haute-Vienne), a prévu de faire venir des responsables de la Commission de Bruxelles et d'autres pays européens.

« Situation intenable » au Burundi, selon le rapporteur spécial de l'ONU

BUJUMBURA. La situation « est devenue intenable » au Burundi, où les victimes se comptent aujourd'hui par milliers de morts, a indiqué, jeudi 18 juillet, à Genève, le rapporteur spécial des Nations unies. « L'évolution de la situation des droits de l'homme est catastrophique et la dérive du pays s'accroît », a affirmé Paulo Sérgio Pinheiro, à l'issue de sa troisième visite dans ce pays. Il a précisé à la presse qu'« à tout moment la situation peut dégénérer brutalement et provoquer un désastre humanitaire sans précédent dans la région des Grands Lacs ». M. Sergio Pinheiro a appelé la communauté internationale à envisager « l'application de sanctions », en cas de refus des autorités burundaises de mettre en œuvre les engagements pris au sommet d'Arusha en juillet. — (AFP)

Des centaines de morts dans une attaque des séparatistes tamouls au Sri-Lanka

COLOMBO. Quelque 400 soldats du camp de Millativu, au nord-est du Sri-Lanka, ont été tués jeudi 18 juillet dans l'attaque lancée par plusieurs milliers de Tigres de libération de l'Éclat tamouls (LTTE) contre les gouvernementaux. Le camp comptait, selon l'armée sri-lankaise, 2 000 hommes. Colombo assure que le chef des Tigres, Velupillai Prabhakaran, a été blessé durant cette action. C'est la plus importante offensive des Tigres depuis celle qui, en novembre 1993, avait détruit le camp de Pooneryn, dans le nord de la péninsule de Jaffna et avait fait au moins 750 morts. — (AFP, Reuters)

« Pas de problèmes » entre la France et l'Espagne

PARIS. Lors du séminaire annuel franco-espagnol qui s'est tenu, jeudi 18 juillet, à Paris, les ministres des affaires étrangères, de la défense, de la justice, des travaux publics, de l'agriculture, des affaires européennes et de la recherche, ont célébré l'excellence des relations entre les deux pays. « Nous avons travaillé dans une atmosphère exceptionnelle de consensus », a déclaré Hervé de Charette, chef de la diplomatie française. Cette réunion a permis de faire avancer des projets d'échanges culturels ou éducatifs, ou la création d'une ligne de TGV Madrid-Barcelone-Paris au cours de la prochaine décennie.

M. Boutros-Ghali approuve le plan de distribution de vivres irakien

NEW YORK. Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a approuvé, jeudi 18 juillet, le plan de distribution de vivres présenté par l'Irak, dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture » conclu le 20 mai, a annoncé le chef de la délégation irakienne aux entretiens avec l'ONU, Abdel Amir El Anbari. Le Conseil de sécurité doit encore approuver une série d'autres procédures avant que l'Irak signe des contrats d'exportation de pétrole qui doivent permettre l'achat de vivres et de médicaments par l'Irak. — (AFP)

Les Américains relancent les négociations sur le statut de Chypre

NICOSIE. Les pourparlers entre Chypriotes grecs et turcs, suspendus depuis deux ans, pourraient reprendre bientôt, a déclaré, jeudi 19 juillet à Nicosie, le dirigeant chypriote-turc, Rauf Denktaş, après un entretien avec l'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright. « Vous allez entendre de bonnes nouvelles dans les prochains jours », a déclaré M. Denktaş, qui a réaffirmé sa « volonté de rencontrer M. Glafkos Clerides [le président chypriote grec] ». M. Albright, accompagnée d'une importante délégation, comprenant notamment un ambassadeur spécial de Bill Clinton, avait rencontré auparavant M. Clerides et des responsables de la force de l'ONU, qui contrôle la ligne verte séparant les deux parties de l'île. M. Albright poursuivait sa tournée vendredi en Turquie, dont des troupes sont stationnées depuis 1974 dans le nord de l'île. — (AFP)

Le déficit commercial américain s'est accru en mai

WASHINGTON. Le déficit commercial américain s'est accru pour le troisième mois consécutif en mai, atteignant 10,9 milliards de dollars (55 milliards de francs), contre 9,6 milliards en avril, a annoncé le département du commerce, jeudi 18 juillet. Cette évolution s'explique principalement par une forte augmentation des importations automobiles, de biens de consommation et d'équipements industriels. Le déficit bilatéral avec la Chine a été en mai, pour la première fois, pratiquement aussi important que celui enregistré avec le Japon, traditionnellement le premier responsable du solde négatif américain. Il a atteint 3,06 milliards de dollars, contre 3,13 milliards pour le Japon, et 670 millions pour l'Union européenne. Tokyo vient d'ailleurs d'annoncer une contraction de 40 % de son excédent commercial global au premier semestre, qui s'est établi à 28,4 milliards de dollars. — (AFP)

La communauté internationale renforce la lutte contre l'effet de serre

RÉUNIE à Genève, la deuxième Conférence des Nations unies sur les changements climatiques a achevé ses travaux, vendredi 19 juillet, après avoir adopté une déclaration dans laquelle la communauté internationale s'engage à renforcer sa lutte contre le réchauffement de la planète et à élaborer un accord sur les émissions de gaz carbonique émanant du pétrole et du charbon, à l'origine de l'érosion de la couche d'ozone.

Principales responsables des émissions de gaz carboniques, les puissances industrielles doivent s'entendre sur des objectifs « juridiquement contraignants » d'ici à décembre 1997. Selon le Groupe intergouvernemental d'évaluation du climat (GIEC), la consommation d'énergies fossiles est la principale source de concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, donc du déséquilibre climatique. Or

ce type d'énergie devrait continuer, selon la tendance actuelle, à fournir 75 % à 80 % des besoins de la planète d'ici à 2050.

La déclaration, soumise par le ministre de l'Environnement du Zimbabwe, Chan Chimpenzwe, qui présidait les travaux, était soutenue par les Etats-Unis, l'Union européenne et de nombreux pays en voie de développement. Elle a reçu le soutien des groupes de défense de l'environnement. Elle a, en revanche, été vivement critiquée par l'Arabie saoudite, au nom des pays producteurs de pétrole, y compris la Russie. L'Australie, premier exportateur mondial de charbon et principal utilisateur de carburants fossiles, s'est opposée à des objectifs contraignants.

Les puissances industrielles envisagent notamment de prendre des mesures concernant l'énergie, le transport, l'industrie, l'agriculture

et la sylviculture, secteurs où le pétrole et le charbon sont actuellement les principales sources d'énergie. Le ministre ghanéen de l'environnement, Sam Valley, a souligné qu'il s'agissait d'un « problème de vie et de mort. Nous ne parlons pas de pouvoir politique ni de puissance économique, il s'agit du climat, qui est en voie de destruction. » Selon les études menées par l'ONU, les ONG ou des institutions spécialisées, révélées lors de la conférence, les pays en développement seront les premières victimes du réchauffement climatique et de son cortège de catastrophes. Les pays industrialisés pauvres, qui ont produit le plus de ce carbone qui provoque l'effet de serre, ne seront pas épargnés. Ces pays seront d'autant plus touchés qu'ils sont moins bien armés pour se défendre et prévenir le mal, qui se manifestera sous des formes très diverses. (AFP/Reuters)

A Brazzaville, Jacques Chirac a voulu mettre ses pas dans ceux du général de Gaulle

BRAZZAVILLE de nos envoyés spéciaux

Jacques Chirac a achevé, jeudi 18 juillet, sa nouvelle tournée africaine en visitant notamment le lieu où le chef de la France libre avait diffusé, le 22 octobre 1940, sa première émission à partir d'un territoire français. Le président, qui dans son discours de Brazzaville s'est largement référé au général de Gaulle, a aussi profité de sa présence dans la capitale congolaise pour s'exprimer devant l'Association internationale des

maires francophones, dont il est le fondateur et qui réunissait ici son assemblée générale annuelle.

Après ce déplacement, qui l'aura conduit au Gabon puis au Congo, rendre-vous a été pris par M. Chirac au début de décembre à Ouagadougou, au Burkina, où se réunira le sommet franco-africain sur le thème de la « bonne gouvernance ». Idée qu'il a longuement développée, jeudi, dans son discours devant le Parlement congolais et sur laquelle il est revenu le même jour lors d'une conférence

de presse, afin de dissiper les malentendus qui pourraient faire naître ses fortes paroles.

Le président français a ainsi précisé que son souci de « briser enfin la chape de silence qui étouffe encore la tragédie de la traite négrière » ne valait pas condamnation de la colonisation, mais « de l'histoire qui l'a précédée ». « La colonisation, a-t-il assuré, a eu un rôle positif et je ne la remets en aucun cas ». S'agissant de son appel à « en finir avec les coups de force » en Afrique, qui pouvait renvoyer

au dernier putsch en date, celui du 27 janvier au Niger, il a affirmé avoir voulu « se situer au niveau des principes sans esprit polémique ».

Sa proposition de créer un « Observatoire de la démocratie » n'est qu'une « idée », a-t-il dit, dont Margie Sudre, le secrétaire d'Etat à la francophonie, a été chargée de tester la faisabilité. Revenant enfin sur la nécessité pour les pays industrialisés de ne pas se désengager de l'Afrique, M. Chirac a de nouveau insisté sur le fait que,

par-delà l'« obligation morale », une réalité économique s'imposait, à savoir que « les exportations françaises donnent du travail à beaucoup de nos compatriotes ».

En Afrique comme ailleurs, M. Chirac n'entend pas sacrifier la défense des intérêts nationaux bien compris à celle des grands principes. Paris veille donc à contourner, autant que faire se peut, sur le continent noir, l'agressivité commerciale des Etats-Unis tout en convenant que le temps des chasses gardées est bel et bien ré-

volu. Ainsi, les responsables français s'emploient-ils à convaincre leurs interlocuteurs congolais, qui cherchent à s'équiper d'une flotte de véhicules tout terrain dans la perspective de l'élection présidentielle de 1997, d'acheter français plutôt que de « craquer » pour un lot de 400 Land Rover. De ce point de vue, la visite de M. Chirac à Brazzaville tombait à point nommé.

Jacques de Barrin et Thierry Bréher

L'Asean accueille la Birmanie comme observateur

L'Association des pays d'Asie du Sud-Est rejette les critiques du vice-président de l'Union européenne, Manuel Marin, qui prévoit « des difficultés considérables » à la suite de cette intégration

L'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), qui compte à présent sept États membres, doit accueillir, samedi 20 juillet, la Birmanie comme observateur, lors de la réunion annuelle de ses ministres des affaires

étrangères, organisée dans la capitale indonésienne, La Danemark, dont le représentant officiel à Rangoun est récemment décédé dans des conditions suspectes après avoir été arrêté dans cette ville pour possession il-

légitime d'un fax, avait demandé, au début de la semaine, à ses partenaires de l'Union européenne (UE) de boycotter la junte birmane pour le mépris des droits de l'homme qu'elle affiche. Bien que Copenhague n'ait pas reçu

satisfaction, en raison notamment du fait que plusieurs membres de l'UE, dont la France, ont d'importants intérêts économiques dans ce pays asiatique, un sérieux malaise demeure au sein de l'Union.

DIJAKARTA

de notre envoyé spécial
Quelles que soient ses réserves envers la junte birmane, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) va accorder à Rangoun le statut d'« observateur », aidant ainsi ce pays à franchir un pas sur le chemin de sa réintégration régionale. Cette décision sera annoncée, samedi 20 juillet, à Djakarta, avant l'ouverture de la conférence ministérielle annuelle de l'Asean. La Birmanie, rebaptisée Myanmar par les généraux, deviendra ainsi, de droit, membre du Forum régional de l'Asean (FRA), auquel participent notamment les États-Unis et la présidence de l'Union européenne. La troisième réunion du FRA, créée en 1994 pour discuter des problèmes de sécurité régionale, aura lieu à Djakarta, le 23 juillet.

Pour sa décision, qui permettra à la Birmanie de faire officiellement acte de candidature à l'Association, l'Asean s'en est tenu au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays. Elle a rejeté les critiques de Manuel Marin, vice-président de la Commission européenne, lequel a déclaré à Bruxelles en début de semaine : « L'Asean est libre d'accueillir qui elle veut... Mais, sauf en cas de profond changement du régime, la Birmanie sera inévitablement la source de difficultés considérables. »

« L'Asean a droit de choisir ses membres et observateurs. Si l'Europe pense que de telles questions rentrent dans sa perception de la coopération, je le regrette », a rétorqué, jeudi 18 à Djakarta, Ali Alatas, le chef de la diplomatie indonésienne.

INQUIÉTUDES

D'autres diplomates de l'Asean ont réagi plus vertement. Que fait l'Europe en Irlande du Nord et face au « génocide en Bosnie », a ainsi demandé Achmad Kamil Jafar, secrétaire général du ministère malaisien des affaires étrangères. Thep Devalul, son homologue thaïlandais, a affirmé, de son côté, que certaines déclarations d'Occidentaux, « qui ignorent les bords de sang dans d'autres régions du

monde, comme en Afrique », renforcent la confrontation entre les militaires birmanes et Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition. « Ce n'est dans l'intérêt de personne », a-t-il ajouté.

L'Asean (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) s'en tient donc, envers Rangoun, à l'« engagement constructif » adopté voilà quelques années à l'initiative de Bangkok. Cependant, au-delà de la polémique avec Bruxelles, le manque de souplesse manifesté par la junte birmane, surtout ces derniers mois, suscite des inquiétudes au sein de l'Association. Le premier ministre thaïlandais, Banham Silpa Archai, a récemment écrit au président de la junte, le général Than Shwe, pour lui dire sa préoc-

cupation. Comme les Philippines, les Thaïlandais reconnaissent que l'« engagement constructif » n'a pas eu les effets escomptés. Mais ils préféreraient que les Occidentaux, plutôt que d'exercer des pressions publiques sur la junte, montrent leur fermeté à son égard en liant leur aide à l'amorce d'un dialogue avec M^{me} Suu Kyi et les groupes démocratiques.

AMBITIONS

Pour leur part, les États-Unis ont deux bonnes raisons d'éviter tout esclandre : leur période électorale, et le réajustement en cours de leur diplomatie en Asie orientale. Notre intention n'est pas de « faire un cours à nos amis ou de leur dire de changer de politique », a résumé, mercredi, Winston Lord, secrétaire d'État adjoint pour l'Asie de l'Est et le Pacifique – lequel accompagnait, la semaine prochaine à Djakarta, Warren Christopher.

Il restera à l'Asean d'assumer l'intégration prévue, avant la fin du siècle, des derniers États d'Asie du Sud-Est qui n'en sont pas encore membres : outre la Birmanie, le Cambodge et le Laos. Cette ambition suscite un malaise en son sein. Tout en souhaitant regrouper l'ensemble de la région et son demi-milliard d'habitants, l'Association veut, tout d'abord, éviter de se retrouver aux prises avec une guerre civile ou de graves crises poli-

tiques. Deux démarches dans ce sens ont été effectuées, cette année, auprès du Cambodge, qui a déjà le statut d'observateur et dont l'intégration pourrait avoir lieu l'an prochain : l'Asean souhaite que la crise ouverte en mars entre les premiers ministres cambodgiens, Ranariddh et Hun Sen, se résorbe : elle voudrait aussi que les élections générales prévues en 1998 aient lieu dans des conditions acceptables.

En outre, l'adhésion du Vietnam en 1995 et celles à venir du Cambodge, du Laos et de la Birmanie – près de 150 millions de gens, dont le revenu annuel moyen par tête est inférieur à 300 dollars – ne peuvent constituer qu'un fardeau pour une Association habituée, jusqu'ici, au rythme plus prospère d'économies émergentes, et qui compte former sa zone de libre-échange vers l'an 2000. L'Asean replonge ainsi un pied dans un tiers-monde qu'elle vient à peine de quitter.

Certes, ce risque ne l'a fait pas renoncer, pour l'heure, à poursuivre son élargissement. Mais, même si M^{me} Suu Kyi n'est guère populaire parmi les dirigeants de l'Asean, ces derniers n'aiment pas moins que leurs homologues birmanes fassent un effort pour défendre l'atmosphère et sortir de l'impasse.

Jean-Claude Pomonti

Un investisseur danois revend ses titres

Un fonds de pension danois, Kommunernes Pensionsforstikring, a vendu en début de semaine ses actions Total, « en prévision d'un boycottage international possible en raison de son engagement en Birmanie et à cause d'un reportage télévisé montrant des conditions de vie intolérables dans ce pays ». Depuis la mort de son consul honoraire James Leander Nichols dans les gorges birmanes, le 22 juin, le Danemark pousse l'Union européenne à adopter des sanctions. Déjà, les brasseurs danois Carlsberg et néerlandais Heineken ont cessé leurs relations avec ce pays. Selon la comité de soutien dano-birman, Total serait, avec d'autres entreprises, prochainement boycottée en Europe. Les modalités en seront fixées le 24 juillet à Amsterdam. Total, de son côté, a récusé les allégations du reportage télévisé.

Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition à Rangoun

« La firme française Total est devenue le principal soutien du système militaire birman »

RANGOUN

de notre envoyé spécial
« La réunion de l'Asean à Djakarta doit accorder, samedi 20 juillet, le statut d'observateur à la Birmanie. La ligne officielle de l'Association est l'« engagement constructif » envers Rangoun. L'approuvez-vous ?
– Un tel « engagement constructif » ne va faire que renforcer le régime en place sans aucunement améliorer la situation.
– Ce discours peut-il être entendu par les capitales régionales ?
– Les pays de la région comprennent qu'il y a un grave danger d'instabilité en Birmanie. Les derniers mois ont montré que la situation y est très volatile. Le régime a montré une grande nervosité à notre égard, ce qui est une reconnaissance du fait que nous sommes une force politique avec laquelle il faut compter. Les gens

sont fatigués du comportement de l'armée et leur engagement à nos côtés se renforce.

– Vous êtes également hostiles aux investissements étrangers.
– Les investisseurs ne devraient pas venir car tout l'argent va à une élite. Je voudrais mentionner la firme française Total [partie prenante d'un projet de gazoduc au sud] qui est devenue le plus fort soutien du système militaire birman. Ce n'est pas le moment d'investir ici.

– Ne pensez-vous pas, néanmoins, que ces investissements peuvent avoir des retombées positives pour la population ?
– Très peu. Les meilleures opportunités en affaires vont toujours à la même élite. Il y a ici une classe qui devient très riche, au point de ne pas savoir quoi faire de son argent. Nous n'avons jamais connu cela en Birmanie. Et à

côté, il y a des gens si pauvres – notamment en zones rurales – qui sont obligés de retirer leurs enfants de l'école.

– Vous êtes donc pour une ouverture économique comme un échec ?
– De 1991 à 1994, l'expérience semblait un relatif succès. Mais cela était dû au fait que l'économie était jusque-là totalement fermée. Depuis un an, le régime est incapable de consolider ce progrès.

– L'inflation dérape – preuve d'un manque de confiance dans le régime.
– À terme l'ouverture ne peut-elle déboucher sur la démocratisation ?
– Je ne pense pas. Voyez les Philippines dans les années 70. L'ouverture n'a profité qu'à Marcos et son entourage. Mais la situation ne s'est pas améliorée, cela a fini en révolution populaire.

– Comment sortir de l'impasse ?
– Tout ce que nous voulons, c'est l'instauration d'un dialogue. Nous ne posons nulle condition préalable. Ce que nous demandons, c'est seulement que le dialogue ait une vraie substance politique et s'engage sur une base d'égalité. Nous avons refusé de cautionner les 1995 les travaux de la convention nationale chargée de rédiger une nouvelle charte, justement parce que la libre discussion y était interdite. Nous ne pouvons pas accepter une Constitution rédigée uniquement par l'armée.

– Le gouvernement envisage d'organiser des élections une fois cette Constitution adoptée. Y participez-vous ?
– Il est prématuré de parler d'élections alors qu'on n'a pas encore réglé le problème des élec-

tions précédentes. [La ligne nationale pour la démocratie de M^{me} Suu Kyi] avait remporté plus de 80 % des suffrages en 1990, mais le pouvoir militaire a ignoré le résultat du scrutin.]

– Depuis la répression de 1988, la junte s'est rapprochée de la Chine. Qu'en pensez-vous ?
– Il est du devoir de la Birmanie de nouer de bonnes relations avec des voisins comme la Chine ou l'Inde. Mais je m'inquiète de la manière dont la population peut réagir à un soutien trop fort de Pékin au régime. Cela peut susciter des tensions raciales entre les Birmanis et la communauté chinoise installée ici. Les gens étant insatisfaits, ils tendent à penser que les Chinois se voient attribuer trop de privilèges.

Propos recueillis par Frédéric Robin

Réception chaleureuse en Malaisie et en Indonésie pour M. Arthuis

DIJAKARTA

de notre envoyé spécial
Jacques Chirac avait adressé à l'Asie, fin février, de Singapour, un « message fort, direct et clair » dont la substance était « la volonté de la France d'établir un partenariat solide et durable » avec la région. C'est pour réaffirmer cet engagement que le ministre de l'économie, Jean Arthuis, s'est rendu, du lundi 15 au jeudi 18 juillet, en Malaisie et en Indonésie – où l'on suit avec intérêt une démarche qui s'inscrit aussi dans le cadre du dialogue entre l'Union européenne et l'Asie de l'Est amorcé lors d'un premier sommet à Bangkok, début mars. Comme le chef de la diplomatie, Hervé de Charette, qui était allé en Indonésie en février et en Malaisie en mars, M. Arthuis a été « chaleureusement » reçu. Revenu la semaine dernière après un contrôle médical en Allemagne, un président Suharto « très chaleureux et en forme » lui a accordé, jeudi, une audience de près d'une heure.

Paris tient donc ses promesses. Avec l'Indonésie, les relations assez suivies des années 70 s'étaient distendues la décennie suivante, en dépit d'une visite sur place de François Mitterrand (1986). Avec la Malaisie, les relations étaient

quasi inexistantes puisque M. de Charette a été le premier ministre français des affaires étrangères à s'y rendre depuis l'indépendance de ce pays. Dans des économies émergentes où les grands groupes français sont parfois bien implantés, « il fallait combler ce déficit de contacts politiques », nous déclare Jean Arthuis.

Ce dialogue, amorcé à Bangkok par M. Chirac, qui s'y était entretenu tant avec le président Suharto qu'avec le premier ministre malaisien, Mahathir Mohammad, se poursuit donc. Déjà, des émissaires du président français se sont rendus dans plusieurs capitales asiatiques pour y préparer le premier Forum d'affaires Asie-Europe à Paris, les 14 et 15 octobre. M. Chirac doit, en outre, se rendre au Japon et en Chine avant d'assister, lors d'un quatrième voyage présidentiel dans la région, au sommet de la francophonie, à Hanoï fin 1997.

M. Arthuis a enfin adressé ce message aux partenaires asiatiques : la monnaie unique contribuera non seulement à la stabilisation monétaire de l'Europe mais aussi à celle de la planète, favorisant des partés plus équitables.

J.-C. P.

Le cours d'instruction civique et morale de la « Dame »

RANGOUN

de notre envoyé spécial
Elle s'est perchée en haut de la grille, fluette, gracieuse, tenant d'une main un micro et de l'autre des feuilles manuscrites. Les manguiers et les cocotiers épanchent leurs flammes d'ombre, mais c'est sous un soleil de plomb que 4 000 personnes écoutent religieusement. Une escouade disciplinée du service d'ordre de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) – chapeau conique pour les femmes, longyi (jupe traditionnelle) à carreaux bleu-vert pour les hommes – canalise le public afin de laisser couler le flot des véhicules, d'où surgit parfois un bras sympathisant.

Exonant spectacle que ce happening du samedi et du dimanche, devant le portail de la résidence d'Aung San Suu Kyi, dans un quartier du nord de Rangoun : tendu vers les haut-parleurs coiffés de plastique – sage précaution en saison des pluies – un bouquet de bras armés de micros immortalise le verbe de « la Dame » (Lady), comme on dit ici. Les cassettes chuchotent sous le manteau. La foule mêle retraités et lycéens, bonzes équipés de parapluies et touristes bardés d'appareils photos. L'œil exercé pourra repérer ici et là les agents du Stort – acronyme de la junte au pouvoir – et des attachés d'ambassades en short et sandales. En marge de l'attroupement, des

vendeurs ambulants aux caissons gorgés de cigarettes et briquets guettent l'instant toujours fructueux de la dispersion. Aucun uniforme lakt ne s'affiche. Deux fois la semaine, de 16 à 17 heures, la 54 rue de l'Université se donne des airs de « commune libre », refuge intermittent d'une insolence protestataire.

FERVEUR TRANQUILLE

Flanquée de deux lieutenants, la Prix Nobel de la paix 1991 se défile de ces secondes de communion. Parfois féroce, son propos tient plus du cours d'instruction civique et morale que de l'imprégnation. Elle parle économie et démocratie, et répond aux questions que lui ont adressées ses partisans sous forme de billets glissés dans sa boîte à lettres. Elle disserte sur la relation du maître et de l'esclave, souligne l'indignation dont chacun déplore. Elle cite les longs combats d'un Havel et d'un Mandela, ses maîtres en dissidence.

M^{me} Suu Kyi brûle d'une ferveur tranquille qui impressionne ceux qui l'approchent. Ses six ans d'assignation à résidence – 1989 à 1995 – ont grandi sa résolution et l'ont mise hors des tentations de l'agreur. Chignon piqué de pétales d'orchidées, chemisette violette, accent britannique d'une pureté cristalline, elle accueille de bonne grâce les visiteurs – file interrompue d'amis, de journalistes, mais

aussi des touristes anonymes – dans sa résidence à l'architecture coloniale délavée par les pluies tropicales. C'est dans une pièce fraîche aux murs tapissés des portraits de son père, héros national assassiné à la veille de l'indépendance en 1948, qu'elle a installé une manière de salon. Une véranda donne sur un étang couleur de plomb et, journalement, la bâtisse principale, une salle en bois de teck pavée de dalles blanches et faïence de la LND – étoile blanche et faïence en posture d'attaque sur fond rouge – sommeille en attendant les prochaines réunions du mouvement. On peut y croiser le fidèle Tin Oo, ex-général embastillé dans les années 70 qui, après être entré dans les ordres, devint avocat. Le vieil opposant livre les mille et une anecdotes de la résistance – comme cette récente tentative de M^{me} Suu Kyi de se rendre en train à Mandalay au centre du pays, qui a échoué du fait que l'armée avait disjoint la locomotive des wagons.

Depuis, le chef de la LND a renoncé à sortir de Rangoun. Semi-reclus, elle lit Tchekhov, reçoit, paraît à l'occasion dans un dîner d'ambassade. Nul de ses déplacements n'échappe, bien sûr, à la vigilance du régime, dont des agents en civil tiennent guêche à l'entrée de ce fameux portail bleu pâle qu'elle escadale à moitié, chaque fin de semaine.

F. B.

LE CAIRE

Au Caire, M. Nétanyahou a su rassurer sans céder sur le fond

de notre correspondant
Les entretiens au Caire, mardi 18 juillet, du président égyptien, Hosni Moubarak, et du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, ont permis de réduire la tension entre Le Caire et Tel-Aviv sans aplanir les problèmes qui entravent le processus de paix au Proche-Orient.

« Les discussions se sont déroulées dans une atmosphère de franchise et d'ouverture et aucune menace ou ultimatum n'ont été proférés, car notre objectif était de rapprocher Arabes et Israéliens et non de les éloigner. » C'est en ces termes que le président Moubarak a décrit, lors d'une conférence de presse conjointe, ses deux heures de tête-à-tête avec son hôte. « Le climat n'était pas bon, mais après la rencontre d'aujourd'hui je suis très détendu, a-t-il ajouté. Je comprends les conceptions de M. Nétanyahou et j'ai grand espoir que le processus de paix continuera. » De son côté, le premier ministre israélien a estimé que la rencontre donnait « un très bon départ » aux relations entre le nouveau gouvernement israélien et l'Égypte.

M. Nétanyahou qui, avant la rencontre, avait souvent tenu des propos considérés comme « provocateurs » par l'Égypte, s'est astreint de toute rhétorique sur les questions théologiques. Il a même arroulé les angles dans la forme, tout en restant évasif sur le fond.

PETITS GESTES

Il s'est engagé à « honorer les engagements » pris par le précédent gouvernement avec l'Autorité palestinienne, avec laquelle il souhaite multiplier les contacts. Le ministre des affaires étrangères, David Levy, a-t-il annoncé, rencontrera la semaine prochaine le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. M. Nétanyahou n'a pas exclu qu'« en temps opportun » il rencontre lui-même le dirigeant palestinien. Et, dans un geste destiné à prouver sa bonne volonté, il a aussi annoncé l'allègement du bouclage de Gaza et de la Cisjordanie. « Nous allons permettre à dix mille Palestiniens supplémentaires de travailler en Israël et augmenter le nombre des camions et ambulances autorisés à traverser les points de passage » entre Israël et les territoires palestiniens, a-t-il déclaré.

Le premier ministre israélien a aussi exprimé son désir de « réaliser la paix avec la Syrie », avec laquelle il est disposé à « engager immédiatement des négociations ».

Il a promis de respecter les termes de référence de la conférence de Madrid, qui a lancé le processus de paix en octobre 1991. Mais à son avis, le principe de l'échange de la terre contre la paix, qui est au fondement de cette conférence, souffre « d'importantes interprétations sur la manière de l'appliquer ». Il n'y a qu'une seule interprétation possible, mais il peut y avoir « éventuellement une approche différente », a rétorqué le président Moubarak. Évitant toute polémique sur la question de Jérusalem, le premier ministre s'est borné à approuver les propos du président égyptien, selon lequel les Arabes ne réclament pas la division de la Ville sainte, mais le « respect des droits des Arabes, qu'ils soient musulmans ou chrétiens », et celui des « institutions existantes ».

Une visite prévue à la synagogue du Caire, avant le départ de M. Nétanyahou pour Tel-Aviv, a été annulée pour raison de sécurité. Plusieurs centaines d'avocats ont en effet organisé une manifestation devant le siège de leur syndicat, situé non loin de la synagogue, pour protester contre la visite de M. Nétanyahou et ont brûlé un drapeau israélien. Le quotidien d'opposition libérale El Nafis a illustré, vendredi, l'attitude des Égyptiens à l'égard de M. Nétanyahou par un dessin, où l'on voit ce dernier marcher sur les rues du Caire alors que tous les passants lui tournent le dos.

Alexandre Buccielli

LEGISLATION

PROPOSITION DE LOI
N° 1000
DU 18 JUILLET 1995
RELATIVE À LA
SÉCURITÉ DES
TRANSPORTS

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR M. JACQUES CHIRAC
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LÉGISLATION Un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale met en lumière les retards apportés par les services du gouvernement, parfois sous la

pression de lobbies, dans la publication des décrets d'application des dispositions fiscales adoptées par le Parlement. Alain Juppé s'en est inquiété devant ses ministres le 16 juillet.

● **LES ARBITRAGES** budgétaires, actuellement discutés dans les ministères pour 1997, sont l'occasion pour les groupes de pression de se manifester une première fois. Le

CNPF réclame, ainsi, 110 milliards de francs de baisse d'impôts en 1997. ● **LES RENTRÉES FISCALES** ont été ralenties au cours du premier semestre 1996, mais la maîtrise des dé-

penses a permis d'atténuer, sur les cinq premiers mois, le creusement du déficit budgétaire, selon un bilan publié jeudi 18 mai par le ministère de l'économie et des finances.

Des dispositions fiscales votées par le Parlement restent inappliquées

Par manque de temps ou sous la pression de groupes d'intérêts, les services ministériels, principalement ceux de l'économie et des finances, retardent la publication des textes correspondant aux mesures adoptées par les députés et les sénateurs

« PAS VU, PAS PRIS ! », dit l'adage populaire. En matière législative, c'est parfois l'inverse : articles ou dispositions de loi « vus », mais décrets, arrêtés, instructions pas pris. La commission des finances de l'Assemblée nationale passe au crible, dans un rapport, l'application des dispositions fiscales votées en 1995 et 1996, pour constater, en fin de compte, que près de la moitié des articles fiscaux de la loi de finances initiale de 1996 (25 sur un total de 53) sont encore en attente d'application.

Cette proportion s'élève pratiquement aux deux tiers pour la loi de finances rectificative de 1995 (13 sur un total de 19 articles fiscaux). Quant à la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, adoptée en avril, sur 36 mesures votées, 29 n'ont toujours pas de texte d'application et ne peuvent donc entrer en vigueur.

« Il y a une nette dégradation », indique Philippe Auberger (RPR),

rapporteur général du budget, qui dénonce « la multiplication des mesures fiscales dont la mise en œuvre se révèle de plus en plus difficile à assurer ». Le premier ministre s'en est inquiété au cours du « séminaire » gouvernemental du 16 juillet, demandant que le nécessaire soit fait pour combler le retard dans la parution des textes d'application.

L'IMPORTANCE DES DÉTAILS

L'affaire n'est pas neuve. Un célèbre arrêt du Conseil d'Etat datant de 1964 a introduit la notion de « délai raisonnable » dans l'application de la loi. Arrêt ou pas, la tendance n'a pas vraiment été inféchiée. En 1995 encore, deux parlementaires, Jérôme Bignon et François Sauvadet, respectivement députés RPR de Somme et UDF de Côte-d'Or, avaient, dans une démarche plus globale, pointé du doigt « l'insoutenable légèreté de la loi ». « Les retards dans l'application de telle ou telle disposition

s'expliquent souvent par le processus d'élaboration de la loi elle-même », indique M. Bignon. Ainsi, observe-t-il, « la loi, telle qu'elle est préparée par le gouvernement, est déjà un arbitrage entre de multiples acteurs concernés par le texte et leurs groupes de pression ». De fait, quand le parlementaire intervient, il n'opère pas un arbitrage mais un équilibre patiemment élaboré. « Les services des ministères éprouvent un mal fou à appliquer un équilibre qui n'est pas celui qu'ils avaient conçu », constate M. Bignon.

Les juristes le savent : le diable se cache souvent dans les détails, c'est-à-dire les modalités précises d'application d'un texte de loi. L'ultime phase du processus législatif – cet intervalle qui sépare la promulgation de la loi et le décret, l'arrêt ou circulaire – est de plus en plus utilisé par les lobbies comme une sorte d'instance d'appel.

Sur les dispositions fiscales, le scénario est simple. Les trois

groupes d'intérêts les plus assidus, à savoir l'AFB (Association française des banques), l'AFEP (association de grandes entreprises créée par Ambroise Roux) et le CNPF opèrent à trois niveaux. D'abord, en « amont » du texte, à Bercy, auprès de la direction du Trésor ou du service de législation fiscale (SLF). Ils n'interviennent généralement qu'une fois le texte présenté en conseil des ministres. Ils reviennent enfin auprès des administrations une fois la loi votée, en négociant sur les modalités d'application. Pour Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges), c'est l'une des causes du grippage. « On concerte, on vote, et puis on reconcerte. C'est un vrai problème », affirme-t-il.

Ce problème devient aigu lorsque, comme le constate M. Auberger, « l'administration fiscale est en état de thrombose ». Bercy a pâti de la session unique. Le SLF, chargé non seulement de

préparer les textes, mais aussi de les appliquer, a éprouvé quelques difficultés pour s'adapter au nouveau calendrier. Traditionnellement, il profitait de l'intersession, de janvier à mars, pour rédiger les textes d'application de la loi de finances votée à l'automne précédent. Cette année, il n'y pas eu d'interruption, et il a fallu préparer, dans la foulée, les diverses dispositions d'ordre économique et financier.

INCONCÉRNÉS JURIDIQUES

Néanmoins, l'embouteillage législatif n'explique pas tout. Encore en suspens, la disposition introduite par M. Auberger dans la loi de finances initiale de 1995 – qui avait pour objet d'autoriser, à compter du 1^{er} janvier 1995, l'achat de titres non cotés dans un plan d'épargne d'actions – est bloquée. L'AFEP, les banques et Bercy n'ont toujours pas trouvé d'accord sur le mode d'évaluation de ces titres. Quand un accord est trouvé,

l'application n'est pas acquise pour autant. Ainsi, dans les « diverses dispositions » de 1994, il était prévu de faire agréer par le ministère des finances les systèmes de garantie des dépôts bancaires. Les décrets sont parus en septembre 1995, mais aucun système n'a encore été agréé. Un bras de fer oppose, en effet, l'AFB au trésor, Bercy estimant que le système qui lui est soumis par les banques n'est pas légal.

Les causes de non-application peuvent être plus surprenantes encore. Une disposition de la loi de finances rectificative de juin 1993 sur le régime fiscal de la copropriété des chevaux de course est toujours en attente : l'administration s'est aperçue que la structure juridique d'une telle copropriété n'existe pas.

Si la commission des finances de l'Assemblée se félicite de la rapidité avec laquelle Bercy a publié, le 20 mai, une note transcrivant un récent arrêt de la Cour de cassation autorisant un abattement de 20 % sur la valeur de la résidence principale pour les contribuables assujettis à l'impôt sur la fortune (Le Monde daté 21-22 avril), les lecteurs familiers des textes d'application, eux, ne s'y sont pas trompés : pour les experts, cela signifie que Bercy ne tient pas vraiment à cette disposition. La « note » est, en effet, le dernier échelon dans la hiérarchie juridique des textes d'application.

Caroline Monnot

Le CNPF réclame une baisse des impôts de 110 milliards de francs dès 1997

TROP, C'EST TROP estime le CNPF qui préconise dès 1997, une baisse drastique des prélèvements fiscaux de 110 milliards de francs pour annuler l'effet dépressif des augmentations d'impôts décidées en 1995.

Denis Kessler, président de la commission des affaires économiques du patronat français, et Jérôme Bédier, qui présidait le groupe de travail sur la réforme fiscale, ont expliqué, jeudi 18 juillet, pourquoi et comment le CNPF préconisait ce « contre-choc fiscal » rendu nécessaire par le « réel phénomène de réjet », dans l'opinion comme chez les entrepreneurs, à l'égard de prélèvements de plus en plus élevés, de plus en plus changeants et de plus en plus compliqués à calculer.

« Il ne s'agit plus de combler des déficits », a déclaré M. Kessler, mais de contribuer par la fiscalité à la reprise économique, de remédier aux 100 milliards de francs d'impôts supplémentaires qui ont perturbé depuis 1995 les Français et les marchés. Si nos concitoyens continuent à penser que leurs revenus seront amputés pendant longtemps, puisque la dette publique à rembourser atteint les 4 000 milliards de francs, ils ajusteront à la baisse leurs dépenses de consommation. Il faut donc gager toute réforme fiscale sur une baisse des dépenses publiques.

Le CNPF demande donc une stabilisation des dépenses de l'Etat

(et des collectivités locales) en francs courants, ce qui représenterait une économie de 60 à 80 milliards de francs par an et supposerait « une extraordinaire rigueur dans les dépenses nouvelles ». Il veut que la réforme fiscale soit « lisible dès la première année » de son application et pas sophistiquée comme celle de 1994. Il espère qu'elle se souciera moins d'équité et de redistribution que d'efficacité économique pour contribuer à l'augmentation de l'offre. Il prend exemple sur l'Allemagne pour réclamer un rythme de 50 milliards de francs de baisse chaque année.

Le principe d'efficacité économique conduit le CNPF à ne pas demander pour l'heure de baisse de la TVA, mais une diminution des impôts les plus sensibles pour les contribuables : la taxe professionnelle, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés.

PAS PLUS DE 40 %

Vigoureusement critiquée par les entreprises pour son archaïsme qui ne tient pas compte du mode de production, la taxe professionnelle est défendue par les élus locaux qui y trouvent leur ressource la plus dynamique et la plus hétéroclite payée par des non-délecteurs. Sans attendre une hypothétique réforme de son assiette et de ses taux, le patronat veut une réduction de moitié de ce qui est demandé aux entreprises, soit une

diminution de 40 milliards de francs par an.

Acquis par seulement la moitié des foyers fiscaux, l'impôt sur le revenu devrait être diminué de 20 %, selon le CNPF, soit un allègement de 60 milliards de francs par an, le nombre de contribuables demeurant inchangé. Le taux maximum de cet impôt serait fixé à 40 %. Enfin, le patronat souhaite que la surtaxe exceptionnelle de 10 % sur l'impôt sur les sociétés ne soit pas reconduite en 1997, soit un allègement de 10 milliards de francs. « Les trois mesures que nous préconisons et ces 110 milliards d'impôts en moins devraient être décidés en 1997 afin de rétablir l'effet de contre-choc que nous souhaitons », a précisé Jérôme Bédier, mais leur application pourrait s'étaler sur deux exercices.

Le CNPF redoute que les projets gouvernementaux de taxation de l'épargne ne déstabilisent encore les circuits financiers et les marchés. Il préconise la mise en place de fonds d'épargne-retraite bénéficiant du même régime fiscal et social que les retraites, la définition d'exonérations « spécifiques et significatives » pour l'ensemble des capitaux investis ou restant dans l'entreprise, l'amélioration des dispositions sur la transmission à titre gratuit des entreprises et la suppression du taux majoré à 40 %.

Alain Faujas

Ralentissement du déficit budgétaire

MAÎGRÉ LA PERSISTANCE du retard dans les rentrées de recettes fiscales, le déficit budgétaire a ralenti sa progression, selon un état de la situation budgétaire arrêté à la fin mai 1996 et publié, jeudi 18 juillet, par le ministère de l'économie. Ce résultat est obtenu grâce à un ralentissement du rythme des dépenses publiques.

Si l'on considère les recettes du budget général, elles sont supérieures de 16,2 milliards de francs (3,2 %) à leur niveau de 1995 à la même date. Les recettes fiscales nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts se sont élevées à 569 milliards de francs, soit une progression de 29,5 milliards de francs (5,5 %) par rapport à la fin mai 1995. Cette progression, plus lente qu'à la fin avril, reste inférieure aux prévisions de l'Etat, qui attend, pour 1996, une hausse des recettes fiscales nettes de 7,6 %, soit 1 401,1 milliards de francs (contre 1 301,6 milliards de francs en 1995).

Le déficit budgétaire, qui a at-

teint 253,5 milliards de francs fin mai 1996, se creuse moins vite qu'un cours des quatre premiers mois de l'année : 1,5 milliard de francs supplémentaire par rapport à celui de la fin mai 1995, alors que, fin avril, le creusement du déficit avait été plus important, avec 14,6 milliards de francs supplémentaires par rapport à l'année précédente. Le déficit budgétaire prévu pour 1996 est de 287,8 milliards de francs.

Le niveau du déficit a bénéficié du ralentissement du rythme des dépenses du budget général, qui ont atteint 699,2 milliards de francs, fin mai 1996, soit une progression de 23,5 milliards (3,5 %) par rapport à la fin mai 1995. Fin avril, la progression des dépenses était de 5,5 % (30 milliards). Toutefois, les dépenses demeurent actuellement supérieures à l'objectif du budget 1996 – 1 558,2 milliards de francs –, qui prévoit une baisse des dépenses de 2,4 % par rapport à l'exécution du budget 1995. Hors dotation en capital à GIAT Indus-

tries et hors dépenses militaires, les dépenses, souligne le ministère, n'ont progressé que de 1,2 %.

Côté rentrées, les recettes de l'impôt sur le revenu ont atteint, fin mai, 153,5 milliards de francs, en hausse de 0,7 % sur la fin mai 1995. Sur l'ensemble de l'année, le budget prévoit une augmentation de 4,4 % des recettes de cet impôt. Les recettes de l'impôt sur les sociétés (45,2 milliards de francs) ont progressé de 20,2 % par rapport à la fin mai 1995, alors que le budget ne prévoit qu'une hausse de 4,6 %. Sur la même période, les recettes de la taxe sur les produits pétroliers (57,5 milliards de francs) ont progressé de 3,6 %, ce qui correspond à la hausse attendue pour l'ensemble de 1996. Avec 255 milliards de francs (+11,5 %), les recettes de TVA restent en retard par rapport à l'objectif de l'année (+12,6 %), même s'il y a un léger rattrapage par rapport à la fin avril.

Michel Noblecourt

Les athlètes en panne de décret

On ne saurait trop conseiller aux athlètes français d'Atlanta de s'abonner prestement au fameux B.O.L. le *Bulletin officiel des Impôts*, qui publie les textes d'application des mesures fiscales. La loi dite DDOIF, votée le 12 avril, exonère d'impôt sur le revenu les primes qui seront attribuées par l'Etat aux médaillés des Jeux olympiques de 1996 (lire aussi page 13). Un tel cadeau fiscal avait déjà été voté pour les J.O. de Barcelone en 1992. Ces exonérations au titre de la reconnaissance nationale sont coutumières : les « nobélisés » ne sont pas assujettis à l'impôt pour le montant de leur prix, non plus que, naguère, les prix... Lénine et Staline. Les athlètes d'Atlanta, eux, doivent être patients : le décret d'application n'est pas encore paru.

Caroline Monnot

NRJ NOUVELLE CONTENANCE : 30 % D'AUDITEURS DE PLUS QU'EUROPE 1.



11,1 % de pénétration : JUIN 1996. UN NOUVEAU RECORD HISTORIQUE POUR NRJ QUI CONFIRME SA PLACE DE 2^e RADIO COMMERCIALE DE FRANCE AVEC 1 205 000 AUDITEURS DE PLUS QU'EUROPE 1.

Source : Nombres d'auditeurs quotidiens. 75 000. Radio Médiamétrie, avril-juin 96, audience cumulée 1^{er} à 5 h - 24 h. NRJ versus Europe 1.



22 rue Balteau 75016 Paris Tel. 40 71 40 09 fax 40 71 41 25

Alain Juppé demande aux Corses de ne pas céder au scepticisme

Le premier ministre a achevé jeudi sa visite dans l'île

Alain Juppé a achevé, jeudi 18 juillet, une visite d'une journée et demie en Corse, en s'efforçant, sur France 2, de dissiper le scepticisme avec lequel

les insulaires pourraient accueillir les mesures qu'il avait annoncées la veille. Le premier ministre a confirmé la mise à l'étude de la signature, par la

France, de la charte européenne des langues régionales et s'est intéressé à l'agriculture corse, qui va bénéficier de nouvelles aides.

AJACCIO
de notre envoyé spécial
Les vaches corses existent, Alain Juppé les a rencontrées ! Au second jour de sa visite, consacrée à ce que l'on appelle des contacts « de terrain », le premier ministre, qui a parcouru l'île, jeudi 18 juillet, du sud au nord, est allé, dans une exploitation agricole près de Corte, à la rencontre de ces bovins accusés de ne pas exister sur les documents nécessaires pour per-

mettre à leurs prétendus propriétaires de percevoir des aides européennes (Le Monde du 16 mars). L'entrevue, à distance respectueuse pour ne pas effrayer les animaux, restée farouche malgré une réputation désormais établie jusqu'à Bruxelles, s'est bien passée. Encore que certains flottesments aient saisi l'assistance lorsqu'il s'est agi de distinguer, dans le troupeau, les « vraies » vaches corses, théoriquement plus petites

et plus fines que celles importées du continent... L'essentiel, de toute façon, n'était pas là, mais dans le nombre de millions de francs que le premier ministre était venu annoncer aux agriculteurs insulaires.

Après, avant, à l'université de Corte, M. Juppé avait marqué l'intérêt de la République pour la culture et la langue corses. Le premier ministre a annoncé que, dès la rentrée d'automne, quatre classes expérimentales bilingues français-corse (deux par département) seront ouvertes. Surtout, le chef du gouvernement a indiqué que, conformément aux orientations destinées par Jacques Chirac lors de son voyage dans le Finistère, fin mai, le gouvernement avait « décidé de faire étudier au plan juridique », par le Conseil d'Etat, « la possibilité que la France adhère à la charte européenne des langues régionales ou minoritaires ».

Les autres catégories sociales ou professionnelles visitées jeudi par M. Juppé ont eu moins de chance. Les policiers, à Ajaccio, le personnel déconcentré de l'Etat et les

magistrats, à Bastia, se sont vu rappeler leurs devoirs plutôt que leurs droits, afin de participer au mieux au rétablissement de l'ordre public dans l'île. Les femmes du Manifeste pour la vie, qui venaient défendre le même objectif auprès du premier ministre, ont eu droit à un accueil très favorable. Comme tout le monde, elles ont manifesté une satisfaction mêlée de circonspection devant les attentions de M. Juppé. Attendre et voir, tel semble être le mot d'ordre au terme de la visite du chef du gouvernement en Corse.

Jeudi soir, sur France 2, le premier ministre, qui n'a pas ménagé sa force de conviction au long de ces deux jours, s'en est quelque peu alarmé. Il se dit « navrant », a-t-il dit, que les Corses accueillent avec scepticisme les décisions « sans précédent » prises par son gouvernement. Le problème est sans doute que les Corses sont, de tous les Français, ceux qui ont été les plus habitués aux mesures tellement sans précédent qu'elles en restent sans effet.

Jean-Louis Andrieux

Des mesures spécifiques pour les agriculteurs

Dans la manne distribuée par Alain Juppé en Corse, les agriculteurs n'ont pas été oubliés. Des mesures spécifiques (suspension des recouvrements et prise en charge des intérêts jusqu'à 1998) ont été prises pour alléger la dette bancaire, et une convention a été signée entre l'Etat et le Crédit agricole. Des dispositifs similaires entreront en vigueur pour les dettes sociales, dont le niveau a entraîné, pour certains agriculteurs, la perte de leur couverture.

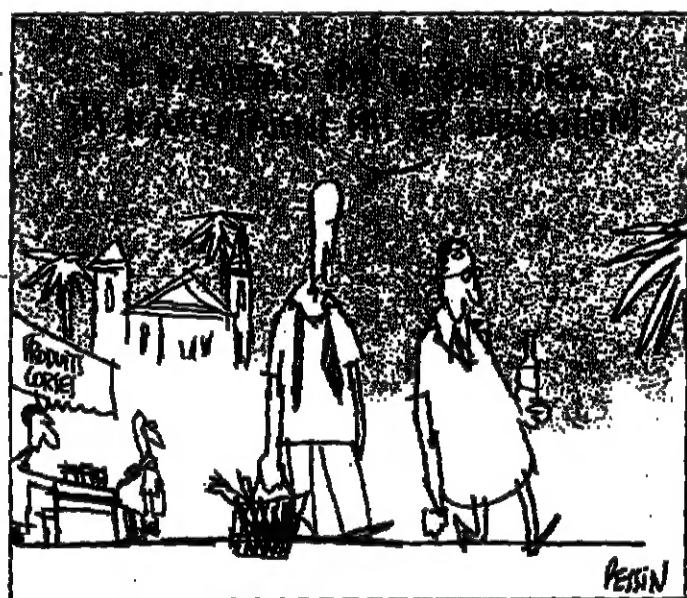
Les dispositions de la zone franche s'appliquent aux entreprises agricoles (exonération d'impôt sur les bénéfices dans la limite de 400 000 francs annuels, par exemple). Pour les aides aux productions (vin, élevages porcins, bovins, ovins et caprins, fruits), l'effort de l'Etat est porté de 40 millions à 60 millions de francs. La société foncière d'aménagement rural va recevoir du gouvernement 3,6 millions de francs, et le Crédit agricole abandonnera progressivement 7,8 millions de francs de créances.

« Complètement démago, le coup du marché ! »

AJACCIO
de notre envoyé spécial
Ajaccio-Bastia, par le col de Vizavona et Corte : beau parcours pour une étape du Tour de France, si celui-ci venait à s'égarer en Corse. Alain Juppé l'a survolé en hélicoptère. Une trentaine d'heures passées sur l'île, de multiples arrêts, discussions et poignées de mains : le premier ministre n'a pas lâché. Il a gourmandé les uns et les autres, fait la grosse voix pour rappeler que la Corse, c'est la France, et que la France a des lois qu'il convient de respecter. Il a félicité et encouragé les fonctionnaires de police et les magistrats. Il a aussi vidé sa botte et présenté des mesures économiques en faveur des entreprises et des agriculteurs.

Les Corses, qui savaient bien pourquoi le premier ministre leur rendait visite, ne lui ont pas pour autant manifesté beaucoup de chaleur. Ils étaient peu nombreux sur son passage. Quelques dizaines de badauds l'attendaient devant la mairie d'Ajaccio - dont des touristes interloqués qui profitaient de l'occasion pour le photographier - et l'ont suivi jusqu'à l'Assemblée territoriale.

Du moins jusqu'au lycée Fesch, où des syndicalistes de la CGT, de FO et de la FSU l'attendaient de pied ferme. CRS et gardes mobiles veillaient, plus nombreux que les manifestants, mais de la bousculade jaillirent néanmoins quelques tomates molles et de vilains



quolibets : « Juppé enc... ! » « Ah, non ! Pas ça, quand même ! C'est grossier ! », cria, sûre d'elle, une commerçante bien mise, qui applaudissait le premier ministre à s'en élever les paumes.

Avant de prendre l'hélicoptère pour Corte, où une famille d'agriculteurs l'attendait à déjeuner, M. Juppé et sa suite ont longuement tourné entre les états du marché d'Ajaccio, s'arrêtant pour discuter avec les marchands de produits régionaux. « Ma femme m'a recommandé de faire des emplettes », dit M. Juppé en achetant

de la confiture de châtaignes, du miel et du fromage. Le ministre de l'aménagement du territoire, Jean-Claude Gaudin, qui l'accompagnait (ainsi que le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré), choisissait, pour ne pas être en reste, une eau-de-vie de myrtille.

POLITIQUE DE LA CHAISE VIDE
« Complètement démago, le coup du marché ! On croirait qu'ils sont en campagne électorale, constatant un vieux militant cégétiste. Quant à leurs mesures économiques, parlons-en ! Ce sont des exonérations

fiscales en tout genre, des ristournes sur les cotisations patronales et des prêts bonifiés pour les entreprises. Il n'y a rien pour les salariés, les retraités ou les chômeurs ! » Ce point de vue est partagé par les autres syndicats et les militants des partis d'opposition.

Les états-majors sont plus circonspects et trouvent les mesures annoncées par le premier ministre « intéressantes », même s'ils ne sont pas sûrs qu'elles aient « une influence durable sur le développement de l'île ». Les représentants et les élus des partis de la majorité, comme les milieux d'affaires, trouvent également ces mesures « intéressantes ». Ils pensent, pour la plupart, qu'elles doivent être « examinées dans le détail et avec attention ».

Les milieux politiques, syndicaux et des affaires, divisés à propos des mesures économiques, se rejoignent, en revanche, de la fermeté du premier ministre en matière de sécurité et de la volonté manifestée de mettre fin à la violence et de rétablir l'autorité de l'Etat. Il y aurait unanimité sur ce sujet si deux des trois principaux mouvements issus de l'ex-Front de libération nationale corse, A Cunchoa nazionalista, la vitrine légale du FLNC-canal historique, et l'Accolta nazionalista corsa (ANC), avaient laissé leurs élus siéger à l'Assemblée de Corse pour écouter M. Juppé.

Frédéric Fritschier

La gauche satisfaite de la censure de la loi antiterroriste

LA CENSURE, par le Conseil constitutionnel, de deux des dispositions les plus controversées de la loi sur la répression du terrorisme (Le Monde du 19 juillet) a provoqué de vives réactions à droite. Alain Marsaud, député RPR et rapporteur du texte à l'Assemblée nationale, a exprimé son « étonnement » que le juge constitutionnel ait pris « le risque d'entraver la répression des actes terroristes ». Quant au Front national, il a « dénoncé avec véhémence ce nouveau gage » donné au « lobby de l'immigration ».

Les socialistes, au contraire, ont fait part de leur « satisfaction », en se félicitant que le Conseil censure « les dérapages sécuritaires du gouvernement ». Les Verts ont déclaré que cette décision est « une victoire pour tous les démocrates ». Mais ils reprochent au Conseil de n'avoir pas censuré la mesure prévoyant la déchéance de la nationalité française pour les étrangers naturalisés condamnés pour crime ou délit terroriste.

Le maire FN de Toulon dénonce la restructuration des armées

JEAN-MARIE LE CHEVALLIER, maire (FN) de Toulon, a dénoncé, jeudi 18 juillet, la loi de programmation militaire, en affirmant que « la politique gouvernementale, qui conduit à démanteler nos régiments, ne signifie rien d'autre qu'un affaiblissement économique de toutes les villes et régions et la marche vers une armée de mercenaires ». Il a ajouté que « Toulon, symbole de la défense nationale, refuse de voir sa marine sabordée ». La base de Toulon (y compris celle de Nîmes-Garon) représente 22 000 emplois et 40 % de l'effectif total de la marine nationale.

DÉPÊCHES

AGENDA : Jacques Chirac ne se rendra pas en Guyane fin juillet, contrairement à ce qui avait été envisagé (Le Monde du 14-15 juillet). L'Élysée indique que le président de la République effectuera une visite en Guyane avant la fin de l'année.

FONCTIONNAIRES : le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a signé, mardi 16 juillet, avec six fédérations de fonctionnaires (UNSA, CFDT, FO, FSU, CFTC et CFE-CGC), un accord sur la mise en place de congés de fin d'activité dans la fonction publique (Le Monde du 11 juillet).

ENVIRONNEMENT : Corinne Lepage, ministre de l'environnement, a répondu, jeudi 18 juillet, à Dominique Voynet, porte-parole des Verts, qui lui avait reproché son « silence » à propos des affaires de la vache folle, de l'amiante, du redémarrage de Superphénix ou du stockage des déchets nucléaires : « Je n'ai strictement aucun tabou. Il n'y a de ma part aucune volonté de silence. » « J'aurais eu besoin de monter au créneau si j'avais eu le sentiment que l'environnement ou la santé étaient mal gérés [...], mais les mesures prises par le gouvernement vont exactement dans le sens de ce que peut souhaiter un ministre de l'environnement », a-t-elle ajouté.

SONDAGE : 55 % des personnes ayant suivi l'intervention du 14 juillet de Jacques Chirac se déclarent « plutôt satisfaites » de sa déclaration du président de la République, selon une enquête BVA publiée dans Paris-Match (datée du 25 juillet). 40 % se disent « plutôt déçus ». Une majorité de ces personnes (57 %) jugent que le président de la République a raison de garder Alain Juppé comme premier ministre (56 % estiment qu'il a tort). Ce sondage a été réalisé par téléphone le 15 juillet, auprès de 603 personnes sélectionnées selon une méthode aléatoire.

FO : Jean-Claude Mallet, ex-président (FO) de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), a vivement réagi, jeudi 18 juillet, à la demande faite par Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française, d'arrêter les comptes de l'assurance-maladie au 16 juillet, « pour situer les responsabilités » (Le Monde du 17 juillet). M. Mallet estime que « l'assurance-maladie n'a aucune leçon à recevoir de la Mutualité ». « FO n'entend pas s'opposer à la demande », mais M. Mallet précise, après son remplacement par Jean-Marie Spaeth (CFDT), qu'il s'agit de comptes publics « approuvés par l'Etat » et « soumis au contrôle du Trésor public et de la Cour des comptes ».

LOGEMENT : la CFTC a appelé, jeudi 18 juillet, à la « vigilance » des partenaires sociaux sur le 1 % logement et la convention qui pourrait être signée avec l'Etat en contrepartie du prélèvement exceptionnel de 6 milliards de francs que le gouvernement entend opérer au titre des économies budgétaires pour 1997.

PARIS

TOURISME : Certains commerçants et voyagistes parisiens estiment que l'interdiction faite aux autocars de traverser les îles Saint-Louis et de la Cité durant l'été provoque une baisse de la fréquentation de ces quartiers. Georges Sarré (MDC), maire du 11^e arrondissement, propose la création de « taxis-bus », qui permettraient la circulation des touristes et une baisse du nombre des autocars.

POLLUTION : Les sénateurs socialistes de Paris viennent de déposer une proposition de loi afin de favoriser l'utilisation du gaz par les taxis. Les propriétaires de taxis disposés à recourir à ce carburant peu polluant se verraient rembourser le coût de l'installation, dans la limite de 10 000 francs par équipement.

La rigueur budgétaire comporte des risques de récession, souligne l'OFCE

L'OBSERVATOIRE français des conjonctures économiques (OFCE), qui a rendu public, jeudi 18 juillet, son analyse sur « les perspectives de l'économie française en 1996-1997 », affiche un optimisme mesuré sur la reprise de la croissance qui devrait s'amorcer au second semestre 1996. Le produit intérieur brut marchand pourrait progresser de 1,5 % cette année (1,3 % à 1,4 % pour le PIB total) et de 2,2 % l'an prochain, mais cette croissance ne permettrait pas de faire reculer le chômage, notent ses experts, qui prévoient un accroissement du nombre des chômeurs de 260 000 en 1996-1997.

Il y a, bien sûr, le scénario rose. « Compte tenu de la reprise prévue en Allemagne et dans le reste de l'Europe, une croissance plus stable est envisageable, ce qui permettrait aux entreprises de réaliser enfin les projets d'investissement qu'elles retardent depuis la reprise de 1994 à cause des incertitudes conjoncturelles », note l'OFCE. Un enchaînement vertueux de croissance de la demande et de l'offre pourrait alors s'enclencher. « Trois facteurs joueraient en faveur d'une amélioration de la situation économique : la baisse des taux d'intérêt (surtout à court terme) ; la fin de l'effet récessif de l'augmentation (TVA) ou de la création (RDS) des prélèvements décidés par Alain Juppé en 1995 ; le recul du taux d'épargne des ménages, qui stimulerait la consommation ».

CONJONCTURE MOROSE
Ce scénario optimiste doit, selon les experts de l'OFCE, être tempéré par deux observations : le rythme de la croissance reste peu soutenu ; et des incertitudes planent sur la réalisation de tels enchaînements vertueux, au moment où de nouveaux efforts vont être demandés aux ménages et aux entreprises. Tendus vers la réalisation de la monnaie unique en 1999, les gouvernements européens en général, et celui de M. Juppé en particulier, veulent en effet réduire les déficits publics (Etat, régimes sociaux, collectivités locales...).

Sans contester le bien-fondé de cet effort de rigueur, l'OFCE prévient qu'une réduction des dépenses de l'Etat pourrait « peser directement sur la production ». « Le risque existe, assure-t-il, d'un enchaînement vicieux de restriction budgétaire et de ralentissement induit de la croissance. » Une étude annexée de l'Observatoire conduit, à titre indicatif, qu'une politique budgétaire restrictive pèserait fortement sur la croissance en 1996 (-1,2 %) et 1997 (-0,8 %), tout en ayant une « efficacité faible ». Le risque récessif est d'autant plus grand que « rien ne garantit le maintien de l'orientation actuelle de la politique monétaire » dans le sens d'une détente des taux. Si une remontée des taux d'intérêt, déjà anticipée par les marchés financiers, accompagnait une politique de rigueur budgétaire, c'est la reprise encore fragile de l'activité qui serait compromise.

L'OFCE, qui juge « la conjoncture morose », n'entrevoit pas d'inflexions sensibles dans les dix-huit mois. L'excédent du commerce extérieur resterait élevé. Le pouvoir d'achat des ménages progresserait très peu en 1996 (+0,3 % en moyenne annuelle), un peu plus en 1997 (+1,2 %).

La croissance ne pourra être soutenue par de telles progressions. En conséquence, la reprise de la consommation en 1996 (+2,2 %) - largement imputable au rattrapage du premier trimestre lié aux mouvements sociaux de novembre-décembre 1995 - se prolongerait « de manière limitée en 1997 » (+1,4 %). Le freinage des salaires, général en Europe, devient « un handicap structurel à la croissance », note l'OFCE.

L'atonie de la demande intérieure devrait freiner l'investissement des entreprises, qui disposent pourtant de capacités importantes, leur taux d'autofinancement atteignant 123,8 % en 1996 et autant en 1997. Sur le front du chômage, il n'y a guère de vic-

Frémissement du pouvoir d'achat des salariés en 1995

Dans les secteurs privé et semi-public, le salaire annuel moyen s'élevait, en 1995, à 155 710 francs en brut et à 124 720 francs en net de prélèvements sociaux, soit 10 390 francs nets par mois, selon une étude de l'Insee (Insee première, n° 471, juillet 1996), publiée jeudi 18 juillet. La France connaît une forte dispersion des salaires. La moitié des salaires mensuels nets sont inférieurs à 8 540 francs et un quart à 6 670 francs. Un salarié sur dix gagne plus de 16 800 francs nets par mois. L'étude confirme que les rémunérations des hommes sont globalement en haut de l'échelle et celles des femmes concentrées vers le bas.

La revalorisation du smic, au début du mois, n'a pas tiré les salaires vers le haut, constate l'Insee. Certes, les « smicards » ont enregistré une progression de leur pouvoir d'achat de 1 %, après deux années de baisse (-0,8 % en 1994 et -0,7 % en 1993). Seule la moindre hausse des cotisations sociales a permis au pouvoir d'achat des salariés de connaître une légère progression en 1995, après la baisse intervenue en 1994.

Les critères de Maastricht pour le passage à la monnaie unique ne seront probablement pas respectés par la France. Les déficits publics diminueront de 0,6 point, mais ils représenteraient encore 3,8 % du PIB fin 1997, alors que le gouvernement s'est fixé un objectif de 3 %. L'OFCE nuance toutefois ce constat en précisant que le déficit allemand sera « probablement du même ordre » et que « cela ne devrait pas être un obstacle à la réalisation de la monnaie unique ». Si la volonté politique des Quinze est au rendez-vous.

Jean-Michel Bezat

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 20 JUILLET 1996

AMIANTE François Bayrou a démenti, jeudi 18 juillet, les rumeurs relatives à la fermeture du campus de Jussieu, à Paris, et à son déménagement rapide,

rumeurs nées des déclarations du président de la République selon lesquelles « avant la fin de l'année, il n'y aura plus d'étudiants sur le campus de

Jussieu ». • **AUCUN OBSTACLE FINANCIER** ne s'opposera à un désamiantage complet, étalé dans le temps, a affirmé le ministre de l'éducation nationale.

Des travaux de protection d'urgence vont être entrepris immédiatement. • **UNE NOTE INTERNE** diffusée au sein de l'université Paris-VII insiste sur le nombre

considérable de contraintes d'un chantier dont les résultats ne sont nullement garantis. Le coût de l'opération dépasserait 1 milliard de francs.

Le campus de Jussieu ne fermera pas pendant le désamiantage

Le ministre de l'éducation nationale préconise un étalement des travaux et retarde le choix éventuel d'un autre site. La rentrée universitaire devrait se dérouler dans des « conditions normales »

IL NE FALLAIT donc pas prendre les propos du chef de l'Etat au pied de la lettre. En annonçant, le jour du 14 juillet, « qu'avant la fin de l'année, il n'y aura plus d'étudiant sur le campus de Jussieu » en raison des risques d'exposition à l'amiante, Jacques Chirac a voulu donner un « coup d'accélérateur » au règlement d'une opération de santé publique. Ni plus ni moins. Telle est en substance l'interprétation officielle de la déclaration présidentielle qu'a fournie François Bayrou, jeudi 18 juillet, à l'issue de la première réunion de la mission

Le ministre de l'éducation nationale s'est attaché à apaiser les craintes qui se sont manifestées avec la menace de fermeture et de déménagement précipité du campus (Le Monde des 16 et 18 juillet). « Aucune décision ne sera prise sans que tous n'aient été informés et associés aux décisions, leur a assuré M. Bayrou. Toutes les précautions doivent être adoptées pour que les étudiants et les membres du personnel ne soient plus exposés aux risques de santé. » Le ministre, qui s'exprimait devant les présidents et responsables des universités Pierre-et-Marie Curie (Paris-VI) et Denis-Diderot (Paris-VII),

ceux de l'Institut de physique du globe, les délégués de l'intersyndicale des personnels, des étudiants et du comité anti-amiante, a souligné son souci de « préserver le potentiel d'un des plus importants pôles scientifiques du monde », avec ses 40 000 étudiants et ses 10 000 enseignants, chercheurs et personnels. La surprise provoquée par l'annonce du chef de l'Etat a été atténuée par les propos rassurants du ministre de l'éducation nationale, qui a fini par tenir compte des appels au réalisme lancés par les universitaires.

M. Bayrou a, pour la première

fois, exprimé la volonté du gouvernement de poser les fondations d'un chantier long, difficile et surtout coûteux : « Il n'y a pas d'obstacle financier, a-t-il indiqué. L'Etat fera face à ses obligations face à ce problème de santé publique. »

Avec la garantie d'un engagement « sans limite », les opérations de désamiantage devraient s'étaler dans le temps. Des travaux de protection d'urgence, d'un coût d'environ 5 millions de francs, vont être engagés rapidement dans les zones où les pics de pollution sont les plus importants. Elles ne concerneraient qu'une in-

fine partie des 220 000 mètres carrés floqués d'amiante.

Un « chantier pilote » de défoliage, portant sur 1 500 mètres carrés, sera ouvert à l'automne, jusqu'au printemps 1997, dans les laboratoires du groupe des physiques du solide, endommagés par une inondation. Il permettra « de s'assurer que les travaux de désamiantage s'effectueront en toute sécurité et que les techniques seront les bonnes ». Pour cela, M. Bayrou a demandé aux scientifiques du campus « d'aider le gouvernement dans ses décisions ». Une autre opération, d'environ 5 000 mètres carrés, est prévue sur un bâtiment d'enseignement entre le printemps et l'automne 1997, pour évaluer les contraintes de déménagement. Le véritable désamiantage du campus, sur des tranches successives de 30 000 mètres carrés, ne devrait démarrer qu'à l'issue de cette période d'essai.

CAHIER DES CHARGES

Cette débauche de précautions n'est pas inutile. « Des études menées aux Etats-Unis, confirmées par les rapports de l'Inserm et de l'Académie de médecine, ont mis en lumière les difficultés et les dangers d'un désamiantage dont l'efficacité n'est pas assurée », souligne Jean-Pierre Dedonder, président de Paris-VII. Selon lui, il reste préférable de tirer des leçons d'un « modèle réduit » plutôt que d'engager un programme général mal évalué. Une hypothèse rejetée par le comité anti-amiante, qui pré-

conise une accélération des procédures et des travaux. Son président, Michel Parigot, continue de recommander le déplacement des laboratoires sur le site.

Invitée à se réunir chaque semaine en formation restreinte, la mission Jussieu a été chargée d'élaborer un calendrier et un cahier des charges avant la prochaine rentrée universitaire, qui s'effectuera « dans des conditions normales ». Elle devra aussi se prononcer sur le choix des solutions d'accueil temporaire et envisager des solutions durables. Sur ce point, M. Bayrou est loin d'avoir tranché.

Selon lui, l'installation de 30 000 mètres carrés de préfabriqués sur le site de Jussieu ne paraît pas satisfaisante en raison de son coût. M. Bayrou ne s'est pas rallié pour autant aux propositions de la Ville de Paris en faveur de la création d'un nouveau campus sur la ZAC Paris-Rive gauche. « L'ensemble des décisions d'urbanisme sera pris avec une parfaite indifférence à l'égard de tous les groupes de pression », a-t-il affirmé.

La reconstruction des deux universités, avec ses conséquences immobilières, a donc été repoussée à plus tard. Alors que les responsables de Paris-VI ont confirmé leur souci de se maintenir sur le site, ceux de Paris-VII ont opté pour un transfert massif, bien que cette solution ne fasse pas l'unanimité.

Michel Delberghe

Le coût du défoliage dépasserait 1 milliard de francs

DANS UNE NOTE interne diffusée aux représentants des trois conseils de l'université Denis-Diderot (Paris-VII), réunis mardi 16 juillet, Jean-Pierre Dedonder, son président, évoque l'extrême complexité de la conduite du chantier de désamiantage des 220 000 mètres carrés de locaux floqués du campus de Jussieu.

Conformément aux recommandations d'une étude réalisée par quatre cabinets d'experts à l'automne 1995, la solution d'un arrachage général y est préconisée. Elle impose un nombre considérable de contraintes, telle que la dépose de faux plafonds suspendus, des

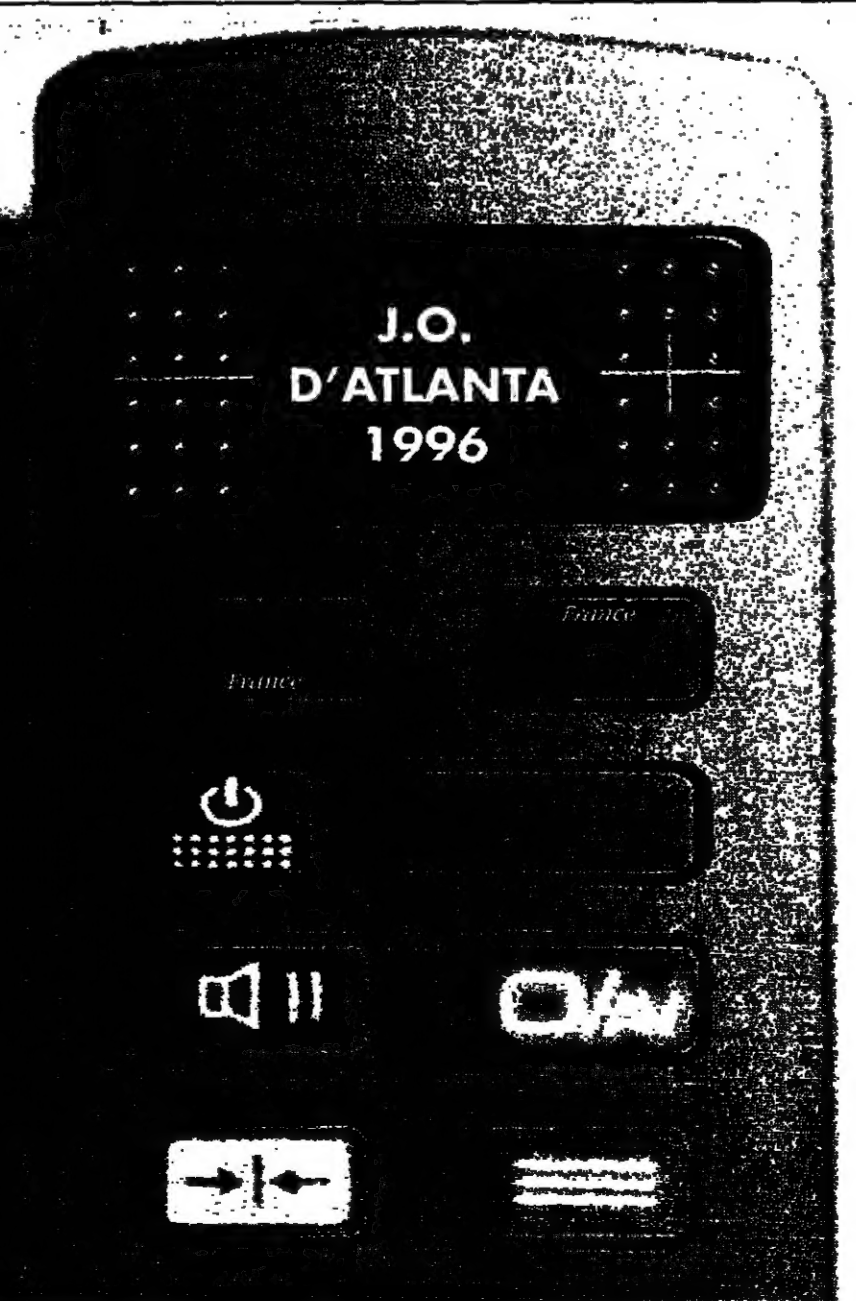
blocs de fenêtres et des gaines techniques, la vérification de l'étanchéité des cloisons entre les étages, le dépoisselage des gaines et des moquettes où se sont disséminées les particules d'amiante. Au préalable, lors du déménagement, il aura fallu passer les documents, papiers, livres, dossiers, machines et autres ustensiles dans un centre de traitement pour éviter tout risque de transfert de poussières. Comme l'indique la note, « l'équivalent du volume d'une allumette en fibre d'amiante suffit à polluer, au-delà des normes, une pièce de 30 mètres carrés ».

De même, ajoute le document, « toutes les précautions de-

vront être prises pour éviter toute dispersion dans l'atmosphère, les riverains commençant à se mobiliser ». Le document précise également : « Les travaux de décontamination impliquent une obligation de résultat qui sera contrôlée de manière extrêmement stricte. Les conséquences qui résulteraient de travaux mal conçus ou mal réalisés seraient considérables dans tous les domaines : santé publique, responsabilité civile et pénale, financier et politique. » Le coût de cette opération, à raison de 6 000 francs par mètre carré défolié, somme qui inclut la remise aux normes, dépasserait 1 milliard de francs.

Peu d'entreprises en France - elles sont généralement de petite taille - sont susceptibles de réaliser de tels travaux. A l'issue d'une première intervention à Jussieu, l'une d'elles a d'ailleurs été pénalisée par l'inspection du travail pour insuffisante protection des ouvriers. De même, il n'existe aucun chantier équivalent en Europe. Commencée en 1991, la décontamination de l'immeuble Berlaymont de l'Union européenne à Bruxelles, d'environ 100 000 mètres carrés mais d'une structure plus complexe, est loin d'être achevée. Sans garantie de résultat.

M. D.



**J.O.
D'ATLANTA
1996**

- inspirez

- appuyez




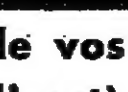

- expirez





- appuyez

- inspirez

- appuyez

...

Du 19 Juillet au 4 Août, vous n'aurez pas trop de vos deux yeux pour profiter des J.O. retransmis 23h/24 (dont 15 heures en direct) sur FRANCE 2, FRANCE 3 et 24h/24 sur France SUPERVISION* (16/9, écran large et son stéréo).

* sur le câble et par satellite

Loïk Le Floch-Prigent a démissionné de la présidence de la SNCF

Il a été maintenu en détention en raison du « climat de pression » dans l'affaire Elf-Bidemann

Mis en examen dans l'affaire Elf-Bidemann, Loïk Le Floch-Prigent, qui a été maintenu en détention par la chambre d'accusation de la cour

d'appel de Paris, jeudi 18 juillet, a donné par écrit sa démission à Jacques Chirac. Son successeur devrait être nommé lors du conseil des mi-

nistres du 24 juillet. Plusieurs noms ont circulé ces derniers jours, notamment ceux de MM. d'Allest, Gallois, Bailly, Huchon.

LOÏK LE FLOCH-PRIGENT n'est plus président de la SNCF. Dans un courrier adressé au chef de l'État, qui l'avait nommé, l'ancien PDG d'Elf-Aquitaine, détenu à la maison d'arrêt de la Santé, a présenté sa démission. La veille, son défenseur, M^{re} Olivier Metzner, avait indiqué que son client entendait prendre « une nuit de réflexion » avant de faire connaître sa décision. Dans un arrêt rendu jeudi 18 juillet, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait rejeté l'appel formé par M. Le Floch-Prigent contre son placement en détention provisoire. Le gouvernement ayant indiqué par avance que le maintien en détention du PDG de la SNCF rendrait nécessaire son remplacement, ce dernier a choisi de se démettre afin de faciliter une nomination rapide de son successeur.

Dans l'ordonnance de placement en détention délivrée à l'encontre du PDG de la SNCF, le juge d'instruction chargé du dossier Elf-Bidemann, Eva Joly, avait invoqué les risques de « pression sur les témoins » et de « dépréciation des preuves ». Versées le 12 juillet au dossier de la chambre d'accusation, les réquisitions écrites de l'avocat général, Annie Grenier, abondaient en ce sens, affirmant encore les espoirs de M. Le Floch-Prigent (Le Monde du 16 juillet). Ces réquisi-

tions avaient au préalable été soumises pour approbation à la chancellerie, qui n'y a rien trouvé à redire.

La chambre d'accusation n'a pas contredit le juge Joly, insistant à son tour, dans l'arrêt rendu jeudi, à huis clos, sur le « climat de tension » décrit, devant les enquêteurs, par plusieurs anciens cadres dirigeants d'Elf-Aquitaine. Sur procès-verbal, le directeur financier d'Elf de 1985 à 1994, Philippe Huchon, a évoqué certaines menaces proférées à l'encontre de ceux qui, comme lui, s'étaient opposés à la poursuite des investissements dans le groupe de prêt-à-porter Bidemann, alors en pleine déconfiture.

« CONCERTATION FRAUDULEUSE »

Ancien directeur adjoint du secteur du raffinage, Marc Cossé a pour sa part indiqué aux enquêteurs avoir été menacé de mort par Alfred Sirven, l'un des plus proches collaborateurs de l'ancien PDG du groupe pétrolier. M. Cossé s'était opposé au rachat par Elf de permis d'exploration et de production en mer du Nord, jusqu'alors détenus par la société Océanpétrole. Cette transaction, dont le montant avoisinait 1,3 milliard de dollars, avait néanmoins été effectuée dans des conditions que l'entourage de M. Le Floch-Prigent qualifie de

« tout à fait raisonnable ». Les menaces de M. Sirven avaient produit tant d'effet sur M. Cossé, qui avait pourtant dirigé une raffinerie au Cambodge sous les Klumers rouges, qu'il avait déposé au cabinet d'un avocat une lettre indiquant qu'en cas de décès brutal « il faudrait chercher dans la direction d'Alfred Sirven et de Loïk Le Floch-Prigent ». Une copie de cette lettre figure au dossier du juge Joly, remise par M. Cossé, qui fut licencié du groupe en 1991.

Autrefois paré du titre de « directeur des affaires générales », M. Sirven est accusé d'avoir profité de semblables menaces par plusieurs témoins, dont l'ex-épouse de Loïk Le Floch-Prigent, Fatima Belaid. C'est d'ailleurs à M. Sirven, ancien directeur des ressources humaines de Moulouze, qui avait suivi Loïk Le Floch-Prigent chez Rhône-Poulenc puis, en 1989, chez Elf, et qui se trouve être par ailleurs son supérieur hiérarchique au sein de la loge maçonnique du Grand Orient, que l'ancien PDG avait confié, au moment de sa rupture avec sa femme, la tâche délicate de l'écarter de la Fondation Elf à la tête de laquelle il avait fait nommer. Devant le juge, Fatima Belaid a en outre assuré avoir été suivie, à plusieurs reprises, par une mystérieuse « voiture blanche ». Résident de Suisse de-

puis qu'il y a dirigé Elf International, jusqu'en 1993, M. Sirven n'a pas encore été sollicité par les enquêteurs, qui pourraient avoir à se rendre à Genève dans cette intention.

L'importance d'empêcher toute « concertation frauduleuse » entre le patron de la SNCF et ce témoin-clé figure parmi les motifs du maintien en détention de M. Le Floch-Prigent. La chambre d'accusation a considéré, comme le juge, que les « pressions » reprochées à Alfred Sirven ont été, au moins en partie, exercées dans l'intérêt de l'ancien patron d'Elf. De même, la fuite de l'avocat Claude Richard, ancien conseil de Maurice Bidemann et soupçonné d'avoir, à ce titre, pris part à l'élaboration de certains montages financiers tenus pour douteux par le juge, a renforcé le risque d'une dépréciation des éléments de preuve. Lors de son départ pour Israël avec son épouse et ses cinq enfants, M^{re} Richard a, semble-t-il, emporté nombre de documents, dont certains font aujourd'hui défaut au dossier de M^{re} Joly. Le mandat d'arrêt délivré à son encontre par le juge d'instruction fait l'objet, depuis peu, d'une diffusion internationale.

Hervé Gattegno et Christophe Jukharyszyn

Les « détenus particuliers » de la prison de la Santé

A LA PRISON de la Santé, on les appelle les « particuliers ». Regroupés au deuxième étage de la troisième division, ils dorment dans des cellules individuelles, descendant dans des cours de promenade à part et ne fréquentant pas les autres prisonniers. « Quand ils vont à l'infirmerie, à l'étage en dessous, on bloque toutes les allées et venues pour éviter qu'ils croisent les autres détenus, raconte un surveillant. On fait particulièrement attention à la bibliothèque. Les contacts sont réduits au strict minimum. Ils aperçoivent les autres de loin, quand ils sont dans les couloirs de détention, mais ils ne leur parlent pas ».

Hier, ces « particuliers » s'appelaient Michel Garretta, Paul Touvier, Maurice Bidemann ou Pierre Botton. Aujourd'hui, ils se nomment Loïk Le Floch-Prigent, Bob Denard ou Jacques Crozemarie. Qu'ils soient PDG, mercenaires ou hommes politiques, l'administration pénitentiaire a choisi de les regrouper à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. « C'est le seul établissement qui soit situé en plein cœur de la capitale », souligne-t-on au ministère. Dans ces affaires importantes, cela facilite les extractions pour les audiences chez le juge d'instruction, qui ont lieu au Palais de justice, dans l'île de la Cité.

A la Santé, le quartier des « personnalités », qui comprend également les détenus malades, compte trente-sept cellules. « A peine une dizaine sont occupées », précise l'administration. Les « particuliers » disposent d'une cellule individuelle, ce qui n'est pas le cas de la plupart de leurs codétenus : les deux tiers de la maison d'arrêt sont constitués de cellules collectives de

dix mètres carrés qui accueillent deux, voire trois personnes. « Ils ne sont pas confrontés à la promiscuité. C'est beaucoup, remarque la section locale de l'Observatoire international des prisons. Quand la prison est surchargée, il arrive qu'il y ait quatre détenus dans une cellule ».

Les « particuliers » descendent en promenade tous les après-midi, de 14 h 30 à 16 h 30, dans une « cour-camembert » qui leur est réservée. Au premier étage, non loin de l'infirmerie, ils disposent d'un petit espace de musculation et d'une salle d'activités où ils peuvent « jouer aux cartes ou aux échecs ».

Installées au sein même du quartier, les douches sont aisément accessibles. « Pas parce qu'ils ont un régime particulier, mais parce qu'ils sont très peu nombreux, remarque un surveillant. Ils peuvent y aller tous les jours, alors que la règle, pour les autres, c'est deux douches par semaine ».

Pour le reste, leurs conditions de vie sont semblables à celles des autres détenus : les personnalités peuvent « cantiner » quelques extras et ils ont les mêmes repas que les autres prisonniers.

A L'ABRI DE LA VINDICTE DES AUTRES

L'administration affirme les isoler par crainte des incidents. « C'est une vieille tradition de la pénitencière, qui consiste à mettre certains détenus à l'abri de la vindicte des autres », souligne-t-on. Si on met Touvier, Garretta ou Crozemarie dans la même cour de promenade que des petits braqueurs ou des dealers de drogue, on sait que ça va mal se passer. Leurs dossiers sont médiatisés, tout le monde a appris ce qui leur était reproché, et le fossé sociologique avec les autres

détenus est tel qu'en prison on leur pardonne difficilement ce qu'ils ont fait. Nous craignons les réactions de curiosité malsaine, les questions, voire les prises à partie dans les cours de promenade ».

Certains pénitentiaires affirment également vouloir éviter aux « personnalités » la confrontation avec les petits trafics et les mauvaises fréquentations. « Ils ne connaissent rien au monde pénitentiaire », souligne-t-on. Or, ici, les anciens rendent des services aux nouveaux venus, ils leur expliquent comment marche la prison, mais ils font aussi du chantage et des extorsions. Ce ne sont pas des anges. Le régime appliqué aux hommes politiques, aux PDG ou aux anciens policiers ne s'accompagne cependant pas de mesures de sécurité exceptionnelles : contrairement à Carlos, qui est, lui aussi, incarcéré à la maison d'arrêt de la Santé, ces détenus ne sont pas particulièrement surveillés.

Paradoxalement, l'isolement des « particuliers » les exclud des activités proposées par la prison. Ils ne peuvent accéder aux cours de sport, pas plus qu'ils ne peuvent se rendre dans les ateliers d'art plastique ou de vidéo. Ils disposent cependant de petits privilèges. « S'il y a un problème, ils sont vite rapidement par la direction, alors que les autres attendent souvent longtemps, remarque un surveillant. Et puis, ils ont tout de suite la télé en cellule. En général, on vérifie que le détenu a de l'argent sur son compte nominatif avant de faire l'installation, mais avec les « particuliers » on le fait tout de suite, parce qu'on se doute bien qu'ils n'auront pas de problème pour payer l'abonnement... »

Anne Chemin

Un successeur devrait être nommé le 24 juillet

LOÏK LE FLOCH-PRIGENT ayant présenté sa démission de la présidence de la SNCF dans une lettre adressée, vendredi 19 juillet, à Jacques Chirac, le gouvernement devrait lui nommer très prochainement un successeur. Depuis Brazzaville, le chef de l'Etat, à qui M. Le Floch-Prigent devait sa nomination, le 21 décembre, contre l'avis de plusieurs ministres, a affirmé, jeudi 18 juillet, que le remplacement de M. Le Floch-Prigent était « le problème du gouvernement ».

Le soir, le Premier ministre Alain Juppé déclarait sur France 2 que le gouvernement « nommerait dans les jours qui viennent un nouveau président ». M. Juppé estime que « la poursuite de la détermination » de M. Le Floch-Prigent « ne permet pas un fonctionnement normal » de la SNCF ni la « mise en application des orientations de la réforme que le gouvernement a définies ». « Une grande entreprise comme la SNCF doit être dirigée », a ajouté le Premier ministre, tout en rappelant que « tant qu'on n'est pas condamné, on est présumé innocent » et que « ce principe de la présomption

d'innocence reste plus que jamais valable ». Dès lors, il ne restait plus à Loïk Le Floch-Prigent que de choisir entre la démission ou le limogeage.

Sa démission « spontanée » permettra au conseil des ministres du 24 juillet de nommer le sixième président de l'entreprise en dix ans, alors qu'un limogeage préalable aurait repoussé la nomination de son successeur au 31 juillet. Plusieurs noms ont circulé ces derniers jours. Frédéric d'Allest, directeur général de Lagardère Groupe (Le Monde du 19 juillet), Jean-Paul Huchon, ex-directeur de cabinet de Michel Rocard à Matignon, Louis Gallois, président d'Aérospatiale et de RATP ont été, à un moment ou un autre, évoqués pour prendre la relève.

Le successeur de Loïk Le Floch-Prigent devra rapidement prendre ses marques. Le plan de sauvetage de la SNCF, présenté par le gouvernement le 11 juin dernier, doit être achevé à la rentrée. La CGT a averti, jeudi 18 juillet, qu'il n'était « pas question que le remplacement du président

soit l'occasion d'un retour en arrière ou d'une impasse sur le débat national qui a eu lieu ». Plus radicale, la CFDT demande que le remplacement de M. Loïk Le Floch-Prigent soit l'occasion pour les pouvoirs publics de « réouvrir la concertation sur l'avenir de la SNCF ».

Enfin, le nouveau président devra préparer le projet industriel, vaste plan de remobilisation et de réorganisation interne, seul capable de remplir les objectifs fixés par le gouvernement à l'entreprise : l'équilibre global en 1998 et l'équilibre de chacune des activités (grandes lignes, services régionaux, banlieue, fret) pour l'an 2000.

Il faudra faire vite. Pour Lucien Lecanu, secrétaire fédéral à la CGT, le « climat » s'est « détérioré ces dernières semaines dans la gestion quotidienne de l'entreprise ». SUD-cheminots, le nouveau syndicat de l'entreprise ferroviaire, propose aux autres syndicats une « action commune dès septembre pour obtenir des négociations » avec la future direction.

C. J.

Le maire de Cannes devait être mis en examen pour « corruption »

Les interrogatoires de ses proches accusent M. Mouillot

LA NUIT a été longue pour Michel Mouillot. Interpellé, mercredi 18 juillet, dans sa villa de Tourtour (Var), le maire (UDF-PR) de Cannes a vu sa garde à vue prolongée, jeudi soir, sur ordre du juge d'instruction de Grasse, Jean-Pierre Murciano. Sa mise en examen pour « corruption passive » était présentée, vendredi matin 19 juillet, comme « inéluctable » par des sources proches de l'enquête, qui signalaient en outre que M. Mouillot s'était « retrouvé face à certaines évidences ».

Les interrogatoires du directeur et du chef de son cabinet, Jean de Mendiguen et Yvette Bordenave, eux aussi placés en garde à vue, auraient permis de recueillir d'utiles confirmations au récit confié à la police, puis à la justice, par les dirigeants du groupe de casinos London Club's Ltd (LCL), qui contrôle le Carlton club de Cannes.

Les dirigeants de ce groupe britannique avaient relaté comment M. Mouillot avait exigé le versement de trois millions de francs en espèces en contrepartie du vote, par le conseil municipal de Cannes, d'une autorisation d'exploiter des machines à sous au Carlton. Le piège monté par la police, avec le concours de Scotland Yard, avait permis l'arrestation, mercredi, d'un émissaire dépêché par le maire de Cannes pour réceptionner l'argent à l'hôtel Ritz de Londres, Daniel Teruel (Le Monde du 19 juillet).

Selon certains témoins cannois, cet homme par ailleurs connu de la police comme petit trafiquant de stupéfiants, serait un proche et un partenaire en affaires du fils de M. Mouillot, notamment au Vietnam. Le rôle de M. Teruel devait se limiter, semble-t-il, à transmettre la mallette contenant l'argent à un couple de Cannois, Aldo et Danielle Sommino, qui étaient parvenues à échapper à la police, mercredi, au Novotel de Londres. Ils ont finalement été interpellés, jeudi soir, à Saint-Laurent-du-Var.

Membres du Parti républicain et partisans affichés de Michel Mouillot, M. et M^{me} Sommino avaient tenu des permanences électorales pour le maire de Cannes. Des premières auditions effectuées par la police niçoise, il

ressort que la mission londonienne des Sommino leur avait été confiée par le directeur du cabinet de M. Mouillot, Jean de Mendiguen. Le terme de « financement politique » aurait été avancé par certains des suspects, sans convaincre, pour l'heure, les enquêteurs. Le chef du cabinet du maire, Yvette Bordenave, qui fut aussi la secrétaire particulière de François Léotard au ministère de la culture, de 1986 à 1988, est considérée comme un « témoin capital » par les enquêteurs, ayant pris part à l'organisation des premiers rendez-vous entre le maire et le gérant du Carlton Club.

Au cours de l'une de ces entrevues, le 26 juin, au bar de l'hôtel Martinez, M. Mouillot avait fixé les modalités de la remise de l'argent. Le maire de Cannes ignorait que des policiers dissimulés aux alentours prenaient des photographies, qui constituent à présent autant d'éléments à charge contre M. Mouillot.

« SOURCIÈRE »

Les défenseurs du maire de Cannes ont promptement souligné la ressemblance entre la « sourcière » de Londres et l'intermédiaire du docteur Martchal, beau-père du juge Eric Halphen, le 20 décembre 1995, au moment où le conseiller général (RPR) Didier Schuller lui remettait de l'argent. Qualifiée de « provocation » par la chambre d'accusation, cette procédure avait été vidée de son contenu après l'annulation des écoutes téléphoniques effectuées par la police aux côtés de M. Schuller. Cette fois, les enquêteurs se sont cependant abstenus de toute écoute téléphonique, préférant constituer les témoignages des dirigeants du Carlton club sur procès-verbal. Saisi dès le 26 juin d'une information judiciaire, le juge Murciano a délivré aussitôt une commission rogatoire internationale, et devrait demander sans délai l'extradition de Daniel Teruel. Consultée, la chancellerie avait recommandé qu'aucune remise d'espèces ne soit réellement effectuée : la mallette livrée à Londres à l'émissaire de M. Mouillot était donc vide.

H. G.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean Cluzel

A LA SUITE d'un article consacré à la mise en examen et à l'incarcération de Bertrand Cluzel, ancien président du groupe Educinvest (Le Monde du 13 juillet), Jean Cluzel, sénateur (UDF-FD) de l'Allier, nous adresse la lettre suivante :

1) Vous affirmez : « L'affaire [EDUCINVEST] reste avant tout familiale : son père (...) figure (nt) parmi les administrateurs ».

En réalité, Educinvest n'a jamais été une affaire familiale. Il suffit, pour le savoir, de suivre grâce aux documents comptables et procès-verbaux des conseils d'administration - la constitution, l'évolution du capital et la composition du conseil d'administration. Pour ce qui me concerne - et avant les faits qui font l'objet de la procédure -, j'ai été administrateur d'Educinvest, du 15 novembre 1988 au 12 janvier 1991. Je n'ai pas à en rougir. J'ai démissionné pour des raisons personnelles que je pourrais rendre publiques si nécessaire, mais qui n'ont absolument rien à voir avec la gestion de la société. Je n'ai jamais perçu un centime d'Educinvest ou d'une société du Groupe.

2) Par ailleurs, l'article souligne que ses « frères et neveux occupent des postes-clés ».

La réalité se résume à ceci : l'un des frères de Bertrand Cluzel, et avant les faits qui font l'objet de la procédure, a dirigé une des entreprises du groupe durant douze mois, du 1^{er} septembre 1990 au 31 août 1991. Sa gestion n'a fait l'objet d'aucune critique. Quant à ses six neveux, ceux-ci ont actuellement entre onze et dix-sept ans...

3) L'article indique également : « A l'origine, ce docteur en sciences économiques avait hérité de sa famille la direction d'un établissement privé sous contrat à Vichy ».

Il suffit de consulter les actes de propriété de cet établissement pour constater qu'il s'agit là d'une pure invention.

4) Enfin, Le Monde souligne : « Gérant de la Revue politique et parlementaire, créée par son père ».

En vérité, je n'étais pas né lorsque cette revue a été créée, il y a cent ans...

Je ne ferai évidemment aucun commentaire, sinon que le contrôle des sources et la véracité de l'information sont des principes auxquels nul ne peut déroger.

Je suis donc en droit de m'interroger sur les motifs et les mobiles qui, à l'occasion d'une information sur une procédure de justice, ont pu conduire Le Monde à mettre en cause l'honneur de toute une famille.

J'ajoute que, selon les lois de la République, comme toute personne mise en examen, mon fils Bertrand doit bénéficier de la présomption d'innocence.

Si la justice doit passer, l'information doit être totale ; c'est-à-dire vraie et honnête.

Elle ne peut préjuger du résultat des procédures en cours et encore moins présenter des faits qui, parce qu'ils le sont de façon erronée ou inexacte, mettent en cause un ensemble de personnes que ces procédures ne concernent en rien.

Pandro Samuel Berma

Admission aux examens de la Santé

Admission aux examens de la Santé

Admission aux examens de la Santé

HORIZONS

REPORTAGE



GENS DE MER

Tu ne seras pas pêcheur, mon fils !



« Monsieur le président de la République, » A-t-on programmé la mort de la pêche en France ? Fils de marin-pêcheur et actuellement étudiant à Brest, je suis confronté, en cette fin d'année scolaire, à des problèmes d'orientation particulièrement préoccupants. Alors que je pourrais poursuivre le cours de mes études, je suis animé par une vocation indéfectible vers le métier de mes pères : la pêche. Toutefois, l'ambition est une chose, le suicide en est une autre. Je passe mes mots, Monsieur le président... »

La lettre fut écrite à la main, un soir de colère et de découragement. Après un long, un rude hiver de doute. Elle fut lue et relue, ratée, ciselée, musclée, refaite. Le garçon est ardent, il voudrait que ses mots cogitent. Qu'ils soient justes mais percutants. Qu'ils disent, sans code ni charabia, la perplexité d'un jeune homme de la côte, stoppé dans son élan, contrarié dans ses rêves, gâté dans sa culture. Interdit de pêche à moins qu'on ne le détrompe. Donc interdit d'avenir. « Je voulais l'informer de la crise, sonner l'alarme, et lui enjoindre d'agir ! » Et le garçon, dans un texte austère, d'évoquer l'« agonie » d'une pêche mal défendue, les quotas sur le bar, la chute des prix barrages. Et de conclure sèchement : « Je vous prie de bien vouloir prononcer, dans d'assez brefs délais, sur les mesures que va entreprendre l'Etat afin de débloquent cette crise qui n'a que trop duré. » La missive fut tapée sur l'ordinateur d'un copain et postée de Bretagne. A l'attention de Monsieur Jacques Chirac, Palais de l'Élysée, Paris.

Une réponse inodore, trois mois plus tard, survint : bla-bla-bla, bla-bla-bla... « correspondance transmise au ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation... Sentiments les meilleurs ». Rideau. Philippe hausse les épaules : « Je n'attendais pas grand-chose ! » Ce-la tombe bien. « Mais si tous les fils de marins dans l'âme s'exprimaient haut et fort, le président s'occuperait sérieusement de la mer ! » Au fond, il passe le relais. Lui, il a fait son devoir. Il le refait peut-être. Il est du genre à se battre. Mais, au-

jourd'hui, il met les pouces. Fatigué de cet hiver brestois, éprouvant, mesquin ; de cette année scolaire qu'il faillit interrompre, lui, le fort en maths, bachelier S, mention bien. De cette zone de cyclone où sa vie valdingue.

Quand on a dix-neuf ans, ne vit-on pas dans la plus oppressante des charnières ? N'est-on pas brusquement mis en demeure de choisir ou d'orienter sa vie ? C'est odieux, c'est grisant, vertigineux, angoissant. L'impression, sur un coup de tête, un coup de dés, un coup de sang, d'infécher le destin. Et Philippe, cette année, rêva de virer d'un coup de barre, à 180 degrés. Arrêter « maths sup », vite ! Il s'y était engagé. Fuir pendant qu'il était temps. Et retrouver la mer, le large, les éléments, la véhé. Délaissant l'abstraction, préférer le concret. La vie bien sûr. Et sa passion de toujours. A quoi bon différer ? Il était plus que temps qu'il apprenne le métier.

Le père : « Tu étais fou, Philippe. Tu voulais tout lâcher ! » Le fils : « Vouloir lâcher « maths sup » n'est pas la fin du monde ! J'aurais passé l'examen de capitaine de pêche, ce n'est pas un déshonneur ! »

« Si tu avais été un élève très moyen, je me serais fait une raison. Mieux vaut faire un pêcheur qu'un chômeur. Mais tu es bon élève ! »

« Un coup à regretter d'avoir bien appris à l'école ! »

« Cesse de dire des bêtises ! Continue tes études le plus longtemps possible. Mets plusieurs cordes à ton arc. Ne sois pas ligoté. Il faut être maso pour se faire secouer sur les côtes d'Irlande, dormir trois heures par nuit, affronter cinquante nœuds, avoir froid, se faire tremper et voir les cours chuter quand on rentre au port ! »

« Mais tu es ton bateau ! Tu as aimé ce métier ! »

« Tu sais que tout a changé ! Si tu prenais demain un bateau neuf, tu en baveras dix fois plus que moi pour le payer ! »

« On peut naviguer pour un amusement. »

« Tu en connais des imbéciles qui investissent actuellement dans les bateaux ? Ceux qui ont de l'argent ne le placent pas à la pêche. La pêche est sinistrée. »

Il y eut de rudes débats dans la maison d'Audierne. Des engueulades avec le père de retour de marée, des discussions interminables avec la mère réputée plus

patient, des claquements de porte, de longs silences. Sans doute quelques nuits blanches. Était-ce donc possible, se demandait Philippe qu'on lui interdise le métier de son père, de son grand-père, de son arrière-grand-père ? Était-il vraisemblable qu'il paie son ardeur à l'école ? Des trois fils Donnart, il était le seul à vouloir naviguer. « Le virus, dit le père. Il l'a chopé tout de suite. » Et la mère confirme : « Dans les petites classes, il y eut l'époque dessins : des bateaux ; puis il y eut l'époque puzzles : des bateaux ; enfin l'époque maquettes : toujours des bateaux. »

MAIS tout cela n'était qu'enfantalage avant la première marée. C'est elle qui fournit le premier test. « C'est au pied du mât qu'on voit le matelot ! » Philippe n'avait que treize ans quand il s'est embarqué pour une pêche de quinze jours. Du coin de l'œil, le paternel l'observait. « Mon premier souci était le mal de mer. Son jumeau avait été si secoué qu'il ne pouvait rien avaler et balançait par le hublot les tartines que je lui préparais ! Mais Philippe a tenu le coup. A peine quelques heures de barbouille, et il sautait sur le pont ! » Les marées ultérieures ont confirmé le test. Le patron du Bugale-Saint-Jean (Les enfants de Saint-Jean) n'avait donc plus de doute : « Quand tu

vois un gamin se saisir d'une aiguille pour apprendre à ramender, ne pas craindre de crocheter dans la linande ou le merlan pour l'étriper, aller dans le parc trier la langoustine, s'inquiéter du sondeur, s'activer sur le pont, aucun doute, c'est un gars de la côte ! Philippe était des nôtres ! »

Le garçon aurait rougi alors sous le compliment de l'expert. Mais son père s'était bien gardé d'exprimer un jugement. Ce ne sont pas des choses qui se disent, entre frères de la côte. On est pudique, « on ne cause pas de sentiments ». Et Philippe, lui non plus, n'a rien révélé des rêves qui commençaient de naître. Ses notes étaient brillantes, toute la famille s'est mise à lui prédire un avenir radieux. Philippe se livrait peu.

Dès qu'il avait un moment de libre, il filait sur le port. Aussitôt qu'il trouvait un embarquement, il

allait en mer. Pour une heure ou pour la journée. « Parce que sur l'eau, quoi qu'on fasse, on prend du plaisir. » Avec son copain Nicolas — qui prépare son bac avant d'être pêcheur —, il a acheté un tout petit bateau, un peu, sardine de 3,60 mètres, bleu et blanc. Et puis l'hiver dernier, il fit l'acquisition d'un octeau de 5,30 mètres, avec un petit moteur. Bonheur. Il sera maître à bord.

Perché sur un rocher au-dessus de la crique où sont amarrés les deux esquifs, face au port d'Audierne, Philippe, soucieux, rumine. « Il y a quelques années, là, en face, c'était plein de dorés et de sardinières. Les voiles fuseaient, les pêcheurs s'activaient, les paniers débordaient, direction l'usine où travaillaient les femmes. Tout le pays ne vivait que de cela, dans le même élan, dans la même culture. On était solidaires, tous liés par la pêche. Et cela donnait un sens. Ils mouraient, mais c'était grand et beau. Regardez donc maintenant : il n'y a plus que des bateaux de plaisance ! Audierne devient touristique. Seulement touristique. »

L'époque ne lui convient pas. Elle est hybride, hésitante, ambiguë, infidèle. Elle dissuade l'ardeur quand il la revendique : « P'a pas de jainfant dans la famille ! Mon père est un bosseur, mon grand-père était un battant, mon arrière-grand-père était aussi un dur. C'est comme ça qu'on avance ! » Elle déracine, dénature, désavoue quand il ne songe qu'à s'inscrire dans l'histoire d'une lignée : « La pêche, ce n'est pas un virus. C'est une histoire de sang. » Elle s'acharne à opposer passion et raison quand il pense qu'« être passionné est finalement le plus raisonnable ». Son père, dit-il, comme la grande époque. Lui, il est né trop tard.

Le fils : « Si tu m'avais dit : « Viens ! Embarque ! », je fongais. Mais je n'ai pas eu ce choix. »

Le père : « Alors bon ! Si tu as fini « maths sup », c'est pour faire plaisir à ton père ! »

« C'est pour avoir la paix. Marre des engueulades et prises de tête. »

« Et si tu as réussi ton concours pour entrer à l'Hydro de Nantes, l'école de la marine marchande, c'est aussi peut-être pour ton père ? »

« Non. Cette fois c'est pour moi. »

« J'aime mieux cela ! D'ailleurs tu vas t'y plaire. C'est une ambiance de marins. »

« Cinq ans d'études ! Cinq ans, c'est effrayant alors que j'aurais pu partir tout de suite en mer ! C'était peut-être un coup de tête, mais à trop réfléchir on ne fait rien. »

« Cinq ans, et tu auras cent choix ! Les capitaines au long cours ne sont pas malheureux. Ce n'est pas pour rien qu'on les appelle des pachas ! »

« Je risque surtout de faire des maths et de m'éloigner de la pêche. »

« Tu pourrais y revenir dans cinq ans si tu y tiens ! Mais tu ne seras pas comme moi, à la merci des cours, des dictats de Bruxelles, d'un lâchage du gouvernement ou d'un emul de santé. Toi, tu pourras faire pilote ou officier de port, inspecteur de la navigation, administrateur des affaires maritimes, que sais-je encore... »

SIL n'y avait eu que son père pour lui parler cette langue, sa mère et sa grand-mère pour jouer l'écho ! Mais Philippe a parlé aux jeunes patrons pêcheurs de Douarnenez qui se sont endettés et se sentent pris au piège. Il s'est entretenu avec les responsables du comitè des pêches. Tous étaient pessimistes. Tous portaient témoignage que le mal s'aggravait, qu'il fallait pêcher davantage, plus vite, plus loin, en prenant plus de risques, en réduisant l'équipage. Tous pensaient que la France, enfermée dans Maastricht, avait consenti un trop ultime, funeste, « le marché des TGV contre le renoncement à la pêche ». A l'aube du 17 juillet, à la demande de son père, mais c'était presque un ordre, Philippe a embarqué pour une campagne de thon. Il a un matricule, on l'a inscrit au rôle, voilà donc matelot. Juste le temps des vacances.

Le fils : « Si je pouvais, je ferais en Norvège. Là-bas, tout un pays a le goût de la pêche. C'est un art, une tradition, une harmonie. »

Le père : « Ça, c'est du romantisme ! Tu feras mieux que pêcheur ! »

« Mais toi, tu n'as jamais regretté d'avoir choisi la mer. »

« C'était il y a trente ans, fiston. Maintenant, la pêche, elle meurt. »

Arndrick Cojean

Photographies : Jean Mourot

PROCHAIN ARTICLE :
Le photographe dont
la Marine fit un peintre

une espérance
Est et le Sud

Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général
Nolwé Le Goff, directrice de la rédaction
Directeur adjoint de la rédaction : Hervé Miel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction :
Thierry Serey, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camille, Pierre-Georges Le Goff, Laurent Heymann,
Bertrand Le Goff, Jean-Paul Lhote, Laurent Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Auby
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur de la gestion : Eric Paillasson, directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la direction : Alain Robit, directeur des relations internationales : Daniel Vermet
Médiateur : André Laurent
Conseil de surveillance : Alain Milla, président ; Olivier Billard, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Ravet (1969-1982),
André Laurent (1982-1983), André Fournier (1983-1991), Jacques Lacombe (1991-1994)
Le Monde est fondé par le SA Le Monde
Domicile de la société : 10 rue de la République, 75001 Paris
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde »,
Associations Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
La Monde Investisseurs, La Monde Presse, Non Presse, La Monde Privée
RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL : 21 rue de la République - 75001 PARIS CEDEX 05
Tél. : (01) 42 32 30 30 - Télécopieur : (01) 42 32 30 31 - Tél. : 205 804 804
ADMINISTRATIONS : 1, place Hubert Beau-Méry - 92021 ORO-VAL-CEDEX
Tél. : (01) 42 32 30 30 - Télécopieur : (01) 42 32 30 31 - Tél. : 205 804 804

Le Monde
EDITORIAL

L'Afrique idéale de M. Chirac

COMME souvent lorsqu'il voyage à l'étranger, Jacques Chirac a brûlé par ses discours dans les deux pays africains auxquels il vient de rendre visite, le Gabon et le Congo. C'est dans ce dernier pays, à Brazzaville, naguère haut-lieu de la France libre, qu'il avait réservé son message politique le plus fort, sur la démocratie. On disait François Mitterrand inégalable tribun. Son successeur a relevé le défi, dans un style plus direct dans cette Afrique avec laquelle il a, visiblement, « le contact ».

Son « discours de Brazzaville » marquera notamment par sa condamnation sans appel de la traite négrière, dont, a-t-il reconnu, le continent noir n'a pas encore fini de payer le prix. D'autres chefs d'Etat africains l'avaient dit avant lui, mais aucun de ses homologues occidentaux ne s'était encore risqué à renouer ces sinistres souvenirs. Ses interlocuteurs lui ont gré d'avoir ainsi tenu le langage de l'authenticité et de la sincérité. M. Chirac était ainsi mieux à son aise pour relever tous les manques, à son aise pour proposer des changements de régime à la hussarde et que les résistances opposées au nouvel ordre des choses ris-

quaient, à la longue, de « laisser » la communauté internationale et de se traduire par une sanction économique.

Le président français saura-t-il imposer à tous sa vision du devenir politique et économique de l'Afrique, faire partager sa passion pour un continent réputé maudit ? C'est là que les déclarations les plus fortes se heurtent aux réalités du terrain.

M. Chirac a ainsi dénoncé ces « démocraties de façade », au nombre desquelles il faut pourtant compter le Gabon, dont le chef d'Etat, Omar Bongo, s'honore d'entretenir avec lui, une vieille amitié, et qui, à l'occasion de la visite présidentielle, a obtenu une annulation de 400 millions de francs de dettes.

Rude tâche aussi pour Jacques Chirac que de convaincre les investisseurs français, encore peu enthousiastes, que l'Afrique peut être pour eux une bonne affaire. Evoquant le plan Marshall que les Etats-Unis avaient lancé au bénéfice de l'Europe, au lendemain de la dernière guerre mondiale, et qui, au bout du compte, leur a davantage rapporté qu'il ne leur a coûté. Le président français a pris date.

L'Europe, une espérance pour l'Est et le Sud

« **BEAUCOUP** de Suisses allemands pensent que les Balkans commencent au sud du mont Saint-Gothard ». Cette remarque amusée de l'universitaire helvétique Leo Camartin, résume à sa manière les difficultés qu'ont eues, jeudi 18 juillet à Montpellier, les participants des Rencontres de Pétrarque organisées par France-Culture et Le Monde pour répondre à la question : « L'Europe du Sud existe-t-elle ? ». L'un d'eux, l'historien polonais Bronislaw Geremek, observait avec une malice enjouée que son pays avait tout à fait le « profil méditerranéen ». La Pologne n'est-elle pas traditionnellement catholique et, un brin « néo-classique », deux traits qu'on retrouve d'ordinaire en Europe du Sud ?

L'affaire est entendue : sur le Vieux Continent comme ailleurs, on est toujours au sud ou au nord de quelque chose, et rien n'est plus relatif qu'une identité cardinale. Cela est vrai d'un pays à l'autre, comme au cœur de chacun d'eux. Les Pétrarques et les Vénitiens, qui votent pour la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, se sentent plus proches de la « Mitteleuropa » que de la Méditerranée. Et souligne Gilles Martinet, ancien ambassadeur de France à Rome, la soupçonne d'avoir le reste de l'Italie est maintenant si sérieuse que les chômeurs du sud de la péninsule n'émigrent même plus vers le nord pour chercher un emploi.

Faut-il renoncer pour autant à cerner l'Europe du Sud ? Elle déroute, il est vrai, les grands critères habituels, comme le souligne Remy Brague, professeur à Paris-I. Latine par ses langues ? A condition d'y intégrer la Roumanie. Catholique ? On doit alors y adjoindre jusqu'à la peu méridionale Lituanie. Méditerranéenne ? Mais qui songerait à en exclure l'Atlantique Portugal ?

Edile d'une cité « fondée au XI^e siècle par des Arabes, des juifs et des chrétiens », le maire de Montpellier, Georges Frêche, préfère rappeler, en sa qualité de professeur de droit, que l'Europe est née d'une « fusion » réalisée par Charlemagne entre deux univers, l'un venu d'Athènes et de Rome, marqué par « la suprématie de l'Etat sur l'individu », l'autre, hérité des Vikings et qui inventera l'*habeas corpus* et la démocratie moderne.

Doit-on se résigner à identifier l'Europe du Sud par défaut, en relevant ses manques par rapport au Nord ?

Par exemple, son peu de souci de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes ! Ce serait faire injure, si l'on en croit Jose Vidal-Beneyto, vice-président du mouvement européen, à tout ce que ces peuples ont et vivent en commun, notamment le sens de la solidarité familiale. Pour ce sociologue espagnol né, prédise-t-il, « sous un oranger à 12 kilomètres de la mer », les problèmes qu'affronte l'Europe du Sud - immigration clandestine, radicalisation des idéologies, pollution de la Méditerranée - font d'elle « le la-

boratoire où l'on trouvera des réponses aux grands défis du XXI^e siècle ».

Une chose est sûre : les tentatives d'action conjointe, entre hommes politiques sud-européens, fussent-ils « camarades » en idéologie, ont plutôt tourné court.

Gilles Martinet, qui y fut mêlé de près, se souvient de la vaine recherche d'une union menée par les partis socialistes d'Europe du Sud dans les années 70, en vue d'échapper à la domination de la social-démocratie allemande. La responsabilité de l'échec incombe, selon lui, aux socialistes français. « En partie à cause de son passé colonial », observe-t-il, la France n'arrive pas à renouer à jouer un rôle dominant, à apparaître comme une grande puissance, ce qui ne manque pas d'inspirer ses voisins, en premier lieu l'Italie. Il est rude pour la France d'en rabattre. Mais quand elle n'en rabat pas, elle irrite. »

« Je ne suis pas contre le mariage franco-allemand, mais à condition qu'il n'empêche pas un concubinage avec les pays du Sud »

Difficile de chasser l'ombre de l'Allemagne, même lorsqu'on parle du Sud. Pour Georges Frêche, le destin du Vieux Continent, notamment face aux Etats-Unis, « c'est que la France et l'Allemagne représentent les choses en main » avec chacune leur « hinterland », l'Europe centrale pour l'une, le monde méditerranéen pour l'autre.

« Je ne suis pas contre le mariage franco-allemand », corrige Jose Vidal-Beneyto. Mais à condition qu'il n'empêche pas un concubinage avec les pays du Sud. »

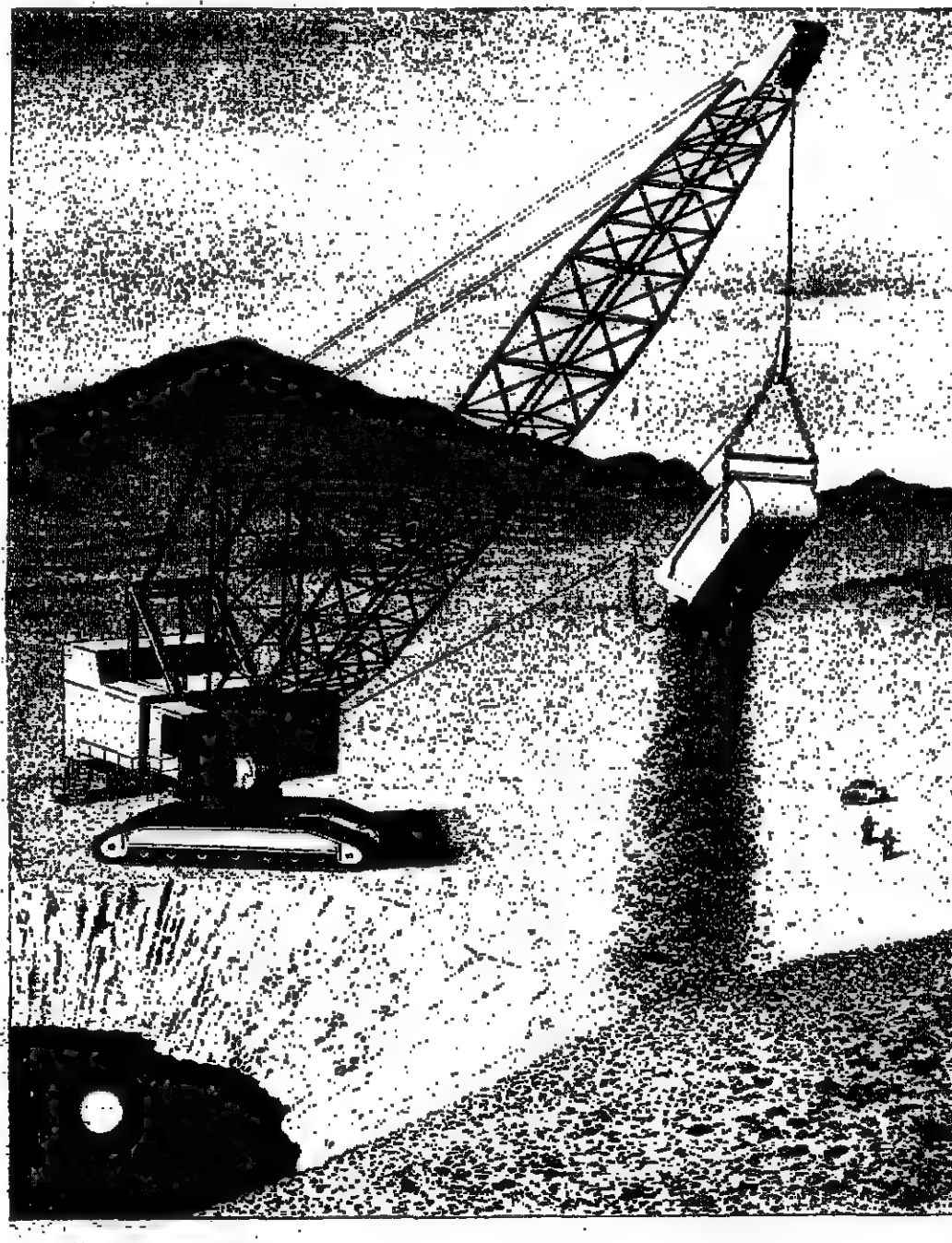
Tous les orateurs s'accordent sur un point : l'Europe tout entière doit jeter des ponts vers l'autre rive de la Méditerranée. « Il faut, préconise Georges Frêche, intégrer les peuples musulmans dans une grande négociation pour les aider à combattre le fondamentalisme. » Partageant cette inquiétude, l'essayiste tunisienne Hélé Béji constate la « faillite de la décolonisation, qui a échoué à proposer une alternative à la civilisation européenne ». « La non-Europe », ajoute-t-elle, ne s'est pas trouvée. » Fustigeant l'extrême parcimonie avec laquelle l'Europe, fit-elle du Sud, délivre désormais ses visas aux ressortissants des pays d'Islam, elle s'inquiète de voir un nouveau « rideau de fer » tomber sur la Méditerranée.

La nymphe Europe deviendrait-elle infidèle à ses origines, elle que la mythologie fit naître, rappelle Georges Frêche, sur une plage de Crète ? Elle n'a pas à choisir en tout cas, note Bronislaw Geremek, entre l'Est et le Sud, qui ont tous besoin d'elle et auxquels elle « apporte l'espérance ».

Ce qu'approuve Jose Vidal-Beneyto, en ajoutant : « J'en ai marre du machisme des gens du Sud ! » Ces gens du Sud qu'on reconnaît à certains cris de fierté régionale.

Jean-Pierre Langellier

Antipode par Guy Billout



Le grand chantier de la défense

Suite de la première page

Car on va découvrir au fil des ans le nouveau visage des armées : celui d'une troupe professionnelle à temps plein (pour les cadres dits d'active) et à temps partiel (pour les volontaires et les réservistes).

Même s'il a sa logique sur le plan opérationnel, le « grand chantier » des armées est, dès lors, un pari considérable. Et cela, pour une série de considérations qui font que ce pari-là n'est pas gagné d'avance.

D'abord, les armées, auxquelles il a été demandé d'accélérer leur restructuration sur les trois à quatre ans à venir par un chef de l'Etat qui n'est pas assuré d'un second mandat, seront légitimement tentées, entre 1997 et 2002, de se préoccuper de leur propre organisation interne, au détriment de ce qui a trait à leur instruction et à leur entraînement. Une

période de transition, quand tout est remis en cause, est rarement propice à la mobilisation de ceux qui la vivent plus ou moins bien.

Ensuite, les ressources financières promises ne seront peut-être pas garanties sur la durée de la programmation, en dépit de l'engagement personnel de Jacques Chirac. Depuis les années 60, époque à laquelle a commencé la procédure des programmations militaires, aucun des textes de loi de ce type n'a été à son terme. Les aléas ont été fréquents, les déceptions ou les frustrations sont devenues une règle de vie dans les armées.

LA « PAUSE STRATÉGIQUE »

Pour les années qui viennent, la crainte n'est pas d'une récession qui, n'épargnant pas la France, obligerait à revoir - à la baisse - les assurances de l'Etat, parce que le contribuable ne comprendrait pas que les armées soient privilégiées dans un contexte de crise économique. Que deviendraient, dans ces conditions, le calendrier établi de la réforme et, partant, la cohérence opérationnelle du système qui se met en place ?

Enfin, il y a le pari fait sur ce que les experts appellent la « pause

stratégique », après quasiment quarante-cinq années de guerre froide entre l'Est et l'Ouest en Europe.

La chute du mur de Berlin, en 1989, puis l'effondrement du « bloc » communiste, a eu pour effet de reléguer les risques d'une opposition frontale entre les armées de l'OTAN et celles du pacte de Varsovie, dissous depuis. C'est donc la pause, à défaut d'être la fin de l'Histoire.

Le 22 décembre 1995, lors du premier conseil de défense secret, qui a ouvert véritablement la réflexion sur la réorganisation des armées françaises, le président de la République a dit à ses interlocuteurs qu'il fallait savoir tirer profit de cette « pause stratégique » pour lancer des réformes devenues indispensables.

Désormais, la question qui se pose est de savoir si, dans l'hypothèse où la pause ne serait qu'un entracte de plus ou moins courte durée, la France peut remonter en puissance de façon plus certaine avec une armée professionnelle, qui va probablement tâtonner, plutôt qu'en ayant conservé une armée mixte, qui n'a pas toutes les vertus prônées par ses partisans.

Jacques Isnard

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Ivan Kloujov

■ Le terrorisme terrorise. Il a donc gagné. Il a en effet réussi à distiller les peurs jusque dans nos réflexes, en s'imposant comme une menace palpable et permanente. Ainsi, dès hier matin, alors même que le doute non seulement était permis mais s'imposait encore dans l'explication du crash du Boeing-747 américain, l'hypothèse de l'attentat a été surtout privilégiée. Le monde vit aujourd'hui dans la crainte des coups (...). Il est urgent pour le monde occidental de se réveiller. La mondialisation du terrorisme n'est pas un épouvantail destiné à canaliser les inquiétudes.

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Kurt Kister

■ La démission partielle de l'Allemagne mérite d'être analysée sous d'autres points de vue que celui de son seul effet sur l'économie régionale (...). Ce processus de désarmement dans le centre de l'Europe est original dans la mesure où il n'intervient pas à la suite d'une guerre (...). Moins de militaires a aussi pour conséquence une modification de la société. Cela peut sonner étrangement, le service militaire obligatoire existant toujours en Allemagne. Dans les régions rurales, des fêtes d'adieu ont lieu. Mais la plupart du temps, elles sont peu, voire pas du tout, relayées. En ce sens aussi, on peut dire que la République fédérale n'a jamais été moins militarisée au cours de son histoire.

THE WALL STREET JOURNAL

■ Les analystes scrutent leurs écrans de télévision pour déterminer l'état de santé de M. Eltsine. S'il devait être dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, voire dans une hypothèse pire, la crainte existe que les réformes qu'il a accomplies soient menacées (...). Pourtant, il paraît pour le moins difficile à quiconque de revenir sur ces réformes (...). Si des élections se déroulaient de façon relativement normale, on constaterait que la Russie a institutionnalisé son processus de transition démocratique (...). Aujourd'hui, pourtant, même si la démocratie a pris racine et si le processus a été apparemment codifié, il faut bien dire que la maladie du président russe rend les gens nerveux. Souhaitons à M. Eltsine une convalescence rapide.

EL PAIS

Gurutz Jauregui

■ Le défi sécessionniste lancé par Umberto Bossi à l'Etat italien a mis avec force sur le tapis la question épineuse de l'avenir des Etats-nations européens et, en définitive, de l'actuel ordre institutionnel mondial (...). Dans le monde contemporain à toujours existé, de fait, une divergence évidente entre les institutions politiques et la réalité sociale, économique, culturelle, etc. Sans aucun doute, cet écart est en train de s'accroître aujourd'hui, dans une mesure difficilement imaginable il y a encore quelques années (...). La globalisation mondiale n'affecte pas seulement la structure politique ou économique, mais aussi tous les domaines - sociaux, culturels, familiaux, etc. Nous vivons un processus transnational intense sur le plan humain en raison des flux migratoires.



Le 5 juillet est le jour de la fête nationale algérienne. C'est ce dessin, paru dans le quotidien algérien « La Tribune » le 2 juillet, qui vint à Chawki Amari d'être emprisonné.

Qu'est-ce qu'un collé au bac ?

par Robert Redeker

Le baccalauréat, qui fut notre mythe républicain, a changé en faisant irruption dans l'ère des masses : entre la notation administrative (dictée par la bureaucratie ministéro-rectorale) et la notation doxale (dictée par l'opinion), toutes deux ordonnées à des fins politiques, la notation pédagogique, qui ne sanctionnait qu'un niveau scolaire, a fini par disparaître. Le baccalauréat (le niveau scientifique et littéraire atteint par les candidats) figure le continent englouti de cet examen. La note attribuée par l'examineur doit désormais s'insérer dans des grilles statistiques décidées avant la lecture des copies.

La rarefaction des redoublements dans l'enseignement secondaire (et leur suppression en classe de première), l'effondrement des exigences intellectuelles, entraînent beaucoup de candidats à passer le bac avec un niveau très inférieur à celui qu'on pourrait attendre. Cependant, par nécessité politique, impératif social, raison démocratique, il importe qu'une bonne partie d'entre eux soient déclarés admis.

Le mot « baccalauréat » continue de renvoyer dans notre culture à une notion nationale ; pourtant la réalité que recouvre ce mot se situe à mille lieues de celle qui inspira le mythe. Fatigué, en bout de course, sorte de fantôme sans âme, le mythe exténué du bac fausse la perception de la réalité contemporaine de cette épreuve. A cause de lui, de l'ombre portée par son prestige passé, ce n'est jamais la même chose que professeurs, élèves, technocrates, journalistes, politiques, sociologues, hommes de la rue, visent quand ils parlent du baccalauréat. Il y a dans les titres autant de baccalauréats, tous imaginaires, que de discours sur cet examen.

Le bac est devenu bien autre chose que cet idéal d'éclat intellectuel qui en justifiait le mythe : il s'est transformé en une image médiatique produite par l'institution scolaire en direction de l'opinion, en un baromètre tout aussi médiatique de la valeur d'un système. Les statistiques concernant son taux de réussite jouent pour les lycées et le ministère un rôle analogue à celui que joue la publication

indéfiniment répétée des cours de la Bourse pour la politique économique du gouvernement.

Le système choisit pour l'instant de sauver les apparences du bac. La valeur du système scolaire se démontre à la fois par son efficacité dans l'augmentation du nombre des bacheliers et par l'existence, qui doit être à la fois compréhensible et significative, de reculs. Sauver l'apparence du bac - alors que plus personne ne croit en son contenu - implique que, tout en satisfaisant l'opinion par des taux de réussite élevés, on fabrique dans le même temps des reculs. Le bac n'a plus d'autre objectif que de permettre au système de se mettre en scène et de se confirmer publiquement. Il est ainsi bien l'image publique du système que sa campagne parapolitique.

Les examinateurs du baccalauréat accomplissent leur tâche dans la souffrance d'une déchirante contradiction : d'une part, il leur faut remplir le plan ministériel et admettre vaillamment le plus grand nombre possible de prétendants ; d'autre part, il leur faut maintenir la fiction de l'examen, ce qui ne se peut qu'en collant un certain nombre de candidats.

La méritocratie bachelière a été submergée par une médiocratie qui peine à trouver sa frontière inférieure. Le grand problème de cet examen n'est plus de définir la réussite, il est de rendre possible l'échec.

Qu'est-ce qui distingue la foule des admis de cette petite minorité

Ainsi ai-je fait obtenir le bac littéraire à une candidate au lycée scolaire calennais, aux résultats désastreux, à l'absentisme chronique - mais dont l'enfant d'un ami envoyé en prison pour quelques mois ; qu'elle avait été expulsée de son appartement début avril, que sa sous-alimentation mettait en danger le développement du fœtus. Au lieu de parler d'Aristote et de Spinoza, notre oral roula sur les techniques du métier de « taououse » qu'elle souhaitait exercer, sur l'univers carcéral, la police, la marginalité. Elle n'obtint pas un bac pédagogique, elle obtint, chose fréquente, un bac social.

En revanche, je suis persuadé que j'ai contribué à l'échec de candidats d'un niveau scolaire supérieur à celui de cette jeune fille, mais dont ni la personnalité ni l'histoire ne me firent pareille impression.

Il faut des sacrifices du succès pour que ce succès soit socialement vécu comme tel. Certains candidats doivent être sacrifiés à cette campagne publicitaire qu'est le baccalauréat, substitut annuel d'une authentique évaluation du système scolaire. Un collé est dans la plupart des cas (c'est-à-dire en étant aussi mauvais candidat qu'une forte proportion d'admis) un sacrifice. Sacrifié à l'image que l'on veut répandre du baccalauréat : un examen difficile réussi par le plus grand nombre. Sacrifié au mythe caduc du baccalauréat, cette chose morte depuis que les gouvernements se sont lancés dans la démagogie scolaire - autrement dit : sacrifié au fantôme du baccalauréat.

Le baccalauréat se présente comme un gigantesque et coûteux décor en trompe-l'œil pour une sorte de comédie dans laquelle le pédagogique n'est plus que le texte d'une mise en scène assurée par les nécessités du politique et du technocratique. La frontière entre collés et reçus y est tout simplement celle - injuste - du sacrifice à l'institution scolaire, laquelle est cependant aujourd'hui vidée de contenu, vouée qu'elle est à des objectifs pédagogiques inviolables.

Robert Redeker est agrégé de philosophie.

Libérez Chawki Amari

par Slim

En Algérie, l'ancêtre du dessin de presse a été la bande dessinée. Juste après l'indépendance, les journaux (en langue française) ont continué à publier des strips américains distribués par Opera Mundi : *Professeur Nimbus*, *La Famille Wilcox*, etc. Pratiquement aucun dessin d'un Algérien jusqu'à l'arrivée de Boumedienne. Ambiance « révolutionnaire » et « anti-impérialisme » : adieu, il fallut alors faire disparaître les strips américains et les remplacer coûte que coûte par des bandes algériennes.

Le premier à commencer à publier fut Aram, avec sa *Strène de Si Di Ferruch*. Je vins ensuite, en 1967, avec *Moustache* et les *Frères Belkacem*, une espèce de parodie de la bataille d'Alger, où déjà je me rendais compte (et, avec moi, les censeurs) de la puissance du dessin dans la presse. En juin 1969, je réalisais par ailleurs *Zid Ya Doucidi*, histoire d'un paysan, Bouzidi, qui venait de la campagne avec une femme et un chat pour rendre justice dans les grandes villes. Mais toujours pas de dessins de presse proprement dits. La BD, OK, mais pas plus.

A l'époque de Boumedienne, il était impensable de publier un dessin critique sur la situation intérieure. On pouvait, par contre, faire des dessins « anti-impérialistes » ou dénoncer les régimes fantoches de tel ou tel autre pays. Je me rappelle encore des phrases qui revenaient de temps à autre : «... grâce à la vigilance du Peuple, un complot savamment ourdi par l'impérialisme a été déjoué ». L'impérialisme, c'était le père Foustard de notre époque.

Il faut attendre l'arrivée du président Chadli pour voir le champ démocratique s'élargir un tout petit peu et l'arrivée des premiers dessins de presse critiques. Le pouvoir de l'époque voulait montrer qu'avec lui la liberté de la presse était de retour, qu'on pouvait tout dire, que le temps de la démocratie était venu. Les dessinateurs ne demandaient que ça. Les sujets de prédilection étaient la corruption, la mauvaise gestion, les problèmes de la jeunesse : misère sexuelle, manque de logement, chômage, etc.

Mais toujours pas de caricatures d'hommes politiques ni autres personnages influents. Je me souviens de la fois où, sur les assurances d'un directeur de journal, j'avais fait un dessin où la caricature du président Chadli, en première page. Ce numéro historique n'aura vécu que quelques heures. Le ministre de l'Information de l'époque avait fait saisir les 180 000 exemplaires pour les faire passer ensuite au pilon.

Premières frayeurs, mais, en même temps, premières brèches. Les lecteurs algériens qui avaient toujours rêvé de voir leur dirigeants caricaturés par les caricaturistes allaient passer du rêve à la réalité. Les émeutes d'octobre 1988, puis l'apparition des formations politiques et ensuite la naissance de la presse indépendante font surgir des dizaines de dessinateurs totalement inconnus qui vont servir à longueur de colonnes dans des styles très différents.

Le couronnement fut sans aucun

doute l'apparition du premier journal satirique : *El Manchour* (La Scie) en novembre 1989. Un succès fulgurant. Plus personne, désormais, ne pouvait censurer ou se plaindre d'un dessin ou d'une caricature. C'était la liberté absolue ! Je crois qu'aucun pays arabe n'a encore vécu cette fièvre ni ces moments extraordinaires.

Chawki Amari fait partie de cette génération du ras-le-bol. Il était arrivé timidement au *Jour d'Algérie*, où il commençait à faire ses dessins et ses chroniques. Son graphisme très particulier, compliqué et naïf à la fois, était soutenu par un texte plein d'intelligence et d'humour. J'appréciais beaucoup ses chroniques. Beaucoup de ses dessins étaient censurés, car les responsables de journaux avaient peur surtout pour leurs titres.

Ce dessin, qui est paru à Alger dans *La Tribune* du 2 juillet et qui lui vaut aujourd'hui d'être en prison pour « offense à l'émblème national », a été lu et interprété au premier degré par les censeurs et les fabricants de bonne conscience, qui n'attendaient que l'occasion de l'épingler en toute « légalité ». Chawki aime trop son pays (et son drapeau) pour que l'on puisse croire un instant qu'il voulait porter atteinte à l'émblème national.

Il faut que Chawki soit libéré très vite. Je refuse de croire que mon pays est devenu l'un de ceux qui mettent au cachot leurs dessinateurs humoristiques.

Je pense aussi à tous ces dessinateurs à travers le monde qui, à cause d'un petit dessin, se sont retrouvés soit au paradis, soit en prison, comme ce pauvre Manouche Karimzadeh, dessinateur iranien condamné à dix ans de prison pour avoir donné au football mal en point de son pays la vague apparence d'un mollah à l'avant-bras droit sectionné.

Slim est dessinateur à « L'Humanité ».

La méritocratie bachelière a été submergée par une médiocratie qui peine à trouver sa frontière inférieure. Le grand problème de cet examen n'est plus de définir la réussite, il est de rendre possible l'échec.

La première nécessité doit faire paraître l'efficacité du système scolaire quand la seconde doit entretenir au détriment des collés la croyance sociale dans le sérieux de cet examen. Ce rax de marée de la réussite se paie au prix de la mise en condition de l'opinion, de l'effacement du niveau intellectuel exigé, des pressions de toutes sortes sur les examinateurs, de l'injustice dans la sélection des reculs, bref, de la substitution à la note pédagogique jugeant le niveau atteint par le candidat d'une note administrative, et, au fond politique, destinée à présenter de

La pensée Davos par André Gauron

Un colloque intitulé « Face à Davos » s'est tenu à Paris le 15 juin à l'initiative de Jean Popper. Il a rassemblé des responsables politiques et syndicaux et des intellectuels de toutes les sensibilités de la gauche. A cette occasion, Klaus Schwab et Claude Smaïja, coorganisateur du forum de Davos, nous ont fait parvenir l'article paru cet hiver dans l'*International Herald Tribune* à la veille de la tenue du forum 96. Ils soulignent qu'ils avaient été les premiers à insister sur la responsabilité

sociale des dirigeants économiques et politiques face à la globalisation. « La globalisation de l'économie, écrivaient-ils, est entrée dans une phase critique. Une réaction grandissante contre ses effets menace d'avoir un impact très destructeur sur l'activité économique et la stabilité sociale de nombreux pays. La révolution n'est pas loin. »

Toute mise en cause de la « pensée Davos » serait donc inutile, puisque eux-mêmes se préoccupent depuis toujours de ses conséquences. En réalité, cette défense de Davos par ses promoteurs, reprise dans le point de vue publié par *Le Monde* du 17 juillet, témoigne d'une inquiétude nouvelle.

Mais d'abord, pourquoi le choix du mot « globalisation » par les protagonistes du forum, et non celui de « mondialisation », utilisé souvent comme synonyme ? La mondialisation des échanges comme des investissements n'est en rien propre à cette fin de siècle. L'historien Fernand Braudel a montré que les échanges marchands et appaisaient dès l'Antiquité. Karl Marx écrivait au siècle dernier que « la tendance à créer un marché mondial est incluse dans le concept de capital ».

Si on mesure la mondialisation à l'ouverture des économies nationales, alors il n'y a rien de nouveau. La Grande-Bretagne était plus ouverte au début du siècle qu'elle ne l'est aujourd'hui et elle l'est davantage que l'économie américaine, dont l'ouverture date des trente dernières années et ne représente que 10 % du PNB américain (contre 25 % pour la Grande-Bretagne). Elle exportait ses capitaux et la livre sterling

était la monnaie mondiale. Toutefois, l'économie dominante était alors créancière du monde, tandis que les Etats-Unis sont emprunteurs nets.

La globalisation ne se situe pas sur ce registre. Elle ne désigne pas le degré d'ouverture des économies, mais un mode de régulation où l'international prime le national, l'efface et le nie. Opposer la globalisation au protectionnisme, c'est passer à côté de l'essentiel : la dissolution d'espaces nationaux à laquelle œuvrent les partisans de la globalisation. La pensée Davos se veut une pensée globale en rupture avec le caractère national de la pensée keynésienne de l'Etat providence. Elle s'appuie sur le terme à la conception d'économies nationales, certes ouvertes aux échanges de marchandises, de services et de capitaux, mais structurées sur la base de marchés nationaux indépendants les uns des autres. A la croissance endogène, elle oppose la croissance exogène, celle qui prime du productif, celui de la finance ; enfin, à l'Etat organisateur, l'Etat dérégulateur. Trois ruptures donc.

La dérégulation est au cœur de la pensée Davos. Elle en est le fondement. Il n'y a de marché global que s'il n'est pas segmenté par des règles nationales. Toute régulation nationale destinée à structurer l'espace économique doit donc être abolie. C'est ce que M^{me} Thatcher avait entrepris en s'attaquant simultanément au pouvoir des trade-unions, au secteur public et au code de travail, supprimant jusqu'à un salaire minimum.

Toute régulation doit s'effacer devant la concurrence. C'est ce que la Commission européenne impose depuis l'adoption en 1986 de l'Acte unique, menant bataille contre les Etats-nations, non pas

au nom d'une régulation européenne, mais dans le seul but d'assurer la libre circulation des biens et des capitaux.

A la question qu'est-ce que la pensée Davos ? la réponse est : c'est la pensée du marché. La pensée d'un monde où le marché est roi et où, comme disait Adam Smith, le bien-être de tous dépend seulement de l'attention que le boucher, le boulanger et tout un chacun apportent à leurs propres intérêts.

Pensée moderne ? Non, une pensée aussi vieille que le libéralisme. Les peuples, nous dit-on, ne peuvent que s'adapter ou renoncer à participer à l'épopée du marché. Qui d'autre que les milieux d'affaires pouvait se faire protagoniste d'une telle pensée ? Mais contrairement à l'affirmation de ses hérauts, la globalisation n'est en rien un mouvement irréversible. L'économie n'est nullement condamnée à être dominée par la conquête des débouchés extérieurs, la performance financière et la dérégulation sociale. Les populations ne sont pas davantage condamnées à subir les conséquences de la destruction et de la régression sociales.

La globalisation traduit un choix que les gouvernements sont invités à mettre en œuvre en dehors de tout débat global, démocratique. D'autres choix sont possibles, qui ouvrent sur d'autres solutions politiques. Encore faut-il ne pas céder aux tentatives de charme des promoteurs de Davos et faire une critique sans concession de leur pensée.

André Gauron est conseiller référendaire à la Cour des comptes, coanimateur du club Actes et paroles.

POURQUOI

1. Les élections...
2. Les élections...
3. Les élections...

Le chemin de...

Un village...

Villégiatures...

Les jeux d'un...

Formation...

Khmer Cham...

AD CAMBODGE...

Le chemin de...

Un village...

Villégiatures...

Les jeux d'un...

Formation...

Khmer Cham...

AD CAMBODGE...

هكذا من الأفضل

ollé au bac?

PODIUM

1 La 29^e édition des jeux olympiques modernes réunit 197 délégations et 10 700 athlètes participant à 271 épreuves.

2 Chacune des 604 médailles d'or vaut 11 500 francs. Pour chaque titre, les Français reçoivent une prime de 250 000 francs, soit autant que les Russes et 175 000 francs de plus que les Américains.

3 Les dépenses d'organisation, d'un montant record de 8,5 milliards de francs, sont couvertes à 32 % par les droits de télévision, à 32 % par les droits de parrainage et de licence, à 25 % par la billetterie, et à 11 % par des recettes diverses.

Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

Bercy trouble les Tricolores

Ce n'est pas exactement le départ en fanfare qu'on attendait pour le sport français à Atlanta. A la veille de l'ouverture des Jeux, une révolution couve dans les rangs des cadres techniques. Le plus éminent d'entre eux, Henri Sérandour, président du Comité national olympique et sportif français (Cnosf), a démissionné, jeudi 18 juillet à Atlanta, « le coup de poignard dans le dos » administré au sport français par « les technocrates de Bercy ». C'est au détour d'une lettre du ministre de l'Avion pour Atlanta, l'intention du gouvernement de supprimer les postes de cadres techniques mis à la disposition des fédérations.

Or cette corporation de fonctionnaires constitue, selon lui, « la colonne vertébrale du sport français ». Elle avait été créée par le colonel Crespin, dans les années 60, lorsque le sport français avait touché le fond aux Jeux

olympiques de Rome. Depuis, cette originalité du système français a permis aux fédérations les plus modestes de se doter de techniciens de bon niveau. Si elles devaient, demain, prendre directement en charge leurs traitements, beaucoup se trouveraient égarés dans le labyrinthe. Selon les calculs du Cnosf, les 1 500 postes visés représenteraient une économie de 600 millions de francs pour l'Etat. Une goutte d'eau dans l'océan des déficits publics, mais qui reviendrait à « décapiter » le sport tricolore.

Ancien cadre de la Mairie de Paris, compagnon de route du RPR, Henri Sérandour dit comprendre le désir du premier ministre de s'attaquer au gras de la fonction publique. Mais, dit-il, « on ne dégraisse pas un squelette », rappelant que le budget des sports, limité à 0,19 % de celui de la nation, s'annonce « très, très, très mauvais » pour 1997. Les présidents de fédération et les directeurs techniques ont décidé de mettre en place une cellule de crise pour ajuster la riposte. Et, pour que ne l'

n'ignore leur colère, ils envisageaient de se mettre en contradiction avec la discipline olympique, en défilant en survêtement derrière Marie-Jo Pérec lors de la cérémonie d'ouverture. Les dirigeants sont surtout mortifiés par l'absence de concertation autour d'une mesure qui aurait été entérinée à Matignon. Ils en appellent désormais « à l'arbitrage du président de la République ».

Le mouvement a cependant reçu le soutien de Guy Drot. Attendu sur place, vendredi, le ministre s'était fait précéder par un message stigmatisant « une mesure irréfutable ». Il se prévaut de son passé d'athlète pour se poser en défenseur du mouvement sportif : « Je poursuis une intense négociation avec mes collègues de Bercy pour protéger l'encadrement sportif », a-t-il écrit, sans pour autant dissiper l'incertitude générale. « Quelle casquette portera-t-il ? », s'interroge Henri Sérandour, faisant allusion à sa désormais double appartenance, à la fois membre du gouvernement Juppé et du CIO.

Jean-Jacques Bozonnet

Le campus de Georgia Tech, un village sans étoiles

Villégiatures. Les athlètes démunis sont contraints de vivre ensemble

STÉPHANE Trémeau aime les belles maisons, les arbres et les légumes verts au déjeuner. Dans la retraite de l'équipe de France, à une trentaine de kilomètres d'Atlanta, le judoka trouve de quoi satisfaire ses goûts, lui qui a connu le village olympique de Séoul en 1988. Le lieu respire le calme et la beauté d'une nature presque sauvage.

Loin du bruit et des interminables files pour les repas, les judokas préparent au mieux l'un des rendez-vous majeurs de leur carrière. Fabien Canu en est convaincu. Le responsable de l'équipe de France a tout fait pour créer une ambiance chaleureuse et intime, « un côté colonies de vacances ». Les combattants tricolores disent tous qu'ils ne seraient pas satisfaits aussi bien derrière les 18 kilomètres de barbelés qui entourent l'université de Georgia Tech, rebaptisée village olympique, un véritable camp retranché sans abriter les athlètes et leurs entraîneurs.

Jusqu'aux conditions d'entraînement des judokas qui en auraient été modifiées. Les accès du « V.O. » sont limités. La totalité des entraîneurs et du personnel médical ne pouvait pas être accrédités. Les sparring-partners nécessaires aux dernières répétitions seraient restés à la porte des dojos. Le repli sur une base arrière plus tranquille s'est imposé.

Depuis 1988, c'est devenu le choix quasi systématique des vedettes. Avant leur entrée au lieu, le village ne vivait ni Michael Johnson, roi proclamé du sprint, ni les basketteurs milliardaires de

la Dream Team III. Ils se réservent le luxe d'y faire une apparition, après le sacre qui leur est promis. La sprinteuse Gwen Torrence, qui habite à Atlanta, a préféré s'installer dans un hôtel.

PASSAGE OBLIGÉ

Pour les délégations modestes, le village olympique reste un passage obligé, faute de pouvoir régler une confortable villégiature. Jusqu'au 15 juillet, le logement était payant : 100 dollars par athlète et par nuit. Depuis cette date, l'accueil est gratuit. On y trouve donc des athlètes tout aussi épris de la tradition olympique que de l'hébergement gratuit.

Diamil Faye, un Sénégalais qui conduit l'équipe du Cambodge, dresse un bilan mitigé. Selon lui, les cinq participants du pays de Norodom Sihanouk, deux athlètes, un lutteur, un nageur et une nageuse, apprécient la nourriture variée et les jeux vidéo qui meublent les instants d'ennui. Ils regrettent la petitesse des chambres. Depuis leur arrivée, ils ont été délogés à trois reprises, pour céder la place à des concurrents issus de nations au passé sportif plus prestigieux.

L'idéal de confortabilité des sportifs du monde entier, censé donner tout son charme au village, n'est parfois qu'un rêve. Au détour d'un couloir, un soir, les Cambodgiens ont croisé Marie-José Pérec. Sollicitée pour une photo, la reine du 400 m les a souverainement ignorés.

Pascal Cézari

Les Jeux d'un anonyme

Formation. Faute de pouvoir gagner, le lutteur khmer Chamreun Vath se propose d'apprendre

AU CAMBODGE, la guerre avait tué le sport. Chamreun Vath bénéficie aujourd'hui d'une renaissance que ses compatriotes ont longtemps attendu. Agé de vingt-cinq ans, le petit lutteur, qui s'aligne dans les épreuves libres (62 kg), n'éprouve pourtant aucun sentiment revanchard. Comme la plupart des athlètes venus à Atlanta, il ne peut rivaliser avec les vedettes, dans le sport qu'il a choisi depuis que, champion national cambodgien de judo chez les moins de 52 kg, en 1989, il s'est tourné vers une discipline plus rugueuse.

Il exhibe fièrement un « choy-fleur », son oreille gauche-boursoffée par les mauvais traitements imposés par les combats : « Nous pourrions exceller en lutte, mais notre manque de culture dans ce sport réduit nos ambitions. La mienne est de former des lutteurs et des entraîneurs, ouvrir des clubs, devenir sélectionneur national ». Comme les quatre autres Cambodgiens sélectionnés pour Atlanta, Chamreun a bénéficié pendant 20 mois de 50 dollars (250 francs) mensuels - « mon salaire » - et de stages en Corée du Nord. « Le fils du prince Norodom Sihanouk est président de notre Comité national olympique, note le lutteur. Il m'avait

demandé d'être préparateur pour les Jeux. En Corée du Nord, ma chambre était un peu confortable, car on m'avait nommé chef de délégation puisque je parle français et un peu anglais. Ma mère qui pense que la maîtrise des langues c'est l'avenir, m'a envoyé à l'Alliance française en 1991. J'en ai tout de même bavé en Corée du Nord. Ils ne parlent aucune langue étrangère et manquent de viande ».

Ce régime strict n'a pas empêché Chamreun de prendre du poids. « A cause du riz, explique-t-il. Là-bas, on s'entraîne six heures par jour, on mange, on dort, on ne nous demande pas de faire un vrai métier. L'expérience n'en a pas moins été fructueuse. « Hélas, l'accord entre nos deux gouvernements prenait fin en novembre 1995. Depuis, je n'ai pour partenaires d'entraînement que moi et les judokas ».

Installé au village olympique depuis lundi 15 juillet, Chamreun n'est pas aller voir s'entraîner les stars de la lutte. « Je n'ai plus le temps d'apprendre pour prétendre à un grand résultat, alors je profite de cette chance unique de vivre des Jeux de l'intérieur, pour en rapporter une crédibilité afin de convertir des athlètes à la lutte ».

Patricia Jolly



La position dominante des Jeux olympiques est occupée pour la première fois ouvertement par la police, avec le « Spirit-of-Atlanta », un dirigeable sécuritaire gonflé à l'hélium et long de 60 mètres. (Mark Baker, Reuters.)

Un centenaire dans un décor de kermesse

Inauguration. Bill Clinton va proclamer l'ouverture des Jeux dans une capitale de la Géorgie envahie par une foire commerciale

TOILE et béton, tentes et buildings. A la veille des Jeux du centenaire, le centre-ville d'Atlanta est étrangement réphémère et le permanent, le bricolé et l'opulent. Comme si la cité, assez nomade pour avoir donné à la moitié de ses rues le nom de Peachtree - le pêcheur - mais suffisamment rusée pour s'être approprié le plus grand événement sportif de la planète, résumait dans sa physionomie les contradictions d'une ville provinciale qui se veut, pour quinze jours, capitale du monde.

Entre les grates-ciel, les zones de parking, traditionnelles « dents creuses » de l'urbanisme américain, se sont emplies de tout un fatras d'édifices provisoires. Chaque jour a vu croître de nouveaux points de vente où s'exposent T-shirts, souvenirs et autres gadgets interchangeables. Tant et si bien que le downtown s'est mis à ressembler à une ville à deux étages. En haut, les tours du big business et de l'hôtellerie de luxe. Au sol, les champignons du petit commerce ambulancier.

Une telle prolifération a fini par étonner le CIO. L'un de ses directeurs a fait publiquement savoir que ce « fatras » allait finir par nuire à l'allure générale des Jeux. Comme si, tout à coup, les pontes de l'olympisme s'en étaient voulu d'avoir confié leur enfant à une ville sans grâce qui se laisse encore davantage défigurer par le goût du profit. En fait, ils reprochent surtout à la mairie d'avoir négocié les autorisations de ces espaces de vente sans que le comité d'organisation (ACOG) en retire un dollar.

Le CIO ne trouve en revanche rien à redire sur le parc du Centenaire, qui jouxte la zone des grates-

ciel et marque le centre du cercle olympique où se disputent la plupart des compétitions. Il ne défile aucun mauvais goût dans cette exposition universelle de la consommation, où les pavillons des pays ont été remplacés par ceux de sponsors, qui ont dûment payé leur place à l'ACOG. Il y a là Coca-Cola, venu en voisin pour édifier un parc d'attractions à la gloire de sa boisson gazeuse. Pas loin, Budweiser convie les touristes à visiter son « monde », un immense hangar où la bière se consomme sur fond de bruit et lasers.

PHOTOGRAPHES EN MÉROS

Il y a aussi le « supermarché du centenaire », une galerie commerciale où l'olympisme atteint sans doute un point de non-retour. Les Américains n'y font que tirer les conséquences extrêmes d'un mercantilisme devenu une philosophie pour les maîtres des Jeux. Ils y démontrent leurs capacités à tronçonner l'événement en gadgets de tout poil, en pla's, mascottes gonflables, cosmétiques, saucis et livres de cuisine estampillés J.O. Les corps obèses peuvent s'y faire photographier dans le surdimensionnement officiel de l'équipe américaine, avec autour du cou la médaille d'or que ne manqueraient pas de gagner leurs sveltes héros.

Le parc du Centenaire apaisera sûrement la fièvre consumériste des visiteurs et des autochtones. Mais il est d'autres habitudes auxquelles les Américains devront renoncer durant ces Jeux. Symboliquement, jeudi 18 juillet, les Braves d'Atlanta, derniers vainqueurs du championnat professionnel de base-ball, se sont effacés devant les nouveaux occupants de lieux. Ils

ont quitté la ville pour une tournée à travers le pays de 19 jours et 17 matches. Pendant leur absence, les habitants d'Atlanta devront consentir à des sacrifices plus cruels que celui de se passer de leur sport fétiche. Ils auront surtout à subir la privation d'une de leurs libertés fondamentales : le droit de circuler en automobile.

Chaque jour, des bretelles d'autoroute ont été fermées, des rues ont été obturées, comme autant d'étapes dans une cure de désintoxication draconienne. Soucieuses d'éviter l'engorgement complet du centre-ville - déjà réputé pour ses embouteillages en temps normal - les autorités locales poussent les conducteurs à renoncer à leurs déplacements individualistes pour découvrir les vertus des transports en commun. Cela peut déboucher sur quelques tableaux inédits. Rares sont le downtown d'une ville américaine qui ait été autant parcouru, à longueur de journée, par des piétons. Badauds et employés, touristes et passants affairés se pressent sur des trottoirs guère accoutumés à une telle fréquentation, à l'ordinaire quand vient l'obscurité.

ÉPICENTRE

Pour parvenir au cœur de la cité, à l'épicentre de l'animation olympique, le trajet prend parfois des allures d'expédition. Les récriminations s'accumulent contre un système de navettes qui tarde à s'organiser efficacement, et qui n'échappe pas aux embarras de la circulation. Les deux lignes de métro s'ingénient à reproduire quotidiennement, en raison de l'affluence des visiteurs, les difficultés d'un jour de service minimum à la

RATE Avec le handicap supplémentaire d'une chaleur mal combattue par la climatisation défectueuse qui laisse mariner les foules entassées. Les voyageurs blancs et alés découvrent par la même occasion les aléas d'un moyen de transport réputé à Atlanta pour servir avant tout au déplacement des Noirs et défavorisés.

Ceux-là demeurent dans leurs quartiers, loin d'un événement qui ne leur apporte rien. Quelques chanceux, qui logeaient dans les taudis les plus proches des sites sportifs, ont profité de l'obscurité d'un tel contraste. Leurs maisons ont été restaurées et repeintes à neuf. Ainsi à Summerhill, le faubourg noir qui borde le stade d'athlétisme, au moins pour les blocs les plus proches de l'enceinte. Mais de l'autre côté, au-delà de l'autoroute de l'aéroport, le quartier de Mechanicsville n'a pas profité des lumières qui éclaireront le bâtiment voisin. Seule l'avenue qui mène au stade a été dotée de nouveaux lampadaires.

Sur les hauteurs, la misère demeure celle de tous ces quartiers du sud de la ville, classés au deuxième rang national pour la pauvreté et au premier pour les effets de la tuberculose, selon Amnesty International. Cette misère se lit sans peine dans le délabrement des maisons de bois, bizarrement relativisé par la verdure de l'immense forêt qui cerne Atlanta et offre indifféremment son ombre aux riches et aux pauvres. Elle domine le centre-ville et le stade où se préparent quinze jours de sport sans autre angoisse que celle des attentats.

Jérôme Fenoglio

DESSINÉ POUR LES JEUX



AVEC SON NOUD PAPILLON et son vaporisateur monté sur le goulot, le Coca-Cola Spray est le flacon le plus slob qui soit. Un modèle unique pour servir la boisson la plus répandue dans le monde. La firme Coca-Cola a demandé à des artistes de cinquante-trois pays de réinterpréter pour une exposition, le temps des Jeux, sa célèbre bouteille. Elle a reçu de Russie une réplique de la poupée emboîtable matrochka, tandis que l'Angleterre dépeçait un pastiche des alignements de Stonehenge et que les Philippines adressaient une bouteille de 13 mètres de haut en osier, coques de noix de Coco et branches d'acacia.

En France, c'est le couturier Ted Lapidus qui a choisi de voler l'identité d'une bouteille de parfum. « Il fallait que je tape fort, dit-il, en utilisant une symbolique évidente afin de célébrer nos métiers d'art, les métiers de la main. » Son flacon mesure 35 centimètres, mais il est signé par Pochet et du Courval et présenté dans un écrin en forme de tour Eiffel de 3 mètres de haut dû au sculpteur Michel Borge et au brodeur François Lepage. C'est donc la plus banale des bouteilles de soda revisitée par le luxe.

« Je connais deux emballages réussis, affirmait le designer Raymond Loewy : la coquille d'œuf et la bouteille de Coca-Cola. » En atomiseur ?

Les saigneurs des anneaux

Les principaux commanditaires des Jeux d'Atlanta ont versé des sommes astronomiques afin de pouvoir associer à leurs marques les entrelacs des cinq anneaux olympiques, vert, noir, rouge, jaune et bleu, couleurs magiques au point de transformer une banale partie de volley sur la plage en événement mondial.



Les dix premiers sponsors de ces J.O. ont investi plus de 40 millions de dollars chacun (dix fois plus qu'à Los Angeles) dans cette opération de marketing, qui ne se joue pas pour la seule beauté du geste ou le simple plaisir de participer. Pour Kodak, Xerox, Visa ou UPS, il s'agit de gagner, c'est-à-dire de conquérir des parts de marché nouvelles pour leurs produits et d'accroître la notoriété globale de leurs marques. L'objectif clairement affiché est d'arrondir encore plus des chiffres

d'affaires et des bénéfices comptabilisés en milliards de dollars.

Mais en attendant leurs ambitions à la charrette sportive certains saigneurs des anneaux olympiques franchissent parfois les bornes du mauvais goût. Imaginant ainsi réaliser une performance, un fournisseur officiel des Jeux, la société de Chicago Sara Lee, spécialisée dans les produits carnés, a pu faire céder le stade de base-ball d'Atlanta par un hot-dog long de 608 mètres. La « performance » a été enregistrée par le Guinness Book. Un record qui dépasse certainement ceux établis aux championnats de gobous d'œufs et de mangeurs de choux-croustis.

A ce point limite, la promotion est bien sûr indigeste, insupportable. Seuls les actes de piraterie la rendent amusante. Ce sont de petits exercices de contre-offensive commerciale, de purs tours de cochon façon VPE. Effet décapant garanti sur facture. Comme dans la série télévisée « La loi de Los Angeles », une ribambelle d'avocats a été commise par les bères Budweiser, brasseur officiel des Jeux, afin de contraindre un concurrent allemand, Warsteiner, à déguerpir du cercle olympique. Sans résultat. Ce méchant

Teuton a trouvé un emplacement libre pour installer une tente dans ce saint des saints. Avec la ferme intention d'y faire couler à flot ses produits sous prétexte que « les Jeux sont trop courts pour boire de la limonade ».

Des opérations de brigandage analogues sont menées par Heineken ou Samson. Mais c'est sans doute Nike qui a frappé le plus fort : un ancien garage acheté en 1993 et aménagé pour 3 millions par l'équipementier américain est devenu, en toute innocence, un superbe magasin de chaussures, inamalgamable avec son enseigne de 10 mètres qui clignote à la porte, d'un des fournisseurs officiels des Jeux, Reebok.

De tous ceux-ci, c'est Kodak qui a trouvé pour l'heure la meilleure parade. La société japonaise Fuji, qui marchait allègrement sur ses plates-bandes, a dû renoncer à faire une campagne publicitaire associant son sigle au décathlonien américain Dan O'Brien. Les affiches devaient être placardées sur 18 000 panneaux à travers tous les États-Unis. Apparemment, le géant nippon a reculé pour ne pas compromettre ses relations avec la Fédération américaine d'athlétisme. En clair, il avait déjà sa part de gâteau et il ne voulait pas risquer de la perdre.

Les femmes se prennent aux Jeux

Mixité. Plus du tiers des concurrents sont des concurrentes, souvent engagées dans des disciplines « californiennes »

« UNE OLYMPIADE féminine serait impraticable, inintéressante, inesthétique et incorrecte. » C'est sans doute cette mille sentences de Pierre de Coubertin, inventeur des Jeux « modernes », Atlanta s'apprête à célébrer les femmes : 3 779 athlètes pour un total de 10 361 participants prendront part aux compétitions dans vingt-deux des vingt-six disciplines olympiques. Au total, les femmes sont mille de plus qu'à Barcelone, leur effectif grandissant dans une lente évolution qui vient de très loin.

Absentes à Athènes en 1896, les femmes furent douze dans les épreuves de golf et de tennis en 1900 à Paris. Vainqueur en simple et en double mixte, la Britannique Charlotte Cooper est considérée comme la première championne olympique de l'histoire.

Lorsque Pierre de Coubertin conçut les Jeux pour l'exaltation de l'homme, il reçoit le soutien du pape Pie XI qui condamne depuis toujours la pratique féminine du sport. Peu à peu, l'interdit cède du terrain. Les nageuses — d'abord couvertes — apparaissent en 1912, les escrimeuses en 1924. Des épreuves d'athlétisme furent dispensées, au compte-gouttes, en 1928. Il fallut attendre Los Angeles, en 1984, pour voir le premier marathon olympique féminin.

Atlanta, en somme, est le point d'orgue d'une évolution parallèle à celles du siècle, où rien n'est allé de soi. Ainsi Alice Milliat, fondatrice de la Fédération sportive féminine internationale en 1921, elle fut organisée en 1922, à Paris, et en 1926, à Göteborg, pour convoquer le Comité international olympique d'inscrire certaines épreuves d'athlétisme au pro-

gramme de 1928, à Amsterdam. Soixante-huit ans après, les femmes sont en majorité à Atlanta. Non seulement de nombreuses nations comptent sur elles pour améliorer la récolte de médailles, mais encore les médias en ont fait des protagonistes indispensables au spectacle olympique. Il y a ainsi les héroïnes, érigées en modèles. Celles qui soulèvent les montagnes et les intolérances,

Contre la ségrégation

Si les Jeux se féminisent, l'association Atlanta Plus continue de dénoncer la ségrégation dont les sportives sont victimes. Mercredi 17 juillet, des militantes ont fait irruption dans l'hôtel officiel du CIO afin de réclamer plus d'équité dans le sport. Elles ont aussi demandé à Juan Antonio Samaranch d'exclure du mouvement olympique tout pays qui enverrait des délégations sans femmes. Créée en 1992, à la veille des Jeux olympiques de Barcelone, Atlanta Plus avait alors alerté le CIO sur le fait que trente-cinq pays, pour la plupart des nations islamiques, n'avaient envoyé que des délégations masculines ou interdisaient l'accès de certains sports aux femmes. Cette année, Atlanta Plus dénonce l'attitude de ceux qui ont accepté d'intégrer une ou deux femmes en guise d'alibi. Au début du mois, la Fédération internationale des droits de l'homme avait, dans le même sens, saisi la commission des droits de l'homme des Nations unies.

telle Hassiba Boulmerka, l'Algérienne, championne olympique du 1500 mètres, condamnée par les intégristes islamiques parce qu'elle court jambes nues devant des millions d'hommes. La Cubaine Ana Fidelia Quirot, championne du monde du 800 mètres, est, elle, l'incarnation de la volonté pour avoir surmonté les innombrables interventions chirurgicales rendues nécessaires par une très grave brûlure qui semblait condamner sa carrière d'athlète. Marie-Josée Perec, championne olympique 1992 du 400 m, sera, elle, porte-drapeau de la délégation française. Quant aux petites flossées de

comme les équipes de softball et de volley-ball de plage. Car si des concurrentes vont pour la première fois pouvoir rivaliser en triple saut et à l'épée, comme les hommes, ce sont surtout de nouveaux sports un peu abusivement qualifiés de « californiens », comme le VTT, qui offrent aux femmes de nouveaux podiums aux Jeux du centenaire.

Le tournant a été pris en 1972. Richard Nixon signe alors une loi fédérale qui permet aux femmes d'obtenir, comme les hommes, des bourses d'études dans les universités et d'y décrocher des diplômes en envisageant des carrières sportives

prestigieuses. Les femmes profitent ainsi de l'engouement pour le basket-ball, et des chasseurs de tête allouent les campus pour former des équipes qui attirent des centaines de milliers de spectateurs et de télé-spectateurs. Aux États-Unis, les footballeuses de l'équipe nationale sont plus connues que leurs congénères. Et certains commentateurs estiment que la vraie dream team est, cette année, celle de softball.

« PAS CONVENABLE »

Dernière l'hommage aux qualités sportives des femmes, leur pleine installation au sein des Jeux olympiques satisfait de nombreux appétits. En quelques années, les athlètes sont devenues des « supports » pour les sponsors. Nike, qui dorénavant Sergueï Bubka ou Michael Jordan, signe aujourd'hui de juteux contrats avec des femmes, s'ouvrant ainsi le marché féminin de vêtements de sport désormais spécialement créés pour elles. La chaîne américaine NBC, qui détient les droits de retransmission des Jeux (plus de 2,5 milliards de francs), peut espérer conquérir plus de téléspectateurs grâce aux prestations des jeunes femmes. Car les Jeux restent le seul événement sportif qui attire plus de femmes que d'hommes devant les télévisions. Aux États-Unis, elles seront au moins 51 % devant leur petit écran contre 33 % pour une compétition normale. Les publi-

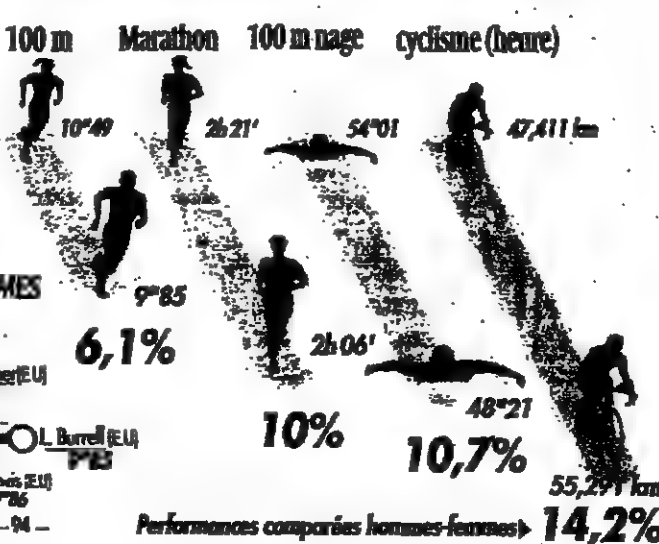
citaires se frottent les mains. Ici, la ménagère de moins de cinquante ans existe aussi.

Photos ou portraits à l'appui, la presse écrite trébuche plus à magnifier cette présence féminine. Tantôt on s'extasie sur la noire Lisa Leslie, basketneuse et mannequin de mode, belle dans l'effort. Tantôt c'est la blonde capitaine de l'équipe de football, Mia Hamm, qui fait la « une » des quotidiens USA Today et New York Times. Du glamour on passe ensuite au sexy, avec le duo américain du volley-ball de plage, Danje Misch et Beate Buhler. Leurs maillots de compétition sont tellement décolletés que les associations féministes s'en sont inquiétées.

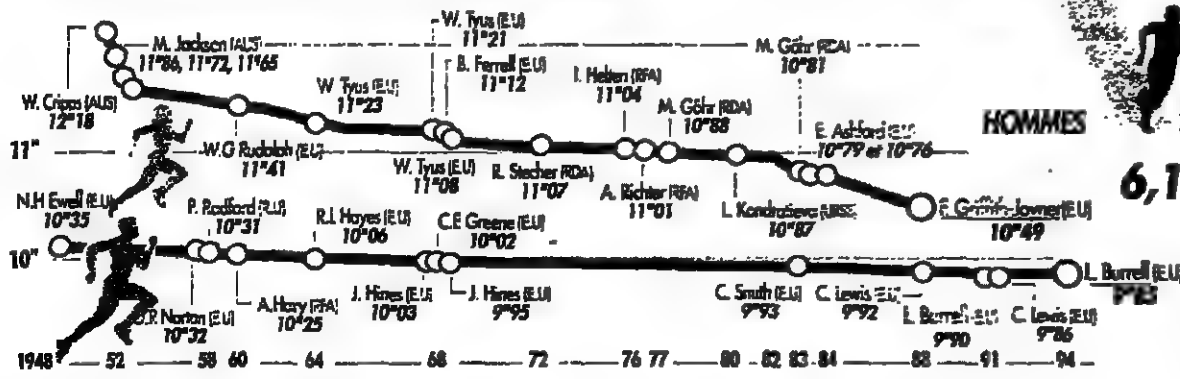
En contrepoint de cette célébration de la femme, et en dépit des (timides) sommations du CIO pour l'intégration d'au moins une femme dans chaque sélection nationale, une vingtaine de délégations, pour la plupart des pays islamiques, ne valaient aligner que des hommes. L'Iran a fait venir une femme, inscrite dans l'épreuve du tir. Shabana Akhtar, unique femme de la délégation pakistanaise, participera au saut en longueur vêtue d'un collant et d'un tee-shirt à manches longues. Dans son pays, elle ne s'entraîne qu'après le coucher du soleil. Elle explique : « Ça ne serait pas convenable ».

Bénédicte Mathieu

LES ÉCARTS HOMMES-FEMMES



Les records du monde du 100 mètres plat



Dot Richardson, avec et sans gant

Softball. La capitaine de l'équipe américaine a arrêté ses études de chirurgie pour gagner sa sélection

ELLES NE chiquent pas, ne crachent pas, jurent modérément. Elles roulettent des mécaniques, mais avec une certaine « classe ». Elles ont gagné tous leurs matches internationaux — cent onze —, sauf un, depuis dix ans. Les joueuses de l'équipe américaine de softball ressemblent à leurs congénères du base-ball même si elles se défendent de vouloir s'approcher de cette version plus dure, trop masculine à leur goût, de leur discipline.

Or, il y a bien longtemps que le softball, l'une des nouvelles disciplines olympiques, n'est plus une version du base-ball réservée aux « filles ». On ne donne pas la balle,

on la lance à plus de 100 km/h : on ne frappe plus, on emboutit. Le spectacle est suffisamment bon pour que les Américains et les producteurs de télévision apprécient. A Atlanta, l'équipe nationale, baptisée « l'autre dream team », est la favorite du tournoi qui rassemble huit pays.

Consacrées par l'olympisme, adultes par un pays avide de médailles, les joueuses de softball sortent tout juste de l'ombre des grandes stars du base-ball. A trente-quatre ans, Dot Richardson, vétérane de l'équipe, a parcouru ce long chemin vers la lumière. Les championnats du monde remportés par trois fois dans une certaine

indifférence, elle les qualifie d'aventures. Les quolibets de beaucoup, hommes ou femmes, elle les rejette avec dédain. Elle est blonde, robuste sans plus. Elle joue troisième base. Elle possède l'un des plus beaux palmiers du sport, amateur ou professionnel.

Comme beaucoup de gaminas aux États-Unis, Dot joue d'abord au base-ball avec son frère. Elle est ensuite repérée par le dirigeant d'une petite ligue de base-ball d'Orlando. « C'était mon rêve, raconte-t-elle. Soudain, quelqu'un me proposait de jouer vraiment. » Las, elle ne sera intégrée parmi les garçons qu'à condition de couper ses cheveux et

de s'appeler Bob. Refus et rejet. Un souvenir cuisant : « Je l'aurais accepté si l'on m'avait dit que je courrais trop lentement. J'étais une fille. »

ELLE POSE LE SCALPEL

Elle découvre le softball et franchit les étapes menant au haut niveau. Boursière de l'université de Southern California (USC), elle peut jouer et étudier la médecine. Lorsque le softball est désigné comme sport olympique, en 1995, Dot Richardson, qui comptait poser son gant pour manier un scalpel de chirurgien, met ses livres de côté afin de réaliser ce qu'elle considère comme le rêve absolu, être une « olympienne ». Pendant la

deuxième guerre mondiale, les femmes avaient remplacé les joueurs de base-ball partis au front, en disputant un tournoi de ligue inventé par les journaux et sponsorisé par les barres de chocolat Hershey. L'expérience avait duré jusqu'en 1949. « Mes sœurs qui ont dix ans de plus que moi et qui avaient joué n'ont pas eu l'occasion de vivre ce que je suis en train de vivre, dit Dot. La beauté de ces Jeux c'est que les femmes s'expriment aujourd'hui au travers du sport. Et que cela est, pour beaucoup, une des choses les plus naturelles du monde. »

B. M.

Alain Merle

La piscine olympique offre aux nageurs un beau bocal à records

Natation. L'architecture du bassin et la composition chimique de l'eau devraient faire gagner du temps aux temps

DE LOIN, on la prendrait volontiers pour une balle aux bestiaux, avec son toit en tôle ondulée, ses lourds pylônes de soutien et l'air assourci d'une bâtisse abritant des bovins. De près, l'impression reste étrange. La piscine olympique de Georgia Tech ne ressemble à rien de connu. Elle est couverte, et pourtant c'est un stade nautique en plein air. Un mélange curieux, mais pas vraiment inesthétique.

Dans l'eau, l'effet est encore plus saisissant. Ses inventeurs ont imaginé les plans de ce bassin olympique en rêvant de le voir engloutir des brassées de records. Et ils ont, semble-t-il, joliment réussi leur coup. « Elle est d'une incroyable rapidité, raconte la sprinteuse américaine Jenny Thompson. Lorsque j'y ai plongé pour la première fois, l'été dernier, je me souviens d'avoir eu la sensation de nager dans du miel. La fluidité de l'eau est incroyable. » Amy Van Dyken, la meilleure américaine sur 50 et 100 m nage libre, ose une explication moins imagée mais tout aussi euphorique. « Ce bassin est tellement rapide, dit-elle dans un sourire gourmand, qu'il est presque difficile de nager lentement. A l'échauffement, il faut faire de réels efforts pour ralentir l'allure. »

RENDRE LES TURBULENCES

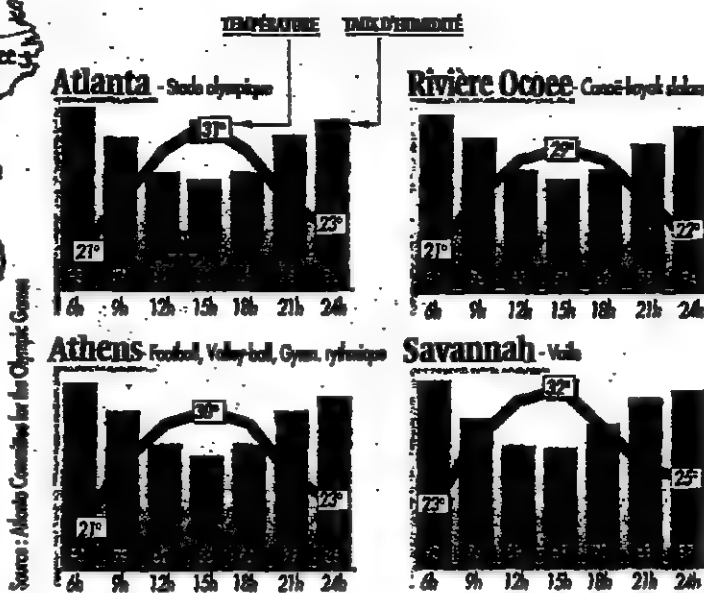
Son secret ? Une eau dont la composition chimique a été l'objet de longs mois d'études. Et surtout, une architecture taillée aux exigences rigoureuses de la haute compétition. La piscine olympique d'Atlanta est de profondeur égale, 3 mètres, d'un mur à l'autre. Ce « détail » offre l'avantage de réduire les turbulences, ennemies éternelles du nageur de compétition. Autre avantage : les gouttières du bassin sont conçues pour avaler les vagues, autres adversaires de la performance.

En août dernier, un seul bain a suffi aux nageurs américains, australiens et japonais pour se convaincre de la qualité de ce bassin.

Aux championnats panpacifiques, le relais 4 x 100 m nage libre masculin des États-Unis a bouclé la compétition par un record du monde dont les experts s'accordaient pourtant à le juger hors de sa portée. Le relais américain, un groupe de sprinters au rayonnement cependant aussi discret qu'un soleil d'hiver, a fait mieux que le temps réalisé aux Jeux de Séoul par Matt Biondi, alors au sommet de sa forme, et ses trois partenaires. Une injure au bon sens dont la piscine olympique d'Atlanta n'est sûrement pas complètement innocente.

POUR LES JOUEURS

Des épreuves de feu



AVEC les records de délégations inscrites et de médailles distribuées, Atlanta devra aussi décrocher le record mondial de la moyenne enregistrée pendant des Jeux olympiques depuis 1968 à Mexico. Bien que le passage du cyclone Bertha ait un peu rafraîchi l'atmosphère avant l'inauguration, les météorologues locaux prévoient qu'il fera en moyenne 88 °F (31,1 °C) dans la capitale de Géorgie, avec des pics à 100 °F (38 °C) en milieu de journée. Il n'avait pas fait plus de 86 °F (30 °C) à Barcelone en 1992 et 85 °F (29,5 °C) à Los Angeles en 1984. Formule idéale pour passer les heures d'attente des degrés Celsius (°C) = (°F - 32) / 9. Atlanta est donc sans cesse menacée de virer au rouge : une dizaine de malaises ont été enregistrés chaque jour par les services médicaux lors des sélections d'athlètes américains, suivies par

30 000 personnes dans un stade qui peut en contenir plus de 80 000. Pour pallier les risques de coup de chaleur, les organisateurs ont installé des vaporisateurs d'eau en nombre. Ils demandent aussi aux spectateurs de se ventiler le plus possible et de boire au moins un demi-litre d'eau par heure.

Le comité d'organisation (ACOG) a commandé 12 000 tonnes de glace à rafraîchir dans huit usines de la région. Acheminée par camions de 25 tonnes, elle sera disponible afin de faire baisser la température corporelle des spectateurs et d'atténuer les coups de chaleur. Les athlètes et les officiels olympiques les plus exposés. Mais la première conséquence de cette opération a été de faire flamber la glace : le prix du sac de glaçons est passé de 4,50 à 6,25 dollars aux cours des dernières semaines dans l'agglomération d'Atlanta.

PROGRAMME DU SAMEDI 20 JUILLET (heure française)[illegible]

sion depuis les boycottages de Moscou (1986) et de Los Angeles (1984), et qui déborde aujourd'hui les prosaïques frontières de la politique. Le CIO n'est pas peu fier de rassembler à Atlanta plus de pays que l'Organisation des Nations unies (ONU).

ATLANTA MATTEINDO
Depuis les Jeux de Barcelone, vingt-cinq comités nationaux sont venus grossir les rangs du mouvement. Pour la Bosnie, l'essentiel est d'être là : « L'important pour nous après la guerre, c'est d'être présents aux côtés des autres nations », a dit Iruhin Filipovic, secrétaire général du Comité olympique national de Bosnie-Herzégovine. D'autres nourrissent quelques ambitions. Ainsi, la République fédérale de Yougoslavie, à peine de retour sur la scène internationale, espère monter sur le podium quatre ou cinq fois, notamment grâce à ses équipes de basket-ball, de volleyball et de water-polo.

Atlanta connaîtra un afflux inattendu d'athlètes : 11 200 selon

un officiel australien, au lieu des 10 780 prévus. Au CIO, on n'a réperé qu'une poignée de clandestins : des athlètes amenés par leur pays alors qu'ils n'étaient pas qualifiés, dans l'espoir de forcer la participation. « Nous cherchons actuellement une solution pour deux Centafricains, trois Tchadiens et trois ou quatre Rwandais », explique François Carrard, le directeur général du CIO. On n'organise pas le plus grand rassemblement international de la planète sans connaître quelques sous-cs d'intendance.

Mais, plus que le nombre de pays participants, c'est l'esprit des lieux, leur poids et leur influence qui importe à Juan Antonio Samaranch, président du CJO. Non pas la taille, mais la grandeur de l'Olympisme. Ne se réjouissait-il pas, lundi 15 juillet sur une chaîne de télévision américaine, que son mouvement « soit *plus important que l'Eglise catholique* » ?

Cette église-là ne faillit jamais à son devoir d'accueil. Ainsi, la 11-
bye, au ban de la communauté internationale et visée par un em-

bargo aérien et militaire de l'ONU, sera représentée par quatre athlètes, un judoka et un coureur cycliste.

La trêve olympique est arrivée trop tard pour Abdoul Hameed, un boxeur afghan blessé par un tir de roquettes au moment de disputer les éliminatoires. Ses quinze camarades présents à Atlanta n'ont guère de chances de briller, en raison de leurs conditions déplôrables de préparation. C'est la troisième fois que des sportifs de Kaboul participent aux Jeux. Comme à Moscou (1980) et à Séoul (1988), ils représentent un pays en guerre.

Le plus fort symbole de l'occursénisme militant déployé par le CIO est l'arrivée d'une vingtaine de sportifs nord-coréens, impeccablement mis dans leurs blazers bleus et pantalons blancs. Lorsque le drapeau de la Corée du Nord est monté au mat, lundi 15 juillet au village olympique, la partie était définitivement gagnée pour Juan Antonio Samaranch. Ce pays avait été le dernier à donner son accord, en janvier, après que Jimmy Carter eut déployé des tréfors de diplomate. Les deux Corées se côtoient à Atlanta, comme l'Iran et l'Irak, la Bosnie et la Yougoslavie, la Chine et Taiwan.

Seul accroc à l'idylle que tablent : l'objection du nouveau gouvernement israélien à ce que les trois sportifs venus de la bande de Gaza participent à leurs premiers Jeux au nom de l'État palestinien. La requête israélienne a été balayée par le CIO, qui y voyait, selon François Carrard, « une manœuvre politique de dernière minute ». Le drapeau de la Palestine flottera donc sur l'Atlantida alors que les négociations sur le statut définitif de la Palestine n'ont, pas encore commencé. Sans doute parce que les lois de la diplomatie olympique veulent aller « plus haut, plus loin, plus fort ».

Jean-Jacques Bozonnet



L'eau minérale de Vittel est une eau naturelle, riche en sels minéraux, qui vous apporte fraîcheur et vitalité. Elle est idéale pour rafraîchir votre organisme et vous revitaliser. Vittel, c'est la fraîcheur d'une eau naturelle.

POUR LES ATHLÈTES DU QUOTIDIEN.
FOURNISSEUR OFFICIEL DE L'ÉQUIPE DE FRANCE OLYMPIQUE.

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 20 JUILLET 1996

FINANCES Un remaniement en profondeur du système bancaire français semble imminent. Il est devenu indispensable pour permettre aux établissements de faire face à une

concurrence toujours plus forte. ● LA PREMIÈRE ÉTAPE concerne l'évolution du statut des activités financières de La Poste et des caisses d'épargne. Elle pourrait se traduire par la création

d'une Banque postale et la « banalisation » des caisses d'épargne qui deviendraient un réseau mutualiste. ● L'AUTRE GRAND CHANGEMENT va découler de la nécessité pour l'Etat

de céder certaines de ses participations. Depuis fin 1995, le groupe bancaire CIC est officiellement à vendre et le Crédit lyonnais a besoin d'être adossé. ● DANS LA SPHÈRE PRIVÉE,

des banques comme la Société générale, Paribas, la BNP et des compagnies d'assurances comme AXA ou l'UAP ne pourront pas rester à l'écart des regroupements.

Les grandes manœuvres sont engagées dans le système bancaire

Les pouvoirs publics étudient la création d'une Banque postale et songent à la « banalisation » des caisses d'épargne. Les regroupements à venir pourraient aussi concerner les compagnies d'assurances

LE SYSTÈME financier français se trouve à l'aube d'un remaniement en profondeur. Il s'agit à la fois du seul moyen de redonner à des banques affaiblies la possibilité de se développer et de lutter contre une concurrence mondiale et d'une conséquence de la nécessité pour l'Etat-actionnaire de céder certaines de ses participations. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, en a fait une des conditions du rétablissement des établissements financiers. En constatant, dimanche 14 juillet, la faiblesse de la rentabilité des banques françaises, Jacques Chirac s'est également placé dans cette perspective.

Pour le secteur bancaire, ministère, il s'agit d'une question de survie. Après avoir tant bien que mal survécu dans les années 80 les énormes provisions nécessaires pour couvrir les risques-pays amassés au cours de la décennie précédente, les banques ont eu à affronter successivement les faillites en chaîne des petites et moyennes entreprises et une crise immobilière sans précédent. Elles en sont sorties épuisées. Si l'essentiel de l'effort à fournir pour réviser le secteur doit venir des établissements eux-mêmes, il ne peut cependant être efficace que dans un environnement où existe une règle commune à tous les acteurs exerçant une activité financière.

De ce point de vue, l'un des grands changements attendus dans les mois qui viennent est d'ordre statutaire. Il concerne La Poste et les caisses d'épargne, deux institutions qui labourent consciencieusement les terres des banques.

S'agissant de La Poste, qui offre de plus en plus de produits financiers à ses clients, le gouvernement

étudie actuellement la scission de ses activités postales et bancaires. Une réflexion qui pourrait déboucher sur la création d'une Banque postale, dotée de fonds propres et régie par les mêmes règles que les banques. Quant aux caisses d'épargne, leur « banalisation » est plus que jamais à l'ordre du jour. Elles disposent de fonds propres de plus de 60 milliards de francs qui n'appartiennent à personne et

l'Etat a englouti 2 milliards de francs. Enfin, une étude, même rapide, permet de voir la complémentarité entre les caisses d'épargne et le groupe bancaire CIC. Les premières sont fortement implantées auprès des particuliers, le second détiend une part importante du marché des PME.

Ni la direction du Trésor ni le ministre des finances ne sont actuellement prêts à provoquer un tollé

gure toujours sur la liste des privatisables. Depuis fin 1995, le groupe bancaire CIC est officiellement à vendre. Il est détenu par la compagnie d'assurance publique GAN, dont le redressement exige un désempolement massif. Le président du GAN, Jean-Jacques Bonnaud, a évalué le groupe bancaire - qui devrait annoncer un bénéfice 1996 de l'ordre de 650 millions de francs - à environ 13 milliards de francs. Mais les candidats sérieux ne se bousculent pas. La Société générale hésite entre un renforcement hexagonal et le développement de ses activités aux Etats-Unis. La BNP, très intéressée par un réseau qui compléterait le sien, n'a pas les moyens de se l'offrir. La lourdeur de l'investissement et la volonté de Jean-Jacques Bonnaud de conserver un lien capitalistique avec le CIC ne facilitent pas la transaction. Baisser le prix obligerait le GAN à afficher des moindres valeurs, ce que ni la compagnie d'assurances ni l'Etat ne sont prêts à faire. Le dossier s'avance donc pas.

Les pouvoirs publics vont également devoir se pencher à nouveau sur le cas du Crédit lyonnais. Malgré un second plan de sauvetage et la sortie de 135 milliards de francs d'actifs de son bilan, la banque publique ne parvient pas à se rétablir. Pour nombre d'observateurs, un adossement est inévitable à plus ou moins longue échéance. Enfin, hors de la sphère publique, des mouvements pourraient également avoir lieu. Le Crédit commercial de France est toujours cité comme une proie alléchante. Paribas cherche toujours à vendre le Crédit du Nord, un objectif qui pourrait être facilité par le redressement en cours de la banque.

L'ensemble de la donne bancaire va se trouver modifiée. Mais cette onde de choc devrait largement

dépasser le strict périmètre des établissements financiers. Le maillage des participations entre les banques et les compagnies d'assurances, l'activité de bancassurance, par laquelle les compagnies d'assurances distribuent de plus en plus de produits financiers, font que les manœuvres d'un secteur entraîneront mécaniquement des mouvements dans l'autre. A ce jeu de dominos se superpose la straté-

deux actionnaires principaux de Paribas sont les AGF et AXA. La Société générale détient 5 % des AGE.

LES ÉTRANGERS INTÉRESSÉS S'il parvient à se délester du CIC, le GAN n'en sera pas pour autant tiré d'affaire, sauf à céder la totalité de ses créances immobilières - ce qu'il étudie actuellement -, qui pèsent lourdement sur ses

Le Crédit lyonnais négocie son plan social

La direction et le comité central d'entreprise du Crédit lyonnais devaient se retrouver, vendredi 19 juillet, pour entamer des négociations au sujet d'un troisième plan social. Alors que la direction avait annoncé la suppression de 5 000 emplois d'ici à la fin 1998 (*Le Monde* du 26 juin), le projet soumis aux représentants du personnel prévoit 4 000 suppressions de postes d'ici à fin 1997 et environ 2 000 transferts.

La direction n'estime pas possible d'être plus précise aujourd'hui, mais n'exclut pas la présentation d'un plan complémentaire pour le début de l'année 1997. La consultation du comité central d'entreprise ne fait que commencer : deux autres réunions sont prévues les 5 septembre et 10 octobre. Parallèlement, des négociations vont s'ouvrir, dans le cadre du nouvel article 39 de la loi quinquennale, sur la réduction du temps de travail. Mais celles-ci s'annoncent plus difficiles que prévu.

n'ont donc pas obligation de les rémunérer. Les caisses d'épargne deviendraient un établissement comme les autres et se retrouveraient au cœur des grandes manœuvres en cours.

Un des schémas étudiés par les pouvoirs publics pour tenter de remettre à flot le Crédit lyonnais, qui a perdu en 1995 près de 11 milliards de francs, était d'adosser l'institution aux caisses d'épargne. Une offre que ces dernières ont poliment, mais fermement, déclinée. En revanche, la voie leur semble libre pour la reprise de la Société marseillaise de crédit (SMC), un autre canard boiteux dans lequel

général de la part des banques en envisageant un rapprochement entre l'un des plus importants réseaux bancaires français et les Caisses d'épargne. Pourtant, elles sont, avec le Crédit agricole, pratiquement les seules en France à disposer d'une trésorerie suffisante pour faire de la croissance externe. Le Crédit agricole l'a montré récemment en rachetant la banque indienne au groupe Suez.

LES PRIVATISABLES L'autre grand changement va découler de la nécessité pour l'Etat de céder certaines de ses participations. La petite Banque Hervet fi-

Le statut étrange des caisses d'épargne

Les caisses d'épargne ont un statut juridique tout à fait particulier puisqu'elles n'ont pas de propriétaires et pas d'actionnaires. Certes, des représentants des clients et des élus locaux se retrouvent au sein des conseils de surveillance et d'orientation des différentes caisses, mais il ne s'agit pas de sociétés tels qu'ils existent dans les banques mutualistes et coopératives. Les 62 milliards de francs de fonds propres (plus que la BNP ou la Société générale) des caisses appartiennent donc... à la nation.

Un système qui présente des inconvénients, puisque la technocratie des caisses d'épargne n'a de compte à rendre à personne. Les réseaux bancaires en profitent pour accuser les caisses d'épargne de concurrence déloyale en estimant qu'elles n'ont pas à rémunérer leurs fonds propres et prennent des risques inconsidérés. Les pouvoirs publics sont sensibles à ces arguments et pourraient pousser les caisses à devenir mutualistes.

gie des sociétés d'assurances elles-mêmes.

AXA a annoncé, il y a quelques jours, disposer « au bas mot d'un trésor de guerre de 30 milliards de francs ». La mutuelle, présidée par Claude Bédaric, très présente aux Etats-Unis et en Australie, a jusqu'à présent un peu délaissé l'Europe. Les AGF, récemment privatisés et qui ne sont protégés par aucun noyau dur, ou l'UAP qui traverse la passe la plus délicate de son histoire, pourraient devenir des proies faciles. Or, l'UAP est le premier actionnaire de la BNP et réciproquement. Ils sont tous les deux dans le groupe Suez. Les

comptes. Aura-t-il alors la taille suffisante pour conserver sa place sur le marché sans s'adosser ?

Les étrangers, dont la santé financière est autrement plus florissante que celle des établissements français, regardent avec de plus en plus d'intérêt le marché français. L'assureur italien Generali, l'américain AIG, les néerlandais ING et ABN-Amro, les suisses, la Deutsche Bank ou Allianz, pour ne citer qu'eux, pourraient devenir des acteurs prépondérants du mouvement de restructuration qui s'amorce.

Babette Stern

Le président de la Réserve fédérale américaine se déclare prêt à relever les taux si les menaces inflationnistes se confirment

WASHINGTON

de notre correspondant

Après les journées de fièvre qu'ont connues les Bourses européennes dans le sillage de Wall Street, les marchés financiers attendaient avec impatience les déclarations d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui était attendu, jeudi 18 juillet, par la commission bancaire du Sénat.

Du diagnostic de M. Greenspan sur l'état de l'économie, c'est-à-dire de son jugement sur la nécessité de freiner ou non la croissance par une action sur les taux d'intérêt, afin d'éviter une dérive inflationniste, dépend dans une large mesure l'état d'esprit des investisseurs et analystes financiers : des propos pessimistes auraient fait de déclencher une chute boursière identique à celle qu'il s'est produite ces derniers jours.

Le président de la Fed, connu pour son talent à éluder les questions trop précises, était conscient de l'enjeu, et il s'est montré encore plus circonspect qu'à l'accoutumée, sans pour autant cacher un fait reconnu par tous les économistes : la croissance de l'économie américaine, qui a connu une progression plus forte que prévu au premier semestre, devrait ralentir dans les prochains mois, et la hausse des prix, bien que mesurée, semble s'engager dans une courbe ascendante. Certains signes montrent que l'épisode d'une évolution favorable de l'inflation « pourrait bien s'achever », a-t-il indiqué.

M. Greenspan, dont la nomination à un troisième mandat à la tête de la banque centrale américaine a été confirmée au mois de juin par le Sénat, a souligné que, si « une intensification des pressions inflationnistes devait remettre en cause la longévité de l'expansion

économique », le comité monétaire de la Fed n'hésiterait pas à « durcir les conditions du crédit ». Ce mélange de prudence et de détermination a, semble-t-il, rempli son rôle : après les déclarations du président de la Fed, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a fini la journée sur un gain de plus de 87 points (+1,6 %).

CONCURRENCE ET INSECURITE La Réserve fédérale prévoit une augmentation du produit intérieur brut (PIB) comprise entre 2,5 % et 2,75 % cette année, puis un ralentissement situé entre 1,75 % et 2,25 % en 1997. Quant à l'augmen-

Un tout petit geste de la Banque de France

La Banque de France a guidé, vendredi matin 19 juillet, une baisse d'un seizième de point du niveau de l'argent au jour le jour, ramené de 3,63 % à 3,57 %. La veille, son conseil avait choisi de ne pas modifier sa politique monétaire. Il avait laissé inchangés ses deux principaux taux directeurs, restant sourd à l'appel lancé, dimanche 14 juillet, par le ministre de la République, Jacques Chirac avait dénoncé, lors de son intervention télévisée, « le niveau nettement trop élevé des taux d'intérêt » et estimé qu'il existait « une marge de baisse importante ».

En optant pour le statu quo, la Banque de France avait tenu à réaffirmer avec force son indépendance à l'égard du pouvoir politique. Elle avait aussi jugé que la nervosité actuelle des marchés financiers internationaux (chute de Wall Street, plongeon du dollar), se prêtait mal à une initiative monétaire.

tation des prix, elle devrait s'établir entre 3 et 3,25 % en 1996, et entre 2,75 et 3 % l'année suivante. Toute la question, bien sûr, est de savoir si ce freinage de la croissance et de l'inflation interviendront à temps, rendant inutile une action sur le loyer de l'argent, lors de la prochaine réunion du comité monétaire de la Fed, le 20 août, voire avant cette échéance.

Les analystes financiers sont partagés sur ce sujet, mais la majorité d'entre eux prédisent une légère remontée des taux d'intérêt à court terme, actuellement fixés à 5,25 %. Alan Greenspan a souligné que la concurrence globale, ainsi que le sentiment d'insécurité de l'emploi, qui incite les salariés à accepter de faibles augmentations de salaires, sont autant de facteurs qui agissent comme un frein sur l'inflation, mais il n'a pas nié l'existence de signes de tension sur les salaires et les prix. De nombreux indicateurs confirment ce diagnostic : les créations d'emplois progressent à un rythme deux fois plus rapide que celui de la main-d'œuvre, ce qui entraîne un taux de chômage de 5,3 %, soit le niveau le plus bas depuis six ans.

En juin, les salaires ont augmenté plus vite que l'évolution des prix, renforçant le pouvoir d'achat des Américains. Le salaire horaire a notamment grimpé de 3,2 % en un an. L'économie dans son ensemble ne montre aucun signe de ralentissement, au contraire. L'industrie a écoulé ses stocks beaucoup plus rapidement que prévu, ceux-ci ne progressant que de 2,5 % en rythme annuel, contre 6,3 % en 1995.

Cette conjoncture favorable conduit à relativiser l'ampleur du phénomène de l'« anxiété économique », dont on a beaucoup parlé. Celle-ci existe, surtout au sein de la classe moyenne, mais elle est

notamment due au développement de certaines formes d'emplois précaires.

Globalement, et bien que l'écart des revenus ne cesse de s'élargir, la richesse individuelle s'accroît. Outre la progression du pouvoir d'achat, la frénésie boursière des Américains est un signe éloquent : selon le *Wall Street Journal*, 38,3 % des ménages détenaient des actions en 1992, contre 33 % en 1983. C'est pourquoi les « coups de sang » de Wall Street, au-delà de leurs répercussions sur les Bourses européennes, ont tant d'importance aux Etats-Unis. Il reste que cette croissance soutenue n'est pas exempte d'effets pervers, en particulier sur l'évolution du commerce extérieur, qui est marqué par un déséquilibre croissant : les Américains consomment à un rythme soutenu, mais en particulier des biens d'importation.

PROCHAINES SEMAINES DÉCISIVES

En mai, selon les chiffres rendus publics, jeudi, par l'administration, le déficit commercial a augmenté de 13,2 %, s'établissant à 107,6 milliards de dollars (environ 538 milliards de francs), soit un niveau sans précédent depuis sept ans. Même s'il est moins déterminant que celui de l'inflation, il s'agit là d'un élément parmi d'autres qui pourrait pousser la Fed à agir. Les semaines à venir vont être décisives : si les prochains indices montrent un ralentissement de la croissance, la Réserve fédérale continuera d'adopter une attitude de wait and see.

Dans le cas inverse, Alan Greenspan n'hésitera pas à tuer dans l'œuf toute menace inflationniste, quitte à inquiéter la Maison Blanche, à trois mois de l'élection présidentielle.

Laurent Zecchini

Fiat souhaite des mesures de soutien au marché automobile

L'ADMINISTRATEUR délégué du groupe industriel italien Fiat, Paolo Cantarella, a réclamé jeudi 18 juillet des mesures de soutien au marché automobile italien. Lors d'une audition à Rome, au Sénat, M. Cantarella a évoqué la reprise enregistrée sur le marché européen, alors qu'en Italie « c'est le calme plat ». Il a souligné que le marché européen est pratiquement remonté entre 1994 et 1995 à ses niveaux d'avant la crise (les ventes avaient reculé de 16 % en un an, en 1993) et ne doit plus récupérer que 2 %. En Italie, le marché a chuté de 28 % et doit encore remonter de 26 %.

M. Cantarella a longuement cité l'exemple de la France, et notamment les interventions décidées par le gouvernement d'Edouard Balladur, puis par celui d'Alain Juppé. M. Cantarella a souligné que ces mesures n'ont pas pesé sur le budget de l'Etat car « elles sont plus qu'autofinancées ».

DÉPÊCHES

■ FRANCE TÉLÉCOM : l'exploitant téléphonique français est évalué à 147 milliards de francs par BZW (banque Barclays). Dans un rapport publié le 18 juillet, la banque note qu'il ne devrait pas avoir à « remonter de déficit de productivité significatif », même si la concurrence devrait lui prendre chaque année 2,5 % de son marché. La progression du chiffre d'affaires devrait se ralentir, les télécommunications mobiles, valorisées à 48 milliards de francs, devant être le principal relais de croissance.

■ SGS-THOMSON : la Commission européenne a indiqué, le 18 juillet, enquêter sur la validité d'une aide du gouvernement italien à un projet de recherche-développement du fabricant de semi-conducteurs. Parallèlement, France Télécom et CEA-Industrie, deux des actionnaires français de SGS-Thomson, ont annoncé le même jour qu'il « n'existe pas de projet en cours visant à modifier la répartition du capital ».

■ LICENT TECHNOLOGIES : le fabricant américain de matériels téléphoniques a annoncé, le 18 juillet, que les 80 % de son capital encore détenus par AT&T seront distribués aux détenteurs de titres AT&T le 30 septembre.

■ BASF : le chimiste allemand BASF a annoncé, le 18 juillet, un plan de restructuration de sa division produits d'entretien, qui va se solder par neuf cents suppressions d'emplois à Ludwigshafen (sur un total de 6 630) d'ici à fin 1998.

■ MÉTRO LONDONIEN : le métro de Londres a été, jeudi 18 juillet, presque entièrement paralysé par une grève des conducteurs - la quatrième depuis la fin du mois de juin. Le conflit porte sur l'interprétation d'un accord signé en 1995 prévoyant une réduction du temps de travail d'une heure, à 37 h 30.

■ INTERDISCOUNT : l'assemblée générale des actionnaires d'Interdiscount, réunie jeudi à Berne, a approuvé le plan de dissolution du groupe et la vente de la filiale française au groupe belge Spector Photo pour 1 franc.

■ ROLLS ROYCE : le groupe britannique Rolls Royce a annoncé, vendredi 19 juillet, qu'il souhaitait se retirer du marché des grandes turbines vapeur pour la production d'électricité et se concentrer sur les petites et moyennes turbines à gaz. Les activités mises en vente ont représenté un chiffre d'affaires de 280 millions de livres (2,1 milliards de francs) en 1995 et employaient 2 500 personnes.

■ LE CONSEIL de la politique monétaire de la Banque de France a choisi, jeudi, de maintenir ses taux directeurs. Il a laissé inchangé, à 3,55 %, le niveau de ses appels d'offres.

NEW YORK DOW JONES	LONDRES FT 100	MILAN MIB 30	FRANCFORT DAX 30
-----------------------	-------------------	-----------------	---------------------

CAC 20:5 jours

niques se poursuivaient sur les principales valeurs du CAC 40, affectées par la tourmente du début de la semaine. Pinault-Printemps gagne 1,71 %, LVMH 1,20 %.

marquer son opposition, un fonds danois a vendu sa participation de 345 millions de francs détenue dans le capital de Total.

	18/07	17/07
Alcoa	56,00	56,25
American Express	61,12	61,12
Allied Signal	55,25	54,62
AT & T	54	56,25
Bethlehem	10,57	10,57
Boeing Co	88,12	88,37
Chrysler Inc.	67,50	68,75
Chemical Corp.	55,75	57,12
Co-Coke Co	47,37	46
Disney Corp.	57,37	56,25
Du Pont Nemours&Co	75,50	74,75
Eastman Kodak Co	74,75	72,87
Exxon Corp.	85,75	85,12
Gen. Electric Co	82,37	82,37
Goodyear T & Rubber	43,62	43,62
IBM	94,25	94,12
Intl Paper	39,25	39,25
J.P. Morgan Co	84,50	84,50
Mt. Dean (Borg)	45,00	46,37
Monroe & Co Inc.	64,62	62,37
Minnesota Mtg.&Bldg	65,12	65
Miller Electric	107	99,37
Procter & Gamble Co	45,25	44,37
Sears Roebuck & Co	46,25	46
Texaco	86,37	85,12
Union Carbide	56,67	57
Westingh. Electric	118,75	118,75
Woolworth	20,62	20,62

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	Coups as 1987	Coups as 1787	Var. %
Paris CAC 40	2007.26	—	+0.61
New-York DJ Indust.	5414.98	—	+0.70
Londy/Nikkei	22848	—	+4.16
Tokyo/F100	3693.40	—	+0.95
Frankfurt/Dax 30	2306.22	—	+0.36
Frankfurt/Commer.	686.06	—	+0.29
Buenos Aires 20	2003.82	—	—
Sao Paulo/Contel	1752.40	—	—
Milano/MIB 30	984	—	—
Amsterdam/Ce. Cha	382.60	—	+0.72
Madrid/Ibex 35	556.40	—	+0.66
Stockholm/MSI	1465.25	—	—
Korea F150	2693.40	—	+0.54
Hong Kong/Hang S.	10711.20	—	+0.95

Dow Jones

	1980	1985
Alcoa	56.50	56.50
American Express	62.12	62.12
Amfed Signal	55.25	54.62
AT & T	56.50	56.50
Bethlehem	10.37	10.37
Boeing Co	88.12	85.35
Caterpillar Inc.	67.50	65.75
Chrysler Corp.	58.75	57.12
Comcast Co	7.37	46
Disney Corp.	7.37	56.25
Du Pont Nemours & Co	75.50	74.25
Eastman Kodak Co	74.75	72.87
Exxon Corp.	85.75	82.50
General Electric	62.50	62.25
Goodyear Tire & Rubber	43.62	43.57
IBM	94.25	94.12
Intl Paper	39.25	38.37
J & J McKays Co	6.50	58.62
Mar. Don Douglas	57.50	56.62
Merck & Co Inc.	64.62	62.37
Minnesotta Mng. & Mfg	65.12	65
Phillips Morris	101	95.37
Procter & Gamble Co	62.50	54.37
Sears Roebuck & Co	46.25	46
Teraco	86.37	85.12
Union Carb.	56.87	57
Wm. S. Kieser	105	105
Westingh. Electric	17.75	16.67
Woolworth	20.62	20

PRINCIPAUX ÉCARTS

AD SECOND MARCHÉ		
	Cours au	Var. %
HAUSSES, 12h30	1987	1807
Troisvay Casvin #	78,90	+6,62
CA Lorraine/L. Lohr #	210	+5,5
C.F.F. #	236,20	+3,97
ADA	324	+3,51
GEA #	218	+4,69

BAISSES, 12h30		
	Cours au	Var. %
	1987	1807
Dapra-Mallincaud	14,90	-8,87
GEPRIMA #	103,20	-1,6

1 - Energie	1471,20	1468,44
2 - Produits de base	1474,07	1475,28

3 - Construction	147,61	347,72
4 - Biens d'équip.	1050,16	885,94
5 - Automobile	1652	1.667.51
6 - Biens consom.	2990,50	2.568,23
7 - Indus. agro-alim.	1491,53	3492,53
Services	5777,04	1267,58
8 - Distribution	2912,66	2852,34
9 - Autres services	1054,03	3046,84
Sociétés financières	984,75	391,37
10 - Immobiliser	672,99	680,00
11 - Services financ.	969,60	3.965,33
12 - Sociétés Invest.	1314,69	5139,33

FRANCFORT

	1987
Allye Holding N	2819
Alcatel	41,88
Avner AG	52
Bay Hing/Werchelsb	41,78
Bay Vreimetal	49,05
BMW	844
Commerzbank	965
Continental AG	24,11
Daimler-Benz AG	78
Deutsche	507,50
Deutsche Bank AG	67,80
Deutsche Bank AG	74,30
Dräger BK AG FR	39,60
Electrolux	61
Hoechst AG	59,50
Karstadt AG	548
Karthurf Holding	970
Lytle AG	920
DTL Lohrstein AG	210
MTG	589
Mannesmann AG	536,70
Metzlars AG	26,10
Prestuss AG	567,50
Rwe	55
Schering AG	101,50
Siemens AG	76,21
Thyssen	221
Veba AG	77,57
Viel	583

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	PARIS/NEW YORK	PARIS/NEW YORK
↗	↘	↗	→	→	↘
Jour le Jour	OUT 10 ans	Jour le Jour	Bonds 10 ans	Jour le Jour	Bonds 10 ans

l'agrégat monétaire M3

3,0608	1,4922	108,5000	3,3880	7,8185
--------	--------	----------	--------	--------

un ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis au second semestre. Il a affirmé qu'un resserrement de la politique monétaire ne serait envisagé que si les tensions inflationnistes prenaient de l'ampleur.

Le franc était stable, vendredi matin, face à la monnaie allemande. Le *mark* s'inscrivait à 3,3875 francs pour 1 *deutschemark*. Le livre sterling restait faible, cotant 2,3062 *marks* et 7,8116 francs.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	18/07	18/07	17/07	17/07
Jour le jour	52,500	—	53,500	—
1 mois	53,601	3,75	54,411	3,76
3 mois	53,913	3,69	54,927	3,67
6 mois	53,997	3,91	55,005	3,91
1 an	54,067	4,14	55,124	4,25
PBOR FRANCIS				
Pbor Franc3 1 mois	20,500	—	20,500	—
Pbor Franc3 3 mois	20,500	—	20,500	—
Pbor Franc6 6 mois	20,500	—	20,500	—
Pbor Franc9 9 mois	20,475	—	20,400	—
Pbor Franc12 12 mois	20,525	—	20,475	—
PBOR ECU				
Pbor Ecu 3 mois	1,46,600	—	1,46,600	—
Pbor Ecu 6 mois	1,46,600	—	1,46,600	—
Pbor Ecu 11 mois	1,46,600	—	1,46,600	—

MATIE

Échéance 1997	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier arbit
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 96	113074	122,96	122,98	122,94	122,96
Déc. 96	2888	121,58	121,58	121,58	121,58
Mars 97	24	121,24	121,24	121,24	121,24
juin 97					
PIB 3 MOIS					
Sept. 96	26114	96,12	96,12	96,10	96,10

Mars 97	1013	17,23%	95,76	95,76
Juin 97	2923	2,95%	95,53	95,51

ECU LONG TERME

Mars 97	8013	13.550,21	85,78	25.570,71	25,71
juin 97	2523	13.550,21	85,78	25.570,71	25,71
ECU LONG TERME					
Sept. 96	1700	1.380,56	91,48	1.380,56	91,48
Dec. 96	—	1.380,56	91,48	1.380,56	89

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

échéances 1807	volumes	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
juillet 96	11188	2002,50	2019	2002,50	2019
AOût 96	216	2002,50	2021	2002,50	2015
Sept. 96	114	2002,50	2030,50	2002,50	2021,50
Dec. 96	500	2002,50	2049	2002,50	2040

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES		
	18/07	17/07
Dow-Jones comptant	212,89	213,18
Dow-Jones à terme	342,29	346,30
CRA	245,30	246,35

MÉTALLS (Londres)		\$/tonne
Cuivre comptant	1952	1985
Cuivre à 3 mois	1867	1878
Aluminium comptant	1441,50	1454
Aluminium à 3 mois	1478	1489

MÉTALX (New-York)		\$/once
Argent à terme	4,96	4,97

MÉTALLUX (New-York)		\$/once
Argent à terme	4,96	4,97
Platine à terme	394,50	394,50
Palladium		
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		\$/bushel
Blé (Chicago)	4,64	4,64
Mais (Chicago)	4,81	4,80
Grain. soja (Chicago)	7,92	8,08
Tour. soia (Chicago)	349,70	351
GRAINES, DENRÉES (Londres)		\$/tonne
P. de terre (Londres)	—	—
Orge (Londres)	—	—
SOFTS		
Cacao (New-York)	1291	1291,50
Café (New-York)	1291	1291,50
Sucre blanc (Paris)	1517,96	1517,96
OLÉAGINEUX, AGRUMES		
Colton (New-York)	0,71	0,71
Jus d'orange (New-York)	1,23	1,23

سك ان اقول

LE MONDE / SAMEDI 20 JUILLET 1996 / 19

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOUR DE FRANCE Le Néerlandais Bart Vostkamp s'est imposé, jeudi 18 juillet, à Hendaye de la dix-huitième étape. Le coureur de TVM, totalement inconnu jusqu'alors, a devancé au sprint l'Alle-

mand Christian Henn, tandis que l'Italien Alberto Elli a pris la troisième place. Cette étape de transition a été marquée par la protestation des motards de presse après l'accident dont ont été vic-



times mercredi deux d'entre eux. L'équipe ALLEMANDE TELEKOM, en remportant le maillot jaune, le trophée du meilleur jeune et celui du classement par points, a largement dominé l'épreuve.

Seuls les hommes de Festina lui ont opposé une certaine résistance. LE TOUR A PERMIS de découvrir les routes de France, le « terrain de sport » des coureurs, qui font l'objet d'une préparation minutieuse.

Bjarne Riis et ses compagnons collectionnent les premières places

Avant le contre-la-montre de Bordeaux et l'arrivée sur les Champs-Élysées, les positions semblent quelque peu figées dans une épreuve qui aura été marquée du début à la fin par la domination des maillots de l'équipe Deutsche Telekom

HENDAYE
de notre envoyé spécial
A quelques centaines de mètres de la ligne d'arrivée à Hendaye, jeudi 18 juillet, on crut, une nouvelle fois, que la victoire d'étape allait tomber dans l'escarcelle déjà outrageusement remplie de l'équipe Deutsche Telekom. Mais Christian Henn, le champion d'Allemagne, trop sûr de son fait, se fit passer, comme un bleu par le timide néerlandais Bart Vostkamp. Comme quoi la justice descend parfois faire une timide apparition dans cette épreuve cruelle. Une belle satisfaction aussi pour les coureurs des Pays-Bas qui,

au nombre de dix au départ de « s-Hertogenbosch », ont réussi à remporter trois victoires d'étape. Alors que le peloton musardait sur les routes de France et de Navarre, estimant légitime de prendre un peu de repos après les étapes assassines des jours précédents, les coureurs et leurs directeurs sportifs commençaient à faire leurs comptes. Non pas encore en espèces sonnantes et trébuchantes, mais en termes moins basement matériels. Sportifs, pour tout dire.

Il faudrait qu'elle soit victime d'un accident collectif avant Paris pour que l'équipe Deutsche Telekom n'apparaisse pas comme l'immense ténacité de ce Tour. Il suffit de jeter un regard sur l'ensemble des classements pour se rendre compte de l'ampleur de la razzia. Premier et deuxième au classement général (Bjarne Riis et Jan Ullrich), premier au classement par points (Erik Zabel), meilleur jeune (Ullrich), plus combatif (Riis), quatre victoires d'étapes (deux pour Riis, deux pour Zabel). Sans parler des accessits. La moisson de la « bande à Gode-froot », comme on surnomme l'équipe sur la course, est d'autant plus généreuse que certains donnaient cette formation comme

moderne au début de la saison. Pour ne pas baisser les bras devant cette hégémonie, il fallait une bande de gamins anarchistes, décidés à ne pas plier l'échine. « Ni Dieu ni maître », disait déjà Bruno Roussel au départ du Tour 1995 en faisant allusion à Miguel Indurain. Le patron des Festina a continué sa résistance face à Bjarne Riis.

Laurent Dufaux, en triomphant dans l'étape reine de Pampelune et en occupant la quatrième place du classement général, a complété le tableau de chasse des braconniers. Quant à Laurent Brochard, le roi de la castagne, il a été de tous les coups de ce Tour. Le résultat de cette razzia : jeudi 18 juillet au soir, Festina était en tête du classement général par équipe.

D'autres formations ont réussi aussi à tirer leur épingle du jeu. Par exemple en gagnant des étapes, ce qui reste, aussi, le but du jeu. Deux victoires pour Rabobank (Rolf Sørensen et Michael Boogerd), comme pour TVM (Jeroen Blijlevens). Si les GAN n'en ont « accroché » qu'une, grâce à Frédéric Moncassin, le fait d'avoir porté quatre jours durant le maillot jaune - via les épaules de Frédéric Moncassin puis de Stéphane Heulot - leur permet d'arriver sur les Champs-Élysées la tête haute.

Motards en colère

Les équipages des motos de presse suivant le Tour ont manifesté leur colère en assurant un « service minimum », jeudi 18 juillet, à la suite d'un accident survenu la veille à Jacques Garcia et Patrick Boutoux, photographe de l'équipe, renversés dans la descente du col de Soudet. Les deux hommes ont déploré que le directeur sportif de l'équipe Kelme, conducteur de la voiture qui avait provoqué leur chute, ne se soit pas arrêté, et qu'il n'ait pas pris de leurs nouvelles. Au départ de Pampelune, les motards se sont regroupés à l'arrière du peloton, les journalistes de radio et de télévision n'assurant qu'un direct à la fin de l'étape.

Un long ruban de goudron parfaitement entretenu

HENDAYE
de notre envoyé spécial
Le Tour de France a quitté la montagne. Il est redescendu doucement vers la plaine, ondulant voluptueusement dans la verdure du Pays basque. Les profils des dernières étapes se sont aplatis comme l'électrocardiogramme de cette édition qui se meurt. Là-bas, au bout de la ligne droite, on jurait voir Paris. Les coureurs n'ont pourtant pas encore le droit de lever la tête. Pendant trois semaines, des paysages parcourus ils n'auront vu qu'un long ruban de goudron, tantôt abrasif comme un gant de crin, tantôt lisse comme une peau de bébé. Grands boulevards ou ruelles, nationales ou départementales, ils n'auront goûté que ce réseau de près de 1 million de kilomètres qui irrigue le pays.

La Grande Boucle a une nouvelle fois démontré que 3 900 kilomètres de bitume pouvaient charrier du rêve. La route le temps du mois de juillet, le fil-conducteur d'une épopée. Charles Trenet avait magnifié la nationale 7. Chaque année, le Tour glorieux le reste du réseau, par paquets de 4 000 kilomètres. Longtemps après le passage du chariot, les noms des coureurs sur la chaussée témoignent qu'une route s'est, un jour, déroulée ici. Les routes sont notre terrain de sport, aime à dire Jean-Marie Leblanc, di-

recteur général de la Société du Tour de France. « La route est un lieu symbolique », affirme Christian Leyrit, directeur des routes au ministère de l'équipement. Elle est très forte dans l'inconscient des gens. Le Tour renforce encore son image. Son passage est un des moments où une chaussée n'est pas associée à un embouteillage ou un accident. Le ministère a donc décidé, cette année, de s'associer à la course. Il a accru ses moyens pour rendre ses infrastructures plus attrayantes.

CARICATURE
Des qu'elle a adopté le tracé de la prochaine édition, la direction du Tour le communique aux administrations concernées. Etat et départements ont alors deux mois pour peaufiner la signalétique et créer les aménagements nécessaires. Les conseils généraux mettent un point d'honneur à repasser une couche de goudron avant l'arrivée de la caravane. Cet excès de zèle ne satisfait pas forcément les coureurs, contraints d'écouler sur une route au bitume brillant et éblouissant gravillonné.

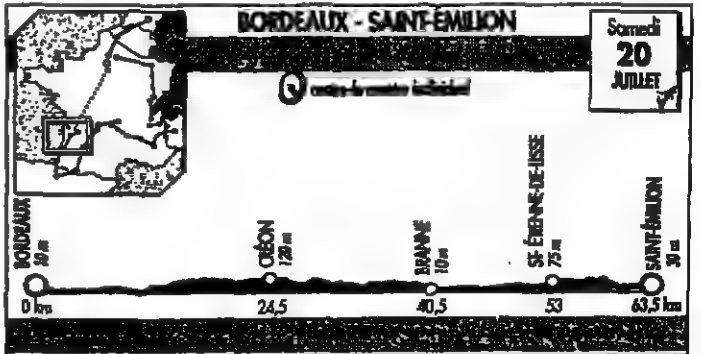
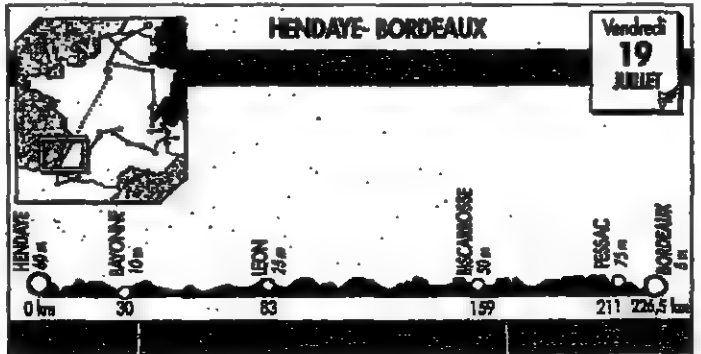
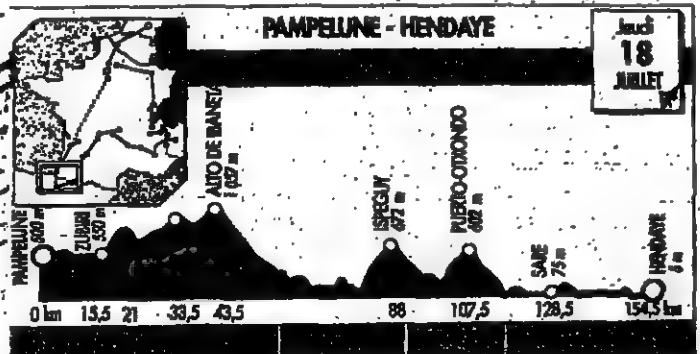
Sur chaque étape, des fonctionnaires du ministère de l'équipement sont chargés de faire le parcours à vélo, huit jours avant le passage de la course, afin de mieux appré-

hender les sensations des coureurs. Il est alors encore temps de raboter un flot directionnel ou de préparer une signalisation. Pendant la compétition, les directions locales sont mises en état d'alerte et, trois heures avant le passage du peloton, un véhicule tente de repérer les dernières anomalies ou les petits actes de sabotage (arbres coupés, clous, etc.). Des déviations sont également mises en place en liaison avec les centres régionaux d'information routière.

Les responsables de l'infrastructure routière comprennent mieux aujourd'hui la spécificité de rouler à bicyclette ou, plus généralement, en deux-roues. Les flots directionnels, glissières et autres terre-pleins centraux sont devenus le cauchemar des coureurs et de ceux qui repèrent le tracé. « Il y a des villes dans lesquelles nous ne pouvons plus rentrer », se plaint Jean-Marie Leblanc. Le début du Tour 96 à s-Hertogenbosch a montré jusqu'à la caricature ce que pourrait devenir le réseau du futur dans l'Hexagone, à savoir un labyrinthe permanent de chausse-trappes pour cyclistes. La Grande Boucle, qui a beaucoup fait pour la promotion des routes de France, devra-t-elle un jour se contenter d'emprunter des pistes cyclables ?

Benoît Hopquin

José-Alain Fralon



Les irrégularités se poursuivent sur le marché des transferts de footballeurs

ANDREAS KÖPKE, le gardien de but allemand, passé du rang d'annexe à celui de vedette courtoise au dernier Championnat d'Europe, a manqué l'ultime marche qui aurait pu lui apporter la consécration dans un grand club. Au terme d'un Euro sans faute, cette ancienne doublure de la sélection nationale allait faire taire les mauvaises langues. Fin juin, il annonça la signature d'un contrat de deux ans avec le FC Barcelone. Mais, par la faute de son agent, le goal « se contenta » de l'Olympique de Marseille. Vendredi 19 juillet, Jean-Michel Rousier, président de l'OM, devait rencontrer à Zurich les responsables de la Fédération internationale de football (FIFA) afin de vérifier que Köpke ne fera l'objet d'aucune suspension.

Dans cette hypothèse, l'ancien gardien de l'Eintracht de Francfort devrait rejoindre, dimanche, ses nouveaux équipiers en stage à Alcobaca. L'aventure barcelonaise de Köpke a capoté parce que son agent a tout simplement « oublié » que, depuis le 1^{er} janvier, seuls les intermédiaires titulaires d'une licence délivrée par la FIFA sont habilités à passer des transactions entre un joueur et un club. Une première négligence doublée de celle des dirigeants catalans, peu soucieux de se plonger dans le curriculum vitae de l'imposteur et habitués aux négociations discrètes.

La nouvelle réglementation de l'autorité zurichoise a donné cette année une saveur particulière au marché des transferts. La licence re-

présente en effet la première tentative des instances nationales et internationales du football pour réguler une profession à la réputation peu reluisante. A l'issue d'une série d'épreuves de droit, d'un entretien avec un aéroplane de membres des fédérations nationales, et du versement d'une caution de 200 000 francs suisses (environ 800 000 francs français), 182 agents, représentant 28 pays, sont en mesure d'exercer leur profession. En France, 16 agents ont obtenu le sésame, 4 autres ont franchi avec succès l'admission en attendant l'accord définitif de la FIFA, et 10 ont été recalés.

Mais les services juridiques de la FIFA paient toujours « d'un nombre incalculable d'abus ». En France, la vingtaine d'agents estampillés FIFA doit subir la concurrence d'un bataillon de faux intermédiaires qui poursuivent impudemment ses activités. Le moyen courant de contourner le règlement est de s'associer juridiquement avec un agent en règle qui sera le seul à parapher les contrats négociés par ses partenaires.

Bruno Sain, homologué par la FIFA depuis février, bruisse sur la portée de son diplôme : « La licence est une fausseté ! Nous ne sommes pas davantage respectés par les clubs. Et ce règlement est hypocrite puisque la Fédération a voulu faire table rase en accordant la licence à des types qui

traînaient de grosses casseroles... L'anarchie est telle que René Charrier, président de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), s'avoue « déçu par cette innovation. Rien ne changera tant que certains clubs continueront de traiter avec des agents non reconnus par la FIFA ».

UN LAGNE COURANT
Une incitation due à la lenteur excessive dans l'application des textes. Le 30 mai 1995, à Paris, trois hommes attendent l'ouverture de la première session d'examen. Stéphane Canard, Pierre Garonnat et Jean Werth s'étonnent de leur solitude puisque tous les agents recensés à l'époque, soit une quarantaine, sont convoqués. Les trois « impatients » attendront en vain. « C'était comme si tout le monde s'en fichait de se voir interdire de travailler ! », raconte Stéphane Canard.

Fabrice Tassel

RÉSULTATS

CYCLISME

Tour de France
18^e étape Pampelune-Hendaye (154,50 km). B. Vostkamp (P-B, TVM) en 4 h 11 min 2 s ; 2. C. Henn (A) 42 s ; 3. A. Elli (Ita) 47 s ; 4. B. Thibout (Fra) 27 s ; 5. B. Boudier (Ita) 32 s ; 6. A. Fauriol (A) 31 min 28 s ; 7. R. Havé (Fra) 31 min 28 s ; 8. Boudier (Ita) 31 min 28 s ; 9. V. Fies (Ita) 31 min 28 s ; 10. D. Perra (Ita) 31 min 28 s ; 11. B. Fies (Ita), TELEKOM ; 12. Ullrich (A) 31 min 50 s ; 13. R. Vennart (Fra) 31 min 25 s ; 14. L. Dufaux (Ita) 31 min 52 s ; 15. P. Brochard (A) 31 min 50 s ; 16. F. Escada (Esp) 31 min 25 s ; 17. L. Lottin (Fra) 31 min 15 s ; 18. A. S. (Esp) 31 min 12 s ; 19. T. Reininger (A) 31 min 54 s.

Classement par points (maillot vert) : 1. E. Zabel (A), TELEKOM 577 pts ; 2. F. Moncassin (Fra) 276 pts ; 3. F. Salmato (Ita) 192 pts.

Classement de la montagne (maillot à pois) : 1. R. Vennart (Fra), FESTINA 383 pts ; 2. B. Fies (Ita) 274 pts ; 3. L. Dufaux (Ita) 176 pts.

VOILE

Tour de France
10^e manche : triangle olympique au Penick. 1. E. Lottin (Fra), SCASO (Sébastien Desbordes-Paul Coyat) ; 2. B. Fies (Ita), SCASO (Sébastien Desbordes-Paul Coyat) ; 3. B. Fies (Ita), SCASO (Sébastien Desbordes-Paul Coyat).

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

N° 925

HORIZONTALEMENT

1. Un collègue qui a, hélas ! réussi sa dernière disparition. - II. Actuellement, il n'a plus soif. Mortelle, au figuré, généralement. - III. Tient au coup. Un parent, peut-être. - IV. Fit voir du nouveau. Argument sérieux. - V. Porter remède. Rivière. - VI. Nymphes. Rude incontrôlée. - VII. Voix le jour. Ses ongles ont du relief. - VIII. Pour un diagnostic précis. Dans un défilé. - IX. Préposition. Mettre un ciment. Mépris. - X. Demeure. Fait comme tout le monde. - XI. Elles n'en mourront pas toutes.

VERTICALEMENT

1. Ne conviendrait pas aux filles ? - 2. Sans bavures. Peupla la Méditerranée. - 3. Font chanter lorsqu'ils sont trois. Un peu de soupe. - 4. Prend la suite. Muse. - 5. Pour la

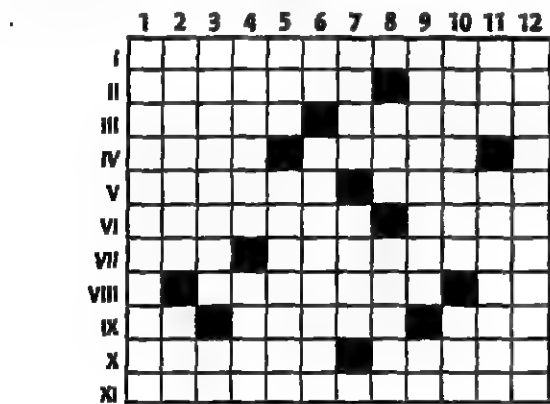
traversée. Gouverna un temps l'Italie. - 6. Inscrit sur l'enveloppe si on la porte. Pleines de feux. - 7. Feront la semaine. Traverser les lacs avant de trouver la mer. - 8. Déteste les échecs. Cile. - 9. Un garçon démodé, dit-on. Pour une minute. - 10. Une tête à l'académie. On peut la perdre sans l'avoir jamais gagnée. - 11. Demande réflexion. De nouveau dans les vitrines. - 12. Out tout du faucon.

SOLUTION DU N° 924

Horizontalement
1. Dégraisages. - II. Eveillé. NA. TO. - III. Manilles. Ru. - IV. Or. Te. Légit. - V. Cuidages. Ave. - VI. Rôle. Italien. - VII. Atlanta. In. - VIII. Pétale. SM. - IX. Hot. Enroulée. - X. In. Avent. Tin. - XI. Esquisserent.

Verticalement
1. Démographie. - 2. Evaluations. - 3. Gentillet. - 4. Rik. Dér. Au. - 5. Altra. Naevi. - 6. Illégitimes. - 7. Sel. Etalons. - 8. Elsa. Lute. - 9. Anse. Lies. - 10. Ga. Gain. Str. - 11. Brave. Sein. - 12. Soutènement.

François Dorcier



SCRABBLE (R)

N° 902

LES FRANÇAIS SONT FANNY

Cet été, le matraquage sportif vous a rendu groggy. Vous êtes solides de valqueurs d'étape levant les bras au ciel puis le bouquet de la majeure, le maillot trempé de sueur et constellé de publicités, de footballeurs submergés par une meute de coéquipiers sous prétexte qu'ils ont marqué un but ; de commentateurs sportifs champions de l'hyperbole et du diptychisme. Pour vous achever, voici les quelques mots du registre « foot » dont nous a gratifiés l'ODS 2.

L'Angleterre est le pays du SOCCER (de l'expression football association). Les Français, brillants au cours des QUALIFS, ont subi en demi-finales une défaite bien méritée, compte tenu qu'ils ont été FANNY dans leurs deux derniers matches, c'est-à-dire qu'ils n'ont SCORE aucun but. Les demis, ailiers, inters et avants ont disparu : vive le LIBERO, bizarrement affublé par l'ODS d'une définition tautologique : défenseur en retrait, et l'ENTRE-JEU, joueurs du milieu de terrain, à ne pas confondre avec l'ANTI-JEU, prétendument pratiqué par

les Italiens. Le KOP, groupe de spectateurs exaltés, insistant à Manchester pour le match France-République tchèque, était particulièrement chaud à Wembley pour l'Angleterre-Allemagne, si bien que les HOOLIGANS ou HOULIGANS vengèrent la défaite de leur dream team pendant la troisième mi-temps.

Nous vous proposons maintenant un match Anciens contre Modernes, chaque joueur ayant une ou plusieurs anagrammes utilisables au Scrabble, que vous devrez déboucher. Exemple : Larqué, LAQUER.

Anciens : Kopa - Plantoni (2 anagrammes) - Bosquier - Gallie - Laurent - Rostagni - Beaudier - Lemerre - Libérati (2 ana) - Artelesa (2 ana) - Strappe (2 ana).

Modernes : Ertori (2 ana) - Di Meco - Thuram - Papin - Pedros - Loko - Garande - Guérin - Ginola (2 ana) - Giresse (4 ana) - Tigana (2 ana).

Michel Charlemagne

Solution des anagrammes
Anciens : Kopa - Plantoni, pionnat - Bosquier - Gallie - Laurent - Rostagni - Beaudier - Lemerre - Libérati, bilierat - Réalists, étaleras - Trappes, apprés.
Modernes : Tertia, étroit - Decima - Rhumba - Nappa - Drops - Look - Grenada - Rupture - Aiglon, gallon - Régisse, épiétés, gésiers, gristes - Gantai, gainé.

Scrabble-Club jolivilais, 9 septembre 1994.
Tournois au gymnase, rue E.-Mourier,
les deuxième et quatrième vendredis, à 20 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	ADERUIO	DOUERA	H 4	70
2	NACETFP	CAFE	I 1	29
3	NPAELRL	PALEON (a)	I 8	74
4	IDHROI	JOUIR	F 6	30
5	DHI-ELDP	DIPHENOL	I 4	66
6	UATNNG	NUAT	I 5	35
7	CNU-EIAL	LANGUIER (b)	8 A	83
8	OTREAS	OTERAI	M 8	81
9	EDOSIX7	EXI(O)EONS (c)	C 2	86
10	DZTEEN	ZONE (d)	E 1	69
11	DETU-AEL	DELITE	L 2	34
12	A-TONEK	KALE (e)	L 12	52
13	CENT-SRU	CREUSANT	2 A	74
14	ISVBEGL	VIES	I 1	34
15	AAIMSTY	MAYA	I 2	30
16	IST-SUP7	LIFT(A)SSE	O 1	83
17	RMMHEUS	ECHU	A 1	30
				978

(a) PONDERAL, 4 E, 72 ; (b) ENGLUAI, K 1, 79 ; (c) SEXE(S), N 8, ne prend que 15 points, et AIXOISE, B 8, 16 ; (d) TENEZ, 2 B, 68 ; (e) TEK, 7 K, 49.

1° Philippe Diringer, 960 ; 2° Bernard Caro, 942 ; 3° Jacqueline Bouffo-Teissie, 906.

ANACROISÉS (R)

N° 926

HORIZONTALEMENT

1. DEBIOSSU. - 2. ABEIMNE - 3. ABEINRRU (+3). - 4. ACEMORS (+2). - 5. EISTITL - 6. BEGIOVY. - 7. AAEENPT. - 8. AEILMSV. - 9. EENRTUV (+1). - 10. EILOOST (+2). - 11. AEELNNSK. - 12. AEILN (+2). - 13. ADEEGNNV. - 14. EEEESTL (+1). - 15. AEGRSUV (+1). - 16. EIORSTT (+1). - 17. EIMRU. - 18. AEEGR (+1). - 19. ADEIRV (+1). - 20. AABCOST (+2). - 21. AEEIRST (+3).

VERTICALEMENT

22. DEEGINS. - 23. AELNOTUV. - 24. AEEILNN. - 25. BEGINTL. - 26. AADERR. - 27. CEOPSTV. - 28. AEEOSUV. - 29. EEEINTTV. - 30. AERTTUUK. - 31. EERTTUV. - 32. ABINOST (+1). - 33. EIRST (+2). - 34. AALNNOPT. - 35. AELNPT (+4). - 36. EEEILMN (+1). - 37. BEEGINT. - 38. AEEGRK. - 39. AEEELS (+1). - 40. AEELORS. - 41. ABEOSZ. - 42. ABEINSS (+2).

SOLUTION DU N° 925

1. SAUVATES. - 2. CHAMBRE. - 3. ANNEURE, ondulation des cheveux. - 4. OISEAUX. - 5. CHENETS (ESCHENT SECHENT). - 6. NASONNE (ANNONCES ANNONCES).

ÉCHECS

N° 1696

TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES

(Ischia, juin 1996)

Blancs : J. Hodgson (Angleterre).
Noirs : M. Tselifin (Israël).
Attaque Trompovsky.

1. f4	Ch	18. Cc4	Pd6
2. f5	Ch	19. Cc5	Dd4
3. f6	Ch	20. Dd4	Cc6
4. f7	Ch	21. Dd5	Cc7
5. f8	Ch	22. Dd6	Cc8
6. f9	Ch	23. Dd7	Cc9
7. f10	Ch	24. Dd8	Cc10
8. f11	Ch	25. Dd9	Cc11
9. f12	Ch	26. Dd10	Cc12
10. f13	Ch	27. Dd11	Cc13
11. f14	Ch	28. Dd12	Cc14
12. f15	Ch	29. Dd13	Cc15
13. f16	Ch	30. Dd14	Cc16
14. f17	Ch	31. Dd15	Cc17
15. f18	Ch	32. Dd16	Cc18
16. f19	Ch	33. Dd17	Cc19
17. f20	Ch	34. Dd18	Cc20

NOTES

a) Ce développement du F-d, qui porte le nom du joueur brésilien Octavio Trompovsky depuis sa célèbre partie contre Guimard à Rio de Janeiro en 1958, a été longuement analysé par le grand maître anglais Hodgson dès 1988.

b) Ou 2... d5 ; 3. Fd6, e6 (ou aussi 3... g6) ; 4. e3, Fd6. Ou 2... g6 ou 2... e6 ; 3. e4, h6 ; 4. Fd6, Dd6 ; 5. Cc3. Ou 2... e5 ; 3. Fd6, g6 ; 4. d5, Dd6 ; 5. Dc1, Fh6 ; 6. e3, f5 ; 7. g4, f4 ; 8. e4, Fd4 ; 9. Dd4, Dd2 ; 10. Cc2, Dd1 ; 11. Cc3, Dd2 ; 12. d6, Cg6 ; 13. Fd3, e6 ; 14. 0-0, Cc5 ; 15. Df6, 0-0 ; 16. Cd5, Td8 ; 17. Dg5+ ; Cg6 ; 18. Cf6+ ; Rf7 ; 19. Df6+ ; Rf7 ; 20. Cc5+ ; Rf8 ; 21. Fxg6, hxg6 ; 22. Cb-c3, abandon (Hodgson - Van der Wiel, Amsterdam, 1994).

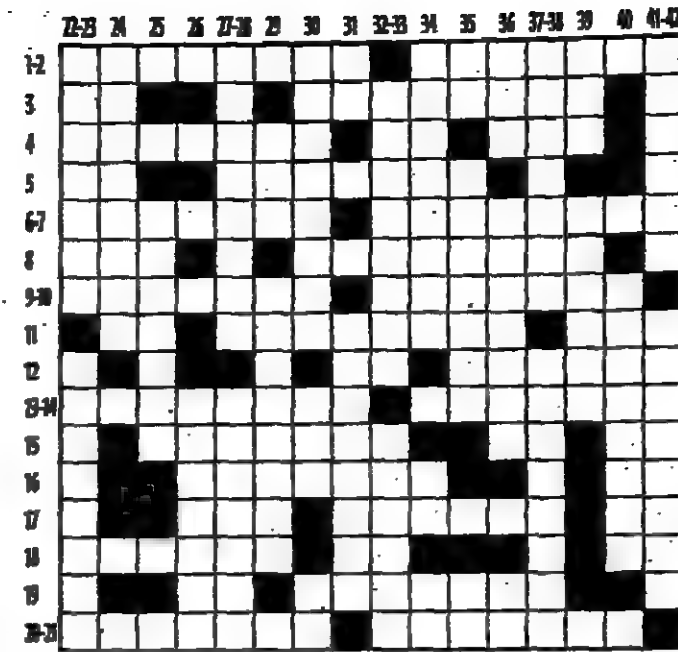
c) Une réponse solide. Après 3... c5 ; 4. f3, Cf6 ; 5. d5, e6 (ou 5... Dd6 ; 6. Dc1) ; 6. e4, e5 ; 7. e5, d5 ; 8. Cc3, Fd7 ; 9. Dd2, 0-0 ; 10. 0-0-0, a6 ; 11. Cg-e2, b5 ; 12. Cg3, c4 ; 13. Fd2, Cb-d7 ; 14. Cc5, Cc5 ; 15. Cc7+ ; Dd7 ; 16. Th-e1, Dc7 ; 17. Fg5. Les Blancs sont mieux (Savchenko-Golubev, Lucerne, 1994).

d) Face à un adversaire bien préparé, les Blancs évitent la ligne connue 4. f3, Cf6 ; 5. e3, d6 ; 6. Cc3, e4 ; 7. Cc3, retrouvant le schéma du gambit Blackmar-Diemer avec un temps de plus. 4. Cc2 est également joué.

e) 5... Cf6 est aussi à envisager.

f) Une des idées paradoxales de ce début consiste à céder sans regret la paire de F.

g) Très fort. Le pion avancé va gêner énormément le développement des Blancs. Après 9. dxe6, Dxd1 ; 10. Rxd1, Fxe6 ; 11. Cxé4, 0-0-0 ; 12. Rc1, Ff5, la compensation des Blancs est suffisante.



7. ALITUDE (DELUTANT LATITUDE). - 8. EXEGESE. - 9. SERIEUX. - 10. TIMOREE. - 11. TREMULE. - 12. EPILEUSE. - 13. PICCOLO. - 14. DEPIPAGE. - 15. ALLUMOIR. - 16. NASALE (ANALES). - 17. RAMONEUR. - 18. PERUS (PERUS REPLIS). - 19. MIREPOIX. - 20. AGASSIN, bourgeois de vigne (ASSIGNA GANSAIS SAGINAS SAGNAS). - 21. SUEDES. - 22. QUETEUSE (EQUEUTES). - 23. SACRANT (CRANTAS). - 24. EPAMPRAT. - 25. ANHELAI.

(HALENA). - 26. MUSCLER. - 27. VENAISON. - 28. CUMINS. - 29. ALERTE (ALTERER RATELER RELATER). - 30. POMELOS. - 31. TUTEURIE. - 32. LOUSTIC (COUTILS). - 33. JUEPOIS. - 34. CONTEXTE. - 35. ENARQUE. - 36. ASSIEGES. - 37. ISOPODE. - 38. MECCANO. - 39. BANDEAU. - 40. HALENES (INHALES SAHELLEN). - 41. LIEGEUX. - 42. EXERISE.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

h) Et non 10. Cc4, Cc2+.

i) Essayer d'ouvrir les lignes, ce qui serait dangereux pour le R noir.

j) Si 14... Dxb4 ; 15. Ta-b1.

k) Les Blancs commencent à être asphyxiés, mais ils disposent d'une menace susceptible de renverser la situation : 18... e5.

l) La voie tactique, seul moyen de conserver l'initiative et de transformer un net avantage positionnel. Les suites de cette combinaison, absolument nécessaires, ne sont cependant pas très visibles.

m) Ou 19... Fd7 ; 20. c4, Dd6 ; 21. Cxd7, Rxd7 ; 22. c5, Dxb5 ; 23... Dxc5 ; 23. Fc1 ; 23. Dd5 ; etc. Ou 19... Fc8 ; 20. d7+ ; Ou 19... Fc4 ; 20. d7+ ; Rf7 ; 21. Dd4, Fd1 ; 22. Fd6+ ; Cc6 ; 23. Dd5+ ; Rf7 ; 24. Dd6 mat.

n) Si 20... e5 ; 21. Fes, Tg8 ; 22. Tf-d1.

o) Ouvrant les lignes.

p) Si 22... f6 ; 23. Tf-e1. Le coup du texte ne sauve rien, mais la défense des Blancs est une tâche impossible.

q) Le plus simple.

r) Et non 27... Rc8 ; 28. d7 mat.

s) Créant un réseau de mat.

t) Si 29... Fxd6 ; 30. Cc6+ suivi de 31. Fd6.

u) Forcé. Si 30... Rc8 ; 31. d7 mat.

v) Ou 31... Rf7 ; 32. Fg5+.

w) Si 34... Rcd5 ou Rf7 ; 35. Fd7 suivi de 36. d8-D.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

LE MONDE diplomatique

Juillet 1996

- MONDIALISATION : Les Européens dans la mise de l'industrie, par Christian de Bie. - Economies en guerre contre les maîtres, par Serge Halimi. - Devenir pauvre en travaillant, par James Petras et Todd Cavallaro. - Naissance de l'orthodoxie économique, par Paul Ormerod.
- ALLEMAGNE : Les ambitions d'un pays unifié, par Norbert Reichmann.
- HAÏTI : Sous la férule de Washington et de FMI, par Christophe Wargny.
- TUNISIE : Mains de fer, par Ignacio Ramonet.
- AFRIQUE : Les auditions de la commission Vérité sur l'apartheid, par Cécile Reuillet et Isabelle Bry. - Zanzibar à l'heure du multipartisme, par Gérard Prunier.
- SAÏGON : Un combat pour la démocratie, par Joe Stank.
- PHILIPPINES : Des paysans en lutte contre les « développeurs », par Catherine Gaudard.
- TOULON : Ville anglaise du Front national, par Yvanhoë Kohler et Gilbert Rochas.
- CINÉMAS POLITIQUES : Il était une fois dans l'Est..., par Marcel Morin. - Seine hongroise, par Émile Reynier. - Unité et diversité dans les Balkans, par Gérard Dégout-Collin.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

BRIDGE

N° 1694

LOCALISATION D'UN ROI

Cette donne montre comment une petite précaution peut permettre de réussir un chelem qu'une impasse (qui semblait normale) risquait de condamner. Le déclarant était Michael Rosenberg, membre de l'équipe américaine qui a remporté cette année la Coupe Vanderbilt.

▲ RV 10
♥ A 10 6 5
♦ A R 9 7 3
♣ A
▲ RV 10
♥ A 10 6 5
♦ A R 9 7 3
♣ A
▲ RV 9 7 6
♥ 8 2
♦ 6 5
♣ R V 9 7 6

Ann : N. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
L. Zia L. Rosenberg
- 1 ♣ - passe 1 ♣
passe 4 ♠ passe 4 ♠
passe 4 SA passe 5 ♣
passe 6 ♣ passe passe...

Quest ayant entamé le 7 de Trèfle, comment Rosenberg, en Sud, a-t-il joué pour savoir que le Roi d'atout était mal placé et qu'on pouvait éviter de chercher la Dame de Pique pour gagner ce PETIT CHELEM À CŒUR ?

Réponse

Après la levée de l'As de Trèfle, Rosenberg a tiré As Roi de Carreau et a coupé le 3 de Carreau avec le 9 de Cœur. Ouest, ne pouvant surcouper, permit ainsi au déclarant de simer en Est le Roi de Cœur et de trouver la ligne de jeu gagnante si ce Roi était second. Il suffisait, en effet, de faire alors un jeu d'élimination en coupant la Dame de Trèfle, puis le 7 de Carreau avec le Valet de Cœur. Il ne restait plus qu'à mettre Est en main en tirant l'As de Cœur et en jouant Cœur. Est fit le Roi de Cœur, mais il n'avait plus d'autre choix que de livrer la Dame de Pique ou de jouer Trèfle pour la coupe de Sud et la défausse du 10 de Pique.

Curieusement, à deux tables, ce petit chelem a chuté car les deux déclarants ont fait l'impasse au Roi d'atout, et ils ont ensuite mal deviné où se trouvait la Dame de Pique.

ÉTONNANT STRATAGÈME

Dans la dernière semaine de juillet, une série de matches se déroule au bridge-vision du Casino de Deauville entre six des meilleures équipes européennes. Les trois favorites sont l'équipe de France, qui ira jouer aux Olympiades de Rhodes fin octobre, celle de Pologne et celle d'Italie, qui a remporté le dernier championnat d'Europe. Un des plus brillants joueurs italiens est le jeune Alfredo Versace, un fin psychologue, comme le prouve cette donne du match Chine-Italie du championnat du monde de Pékin.

▲ D 5 4 3
♥ R 9 3
♦ 10 5 2
♣ 10 4 3
▲ A 8 7 4
♥ N
♦ R 4 3
♣ V 8 7 2

Ann : E. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
R. Lania W. Wang V. Versace
- 2 SA - passe 2 SA
passe 3 SA passe passe...

Quest ayant entamé le 4 de Cœur pour le 3 du mort, le 10 d'Est et la Dame de Sud, grâce à quel stratagème Versace a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT ?

Note sur les enchères

Ici, Lania et Versace, dont le système est assez artificiel, ont utilisé l'ouverture classique de « 2 SA » qui promet de 20 à 22 points avec une distribution régulière. La raison est que c'est une excellente annonce, qui permet toujours au partenaire de savoir si l'on est dans la zone de la manche ou du chelem. Nord, ainsi, était certain qu'il fallait jouer « 3 SA » ou « 4 Piques » si Sud avait quatre Piques. Mais Lania renonça à dire « 3 Trèfles » (pour savoir si Spd avait quatre Piques) car, avec une distribution 4-3-3-3, il y a en général intérêt à jouer « 3 SA » sans fournir d'indication aux adversaires sur une majeure quatrième de l'ouverture.

Philippe Brugnon

Un week-end estival

L'ASTROLOGIE
Le week-end du 20 et 21 juillet 1996
Le week-end du 20 et 21 juillet 1996
Le week-end du 20 et 21 juillet 1996
Le week-end du 20 et 21 juillet 1996

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

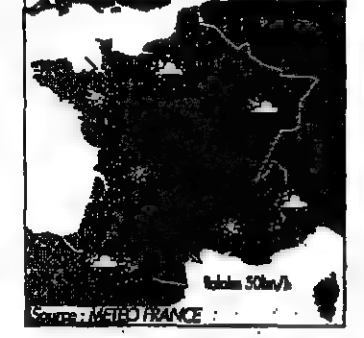
L'ASTROLOGIE

L'ASTROLOGIE

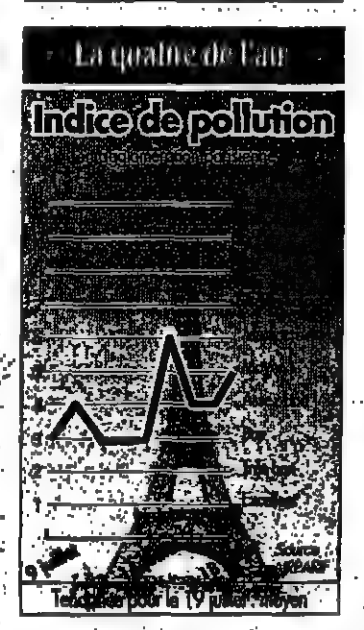
Un week-end estival

L'ANTICYCLONE positionné en mer du Nord assure son rôle protecteur sur l'Europe occidentale. En conséquence, le beau temps se poursuivra cette fin de semaine avec les traditionnels foyers orageux en montagne, ainsi que quelques brumes côtières matinales. Les vents de nord-est vont s'atténuer et, de ce fait, la chaleur va devenir plus sensible sur les régions septentrionales.

Samedi matin, l'éclat du soleil



Prévisions pour le 20 juillet vers 12h00

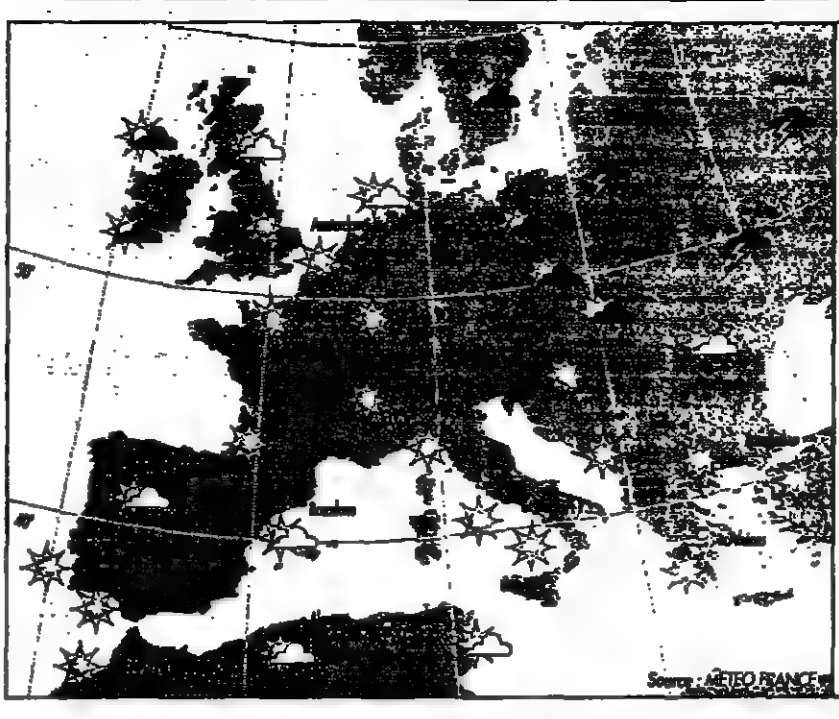


sera par moments atténué par des bancs nuageux d'altitude qui circuleront de la Bretagne à la frontière belge, en passant par la Normandie, le Bassin parisien et la Picardie. Dans le sud et l'est du pays, la journée commencera souvent avec un ciel bleu azur, si l'on excepte des entrées maritimes en Aquitaine, sous forme de nuages bas et de brumes, ainsi que des nuages épars sur le relief des Pyrénées-Orientales et des Alpes du Sud à la Côte d'Azur.

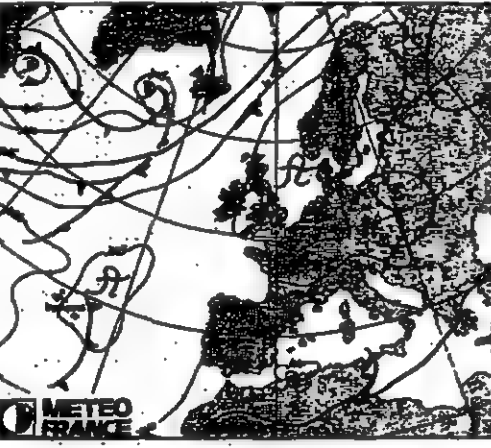
L'après-midi, le soleil continuera d'assurer sa suprématie. Comme les jours précédents, des nuages bourgeonneront sur les reliefs méditerranéens et ils pourront s'accompagner localement d'une ondée à l'est des Pyrénées, voire d'un orage dans les Alpes du Sud. Au nord du pays, les bancs nuageux d'altitude se décaleront vers la Champagne, la Lorraine et l'Alsace, mais, sur ces régions, c'est le beau temps qui prévaudra. Les vents d'est à nord-est souffleront faiblement en général, ils seront modérés cependant entre Corse et continent. Un vent de nord se fera sentir en début de journée dans la basse vallée du Rhône, avant de laisser place, comme sur la plupart de nos côtes, à des brises l'après-midi.

La nuit sera fraîche au nord de la Seine, avec des minimales de 10 à 12 degrés, voire localement 6 en Champagne-Ardenne. Il fera 13 à 14 de la Bretagne au Centre-Est (plutôt 10 sur le Massif Central), et 15 à 18 degrés dans le Sud-Ouest, 19 à 20 près de la Méditerranée. L'après-midi, la chaleur sera agréable sur les côtes normandes, le Nord, la Picardie et près de la frontière allemande avec 20 à 24 degrés. Il fera 26 à 29 de la Bretagne à la région parisienne et à la Franche-Comté, 30 à 34 degrés sur la moitié sud, mais seulement 25 sur le littoral aquitain.

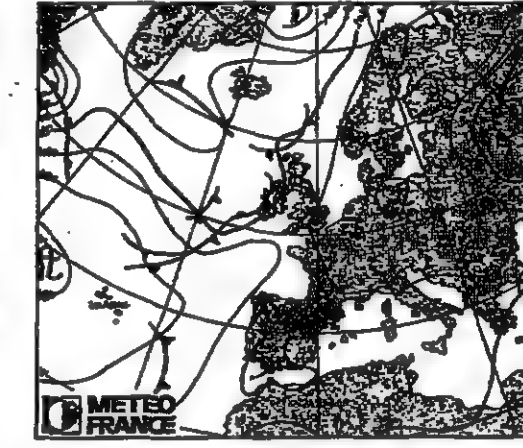
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	29/5	TOURS	29/2	CHICAGO	31/22	LISBONNE	31/18	PRETORIA	7/2
du 18 juillet	LIÈGE	22/10	STRASBOURG	29/12	DAKAR	29/24	LONDRES	27/13	SABAT	30/19
du 19 juillet	LYON	22/14	ALGER	28/15	LAHORE	32/24	LOS ANGELES	24/18	RIO DE JANEIRO	24/18
du 20 juillet	MARSEILLE	22/19	AMSTERDAM	17/8	DIJON	24/18	LUXEMBOURG	24/10	ROME	29/15
	NANCY	22/10	ATHÈNES	32/23	DUBLIN	24/9	MADRID	37/19	SAN FRANCISCO	20/12
	NANTES	22/16	BANGKOK	34/28	FRANCFORT	23/10	MARRAKECH	39/22	SANTIAGO	19/8
	NICE	22/20	BARCELONE	30/20	GENÈVE	26/13	MEXICO	24/13	SEVILLE	34/22
	PARIS	24/13	BERGAMO	25/13	HANOI	32/27	MONTREAL	28/17	ST-PETERSBURG	14/9
	PAU	20/16	BELLEVILLE	18/8	HO CHI MINH	31/26	MOSCOW	19/10	STOCKHOLM	17/9
	PERPIGNAN	31/21	BOMBAY	31/23	HONG KONG	31/26	SYDNEY	28/17	TOKYO	33/26
	POitiers	22/15	BRASILIA	23/19	ISTANBUL	27/19	TENERIFE	30/21	VARSOVIE	15/9
	RENNES	22/10	BUENOS AIRES	23/11	JERUSALEM	32/27	TUNIS	32/22	VIENNE	27/17
	STRASBOURG	22/10	BUDAPEST	24/11	KINSHASA	27/16	VENISE	27/17		
	TOULOUSE	22/18	CARACAS	32/23	LE CAIRE	34/23	VIENNE	27/17		



Situation le 19 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 21 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

« Bon accueil »

EST-CE la marque d'un bon logement de moquer les villas « Bon accueil » et « Samsury » ? Elles ont besoin de réparations. Elles datent de cette morte, la III^e République. Ces noms-là étaient de jolies états d'âme. De tendres aveux. La même sincérité exigerait aujourd'hui de les baptiser villa « Jamais assez » ou villa « Quiquengrogne » comme la petite cité que le docteur Ox fit l'expérience d'égayer par des flots d'oxygène selon Jules Verne. Mais le protoxyde d'azote lui-même échouerait contre nos bougons.

« Bon accueil », premier sourire à l'hôte, invite au passage. Ainsi s'appelle le service de la préfecture de la Seine, logé 6, rue François-Viron, chargé de recevoir, de promener les anciens prisonniers, des groupes d'enfants, et surtout les soldats alliés dans Paris. Une brochure, datée de juin 1946, reproduit des lettres de remerciement, des témoignages de plaisir. Bonne propagande, limitée de celle des tisanes et des pilules, qui a fait ses preuves. La brochure recommande « cette cordialité spontanée qu'appréciaient tant les voyageurs de jadis et de naguère ».

Saura-t-on sourire aux deux cent mille touristes qui doivent nous rendre visite cette année ? C'est si beau, un sourire ! Hélas ! La marchande ne sourit plus. La postière maugrée, le boucher pèse les os en grommelant. Les soucis sont lourds, la mémoire très assombrie. Impôts, deuil, rancunes, méfiances. On ne veut plus gaspiller des gentillesse qui nous ont mal protégés. Essayons tout de même. Il faut faire le signe de la joie pour avoir l'illusion, c'est-à-dire le commencement du bonheur.

Sourions entre nous, pour réapprendre à sourire aux invités. Bon accueil... Et bon accueil d'abord au jour qui se lève.

Robert Kemp (20 juillet 1946.)

PHILATÉLIE

Les îles Féroé

LEUR NOM signifie les « îles aux montons ». Cet archipel de dix-huit îles escarpées, situé à 602 kilomètres à l'ouest des côtes norvégiennes et à 310 kilomètres au nord-ouest de l'Ecosse, compte près de 45 000 habitants, les Féroïens. Dépendance autonome du Danemark depuis 1948, les Féroé sont devenues indépendantes postalement en 1976.

Un premier bureau de poste est ouvert le 1^{er} mars 1870 à Tórshavn, la capitale. Les Féroïens utilisent d'abord les timbres danois. Les Britanniques, qui occupent l'archipel en 1940-1941, y émettent une série de cinq valeurs surchargées localement. Enfin, le 30 janvier 1975, la mention « Føroyar » apparaît pour la première fois sur un timbre. Le 1^{er} avril 1976, l'indépendance postale se traduit par la mise en service de trois timbres légendés



« Postverk Føroya » et « Føroyar ». Avec quatre émissions par an, la collection des Féroé compte aujourd'hui un peu moins de trois cents timbres. Originalité de ce petit territoire de 1 400 kilomètres carrés, les Féroé émettent chaque année un feuillet de vignettes de Noël, sans valeur d'affranchissement, dont le bénéfice de la vente est reversé à une fondation chargée de gérer des œuvres caritatives.

* Service philatélique : Postverk Føroya, Frimerkjadeildin, FR-159 Tórshavn, Féroé, Danemark. Monnaie : la couronne danoise.

EN FILIGRANE

■ **Asie.** Le catalogue de cotation Yvert et Teller, consacré aux pays africains indépendants, au Cambodge, au Laos, au Vietnam et au Vietnam est paru. D'un nouveau format, plus pratique, il ne s'intéresse qu'aux pays restés francophones après leur indépendance. Remise à jour importante dans cette édition (960 pages, 150 F). Le tome répertorie les timbres des colonies et des territoires d'outre-mer sortis en septembre.

■ **Le Monde des philatélistes.** A quoi Baden-Powell doit-il sa célébrité philatélique ? Qui a inventé le mot « philatélie » ? Combien de numéros de rouge peut-on trouver pour l'ensemble des timbres français émis avant 1900 ?... Le Monde des philatélistes répond à ces questions et à plus de cent cinquante autres dans son numéro « spécial vacances ». Autres sujets : le 50^e anniversaire des DOM ; la poste espagnole des Samoa ; la poste belge au Havre, de 1914 à 1919 ; cartes postales : les années paquebots ; le droit de reproduction des timbres (84 pages, 27 F).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **GRÈCE.** Les autorités grecques ont décidé d'imposer à partir du 1^{er} août l'affichage de prix indicatifs pour les boissons dans les zones touristiques (sites archéologiques, aéroports), afin de lutter contre les nombreux abus constatés pendant la période estivale. - (AFP)

■ **ISRAËL.** Les chemins, le personnel des ports maritimes, celui de l'aéroport Ben-Gourion de Tel-

Aviv et de la compagnie aérienne El-Al ont observé un arrêt de travail d'une heure, mercredi 17 juillet, suite à l'appel à la grève générale lancé par le syndicat unique Histadrut. - (AFP)

■ **FRANCE.** La préfecture des Bouches-du-Rhône, installée à Marseille, souhaite, pour des raisons de sécurité et de protection de l'environnement, interdire le camping sauvage et la circulation des véhicules sur les plages de Camargue. L'année prochaine, l'accès aux plages d'Arles, qui s'étendent sur quatorze kilomètres

au sud du delta du Rhône sera réglementé. - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS.** A l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire, Southwest Airlines propose des billets à prix réduit sur ses vols sans escale. Les billets, non remboursables, doivent être achetés avant le 23 juillet pour des voyages effectués entre le 1^{er} août et le 31 octobre. Deux autres compagnies américaines, United Airlines et TWA, ont décidé de baisser leurs tarifs sur les lignes où elles sont en concurrence avec Southwest Airlines. - (Bloomberg.)

PARIS EN VISITE

Dimanche 21 juillet

- **L'HÔTEL DE LA PAIVA** (50 F + prix d'entrée), 10 heures, 25, avenue des Champs-Élysées (Connaissance de Paris).
- **LA COMÉDIE-FRANÇAISE** (37 F), 10 h 15, place Colette, porte de l'Administration (Monuments historiques).
- **SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS** et le Musée Delacroix (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, sortie du métro Mabillon (Pierre-Yves Jaske).
- **LE CIMITÈRE DU PÈRE-LA-CHAISSE** (70 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Vincent de Langlade).
- **MONTMARTRE** (50 F), 11 heures, sortie en haut à gauche du funiculaire (Claude Marti).
- **LE CIMITÈRE DE PICPUS** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Nation côté avenue Dorian (Découvrir Paris).
- **LE PALAIS-ROYAL** : trois siècles d'histoire de Paris (50 F), 14 h 30, place du Palais-Royal devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).
- **LES PONTS DE PARIS**, de la Cité au pont des Arts (45 F), 14 h 30, sortie du métro Cité (Paris capitale historique).
- **LE QUARTIER CHINOIS** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-d'Ivry (Art et Histoire).
- **LE QUARTIER SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Odéon sous la statue (Europ expto).
- **L'ARCHITECTURE NOVA-TRICE DU 14^e ARRONDISSEMENT** :

MENT : de Guimard à Le Corbusier (55 F), 15 heures, sortie du métro Rampeau (Paris et son histoire).

■ **BAGATELLE** : le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ **LA BUTTE-AUX-CAILLES** (50 F), 15 heures, angle de la rue Gérard et de la rue Simonet (Didier Bouchard).

■ **LE JARDIN DU LUXEMBOURG** (37 F), 15 heures, à l'angle de la rue de Valenciennes et de la rue de Médicis (Monuments historiques).

■ **LE QUARTIER DE SAINT-SÉVERIN** (50 F), 15 heures, sortie du métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).

■ **LE VILLAGE DE BELLEVILLE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Belleville (Paris passé, présent).

■ **LE CIMITÈRE DU PÈRE-LA-CHAISSE** (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, sortie du métro Philippe-Auguste, côté boulevard de Charonne (Claude Marti).

■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

■ **LE FRONT DE SEINE** (37 F), 15 heures, sortie du métro Javel (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE DE CLUNY** : la tapisserie de La Dame à la licorne (55 F + prix d'entrée), 15 heures, entrée du musée, 6, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

■ **LE QUARTIER SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Michel côté place Saint-André-des-Arts (Paris passé, présent).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : exposition François I^{er} par Clouet, 11 heures ; la Renaissance à Venise, des Bellini à Veronese, 11 h 30 ; la sculpture du Moyen Âge et de la Renaissance, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **LA SAINTE-CHAPELLE** (37 F + prix d'entrée), 13 h 30, devant la caisse du monument, dans la cour du Palais de justice, 4, boulevard du Palais (Monuments historiques).

■ **L'OPÉRA-GARNIER** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, hall d'entrée (Connaissance de Paris).

■ **LA COUR DES MIRACLES** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Sentier, côté rue des Petits-Carreaux (Europ expto).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE A80

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du 6^e Lecteur - 69646 Chaurillat Cedex - Tél. : 33 (0) 42-17-52-90.

Je choisis la durée suivante	Région	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F	
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F	
3 mois	536 F	572 F	790 F	

LE MONDE (ISSN 0014-1801) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 11, rue de la Harpe, 75005 Paris, France. Periodicals postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 11, rue de la Harpe, 75005 Paris, France. For all other correspondence, please write to LE MONDE, 11, rue de la Harpe, 75005 Paris, France. For all other correspondence, please write to LE MONDE, 11, rue de la Harpe, 75005 Paris, France.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

CI-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire _____

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse :
● par téléphone 4 Jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (0) 42-17-52-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Référence 3615 code LE MONDE

Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (0) 44-08-78-30

Index et microfiches : (0) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-05-78 ou 3615 LE MONDE (2/23 films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 11, rue de la Harpe, 75005 Paris, France. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Contribution hebdomadaire des journaux et publications n° 57 A37.

Impression du Monde : 12, rue M. Gurovsky, 93525 Les Lilas, France. PRINTED IN FRANCE.

Directeur-général : Dominique Aldrey
Directeur adjoint : Gérard Morac
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Tél. : (0) 44-43-76-00 ; fax : (0) 44-43-77-30

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

ART Demander à un artiste contemporain de refaire le monument aux morts du village, parce qu'il menaçait ruine, n'est pas banal. Le demander à un artiste alle-

mand est encore plus étonnant. C'est pourtant ce qu'a fait le petit village de Biron (150 âmes) dans le Périgord, où à la veille du 14 juillet, était inaugurée avec drapeaux,

fanfares et banquet le monument commandé à Jochen Gerz. ● L'ARTISTE, qui depuis dix ans, se prête volontiers à la commande publique, est notamment l'auteur, en

Allemagne, d'un monument contre le fascisme (Hambourg, 1986) et d'un autre contre le racisme (Sarrebriick, 1993), qu'on ne voit pas : ils sont l'un et l'autre enfouis dans le

sol. ● A BIRON, plutôt que de proposer un nouveau monument, il a gardé l'ancien pour en faire un « monument vivant », avec la complicité des villageois.

Un artiste allemand redonne vie au monument aux morts d'un village de Dordogne

Pour restaurer le mémorial de sa petite commune, le maire de Biron a fait appel à Jochen Gerz. Ce dernier a eu l'idée de remplacer la liste des combattants disparus par des citations des habitants sur la valeur de l'existence et ce qui leur paraissait assez important pour la risquer

BIRON (Dordogne)
de notre envoyé spécial
Comme la plupart des villages de France, Biron (Dordogne), 130 habitants en âge de voter, avait son monument aux morts. Le sien datait de 1921, une époque où faire preuve de mémoire à l'égard des combattants disparus était, à l'évidence, plus important que de respecter l'harmonie des vieilles pierres. Le monument est du type grande série : un obélisque de ciment bien blanc, tranchant avec la pierre jaune orangée des maisons qui l'entourent, érigé en bonne place à l'entrée du village, entre la halle en bois, la ligne des anciens remparts et la montée au château qui fait l'orgueil de Biron.

Curieux mélange de styles, des contreforts et arcs romans à la vedette de l'âge classique avec vue imprenable sur une mer d'arbres, le château, devenu propriété du département depuis dix-huit ans, est en voie de restauration. Il re-

« Plus je suis loin des autres, mieux je me porte. J'ai une retraite de mutilé de guerre et d'agriculteur. Mais je ne vote pour personne et je ne m'occupe pas des gens. Depuis qu'on m'appelle « le monument », je ne m'occupe de personne. »

çoit chaque année la visite de 60 000 curieux, randonneurs à cheval ou en VTT. De quoi ne pas voir le monument aux morts dont, au dire du maire, tout le monde, même au village, avait depuis longtemps oublié l'existence. Il s'agit d'une question de fait. C'est la question que s'est posée en 1992, à l'occasion de travaux de rénovation de la voirie, le premier magistrat de la commune, Marc Matéria (sans étiquette, proche de

Repères biographiques

Jochen Gerz est né à Berlin en 1940. Il vit et travaille à Paris depuis 1966, et aussi, depuis moins longtemps, dans une île, près de Vancouver. C'est au cours de ses études de littérature allemande et anglaise et de sémiologie à l'université de Cologne qu'il a entamé une œuvre poétique dont le premier recueil, *Footings*, est paru en 1968. Puis il a commencé à pratiquer la photographie et à intégrer des textes aux images. Depuis le début des années 70, il a aussi réalisé des vidéos, des installations et des performances dans l'espace public. Par œuvre critique autour de l'image et du mot, de l'information et de la réalité médiatisée, il est alors apparu comme un protagoniste pur et dur de l'art conceptuel. En 1986, il réalisait en Allemagne, avec Esther Shalev, sa femme, sa première commande publique : le *Monument contre le fascisme* de Hambourg. Depuis, d'autres commandes ont suivi, qui ont contribué à la consécration internationale de l'artiste.

PALAIS ROYAL
20, 21, 22 JUILLET
MARTHA GRAHAM
DANCE COMPANY
TARIFS 80 ET 100F

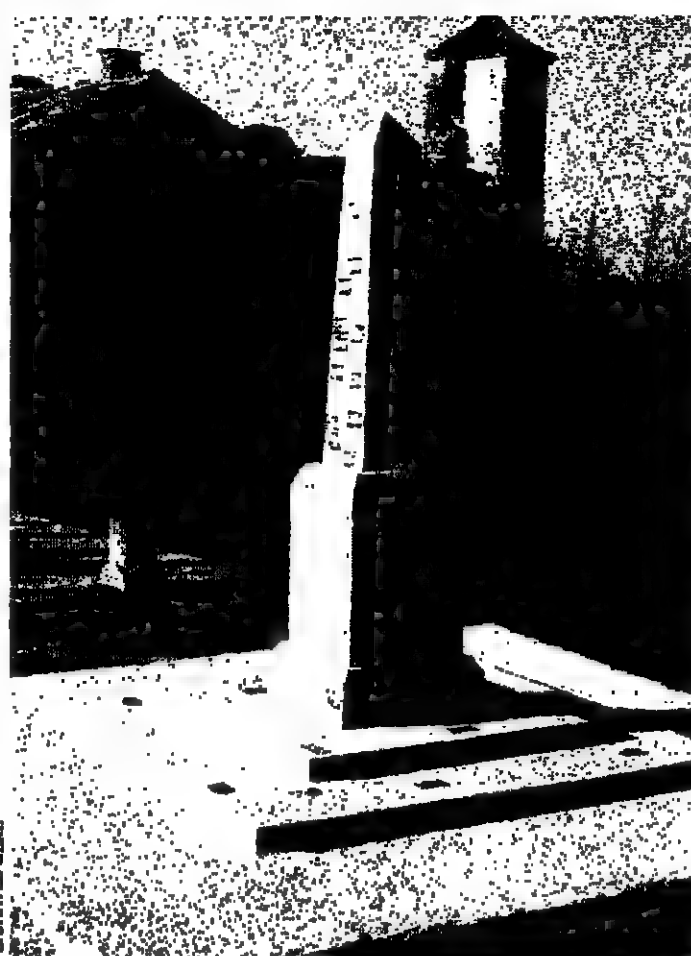
PARIS. QUARTIER D'ÉTÉ
44 83 64 40 / 3615 FNAC

FUDF). Le maire a des convictions originales. Il pense que « si l'on veut défendre le monde rural, il faut y mêler la culture ». Il est donc allé consulter l'architecte des Bâtiments de France. Biron est un site protégé - lequel l'a invité à consulter le conseiller artistique régional, Joël Savary. C'est alors que le nom de Jochen Gerz est sorti du chapeau. Pas par hasard.

Gerz est un artiste allemand de dimension internationale qui vit en France depuis trente ans. Il est connu pour son travail sur la poésie entre images photographiques et textes, qui a souvent été présenté dans les galeries et les musées, mais aussi pour ses réalisations dans l'espace public. Notamment pour deux interventions particulièrement délicates en Allemagne : un monument contre le racisme à Hambourg, et un monument contre le fascisme à Sarrebriick qui ne sont pas passés inaperçus, bien que n'offrant rien à voir. Calqués sur la mémoire, enfouis dans le sol, faits pour prévenir et non commémorer, ils donnaient matière à réflexion.

A Hambourg, après maintes discussions avec les autorités politiques et culturelles, Gerz proposait une colonne de 12 mètres de haut recouverte d'une couche de plomb, un crayon d'acier et une invitation en sept langues à signer avec lui et sa coéquipière Esther Shalev-Gerz - sa femme - le monument. Celui-ci allait s'enfoncer dans le sol chaque fois que la partie accessible de la colonne serait recouverte d'inscriptions. A Sarrebriick, l'œuvre a consisté à substituer aux pavés de la place du Parlement, d'autres pierres apparemment identiques, mais dont la face cachée portait le nom des cimetières juifs existant en Allemagne (Ouest et Est) avant 1933. D'abord réalisée en catimini avec des étudiants des Beaux-Arts qui chaque nuit changeaient douze ou seize pavés, l'opération a été finalement poursuivie au grand jour, financée par le PMU allemand et des banques et la place rebaptisée « Place du Monument invisible ». Un monument fait de 2 146 pierres, sur lequel on marche.

C'est bien évidemment pour cette capacité à relancer la mémoire collective autour de sujets tabous que Gerz est apparu comme l'homme de la situation, pour Biron. Il hésita avant d'ac-



Le monument vivant de Jochen Gerz.

cepter cette première commande publique en France, où il n'avait pas très envie d'intervenir, trouvant, a-t-il dit un jour dans un séminaire sur l'art public à Beaubourg, « le terrain trop brillant ». Finalement il y est venu, prudemment. Avec le projet non de remplacer le monument aux morts mais de travailler autour, de le conserver physiquement en en changeant la signification.

Le monument aux morts était mort, il en ferait un monument vivant aux vivants qui évoluerait comme la vie du village, dans le temps. Il serait le « portemanteau » des Bironnais, le support de leur réponse à une question restée secrète, mais tournant autour de la valeur de la vie, et de ce qui leur paraissait assez important pour la risquer. Le projet était officiellement accepté en 1994, après consultation des habitants du vil-

lage, sans lesquels l'œuvre ne pouvait exister.

Gerz, avec quelques étudiants de l'école d'art de Bordeaux, est allé pendant deux semaines les voir chez eux, les uns après les autres, et prendre des notes. Il a aussi cherché à recueillir les propos de quelques habitants inscrits sur les listes électorales, qui ne vivent plus au pays. Cinq n'ont pas été retrouvés, un seul a refusé de répondre, les autres vivent ailleurs, deux sont arrivés trop tard. Ça ne fait rien, leurs réponses doivent venir s'ajouter aux 127 citations - celle du clochard et du châtelaïn, de l'ancien tailleur de pierre au Père-Lachaise devenu viticulteur et de la douairière, du jeune inscrit au Front national à la mère de famille nombreuse - désormais anonymement inscrites en blanc sur le fond rouge de plaque émaillée, et vissée sur l'obélisque

refait à l'identique, mais en pierre de Bourgogne, et non plus en béton. Ce « suivi » du « monument vivant » inauguré en bonne et due forme, à la veille du 14 juillet, doit être assuré par un jeune couple de Biron. Gerz, pour sa part, a fini le travail. Le monument doit continuer à se faire sans lui.

Les habitants de Biron n'ont évidemment pas la même « lecture » de « leur » monument, dont ils sont d'une certaine façon les auteurs, que le touriste ou le critique d'art. Pour eux, ce sont les réponses, leur diversité, qui sont sujet d'étonnement. Ils n'imaginaient pas que « chez nous, il y ait des gens avec des opinions si différentes ».

« Quel effet ça vous fait, ce monument ? ». La dame qui tient l'auberge : « Je ne sais pas, mais c'est bien ». L'ancêtre du village, une dame de quatre-vingt-deux ans qui fait la couverture du livre consacré à l'œuvre de Gerz : « C'est le plus beau jour avant ma mort ». D'autres sont plus réservés, notamment les plus jeunes (« gros, pas beau », « les plaques, on dirait des taches de sang »). Ils n'ont pas forcément tort : il y a entre les générations tout un monde, l'espace d'un vécu, ce vécu que véhiculent les réponses, qui sont aussi publiées aux éditions Actes Sud. Le monument revu et corrigé par Gerz n'est pas beau, paraît gros. Il est source de malaise. Ainsi revêtu de ses petites tablettes rouge brun, dispersées sur les faces de l'obélisque, un peu comme des ex-voto le socle et les marches, le monument paraît un rien vérolé. Les plaques ne sont pas bien rangées, de bas en haut ou de haut en bas, mais elles

« Donner sa vie pour un enfant c'est de l'amour, cela n'a rien à voir avec l'héroïsme. C'est un acte conscient, un libre choix, qui implique par conséquent le patriotisme est autre chose que l'amour, je préfère l'amour. L'amour n'est pas à faire avec la réciprocité ou la reconnaissance. C'est un peu de courage. « Risquer sa vie » me fait seulement penser à l'amour. »

Jochen Gerz, artiste

« Je ne voulais pas montrer la mémoire frigorifiée »

« Votre intervention sur le monument, ces plaques rouges en vrac, reprenant des citations d'habitants, dérangeant. Je suppose que c'est voulu. »

« Je voulais introduire un dispositif aléatoire, laisser de la place sur le monument et non le saturer, montrer son côté organique et non sa mémoire frigorifiée. Il était là comme une non-présence. J'en est fait une intrusion ouverte, une chose qui ne va pas se fermer. C'est ça la vie. Ce que j'ai fait n'est peut-être pas très gentil, mais mes auteurs ne sont pas tous gentils, non plus. Il fallait que je fasse du neuf, que je choisisse un peu. On ne va pas commencer à se coucher et ronfler. En tout cas, je ne suis pas cynique. Ce n'est pas de la provocation pour rien. »

« Si les gens disent, « C'est beau, c'est esthétique, c'est réussi », je m'inquiéterais. Au XX^e siècle, le noble, c'est le laid. Le laid y est plus humain que le beau. L'horrible y transpire de partout. Picasso est immense parce qu'il a su faire le laid. Et le noble, c'est l'utile. »

« Vos précédents monuments n'avaient pas d'existence visuelle. A Biron, vous adoptez le parti inverse. Pourquoi ? »

« Je me réfère à des passés, à des temps différents. En Allemagne, j'ai fait des monuments invisibles pour des spectateurs qui disent : je n'y étais

pas, je n'ai rien vu. L'art doit dire la même chose que les gens. Et je force le spectateur à réclamer l'art. A Sarrebriick, il doit se demander où c'est. Je veux qu'il dise la même chose par rapport au passé, qu'il réclame son

« J'ai toujours cherché des auteurs, et voulu faire quelque chose avec la matière fournie par les gens. Aujourd'hui, ce n'est pas possible. L'art comme je le conçois est accepté. A l'époque, ce n'était pas évident. Il y avait un formidable hiatus entre ce qui se faisait en art contemporain et ce qui se faisait au ministère de la culture. Aujourd'hui il n'y a plus d'écart du tout. »

« Quelle est votre définition de l'artiste ? »

preuve, dans le témoignage. Je n'allais pas sacrifier cette nourriture. Donc j'ai deux attitudes différentes. Les Allemands, qui n'ont rien à raconter, comprennent ça très bien. Moi aussi. Mon travail à Biron est autobiographique. »

« En quoi ? »
« Je dis toujours que chacun a droit à son passé, à un récit, à cette initiation qui est faite par les générations antérieures. Chaque enfant y a droit. Moi, après la guerre, je n'y ai pas eu droit. Je n'ai pas eu l'occasion d'être initié de cette façon-là. »

« Vous réalisez des œuvres dans l'espace public seulement depuis une dizaine d'années... »

« En tant que commandes publiques, oui, mais j'ai réalisé des œuvres, il y a trente ans, qui ne sont pas très différentes de mes monuments officiels. Déjà l'implication des gens. »

« J'ai toujours cherché des auteurs, et voulu faire quelque chose avec la matière fournie par les gens. Aujourd'hui, ce n'est pas possible. L'art comme je le conçois est accepté. A l'époque, ce n'était pas évident. Il y avait un formidable hiatus entre ce qui se faisait en art contemporain et ce qui se faisait au ministère de la culture. Aujourd'hui il n'y a plus d'écart du tout. »

« Quelle est votre définition de l'artiste ? »

« C'est celui qui ne peut pas refaire ce qu'il sait faire. »

« Expliquez ! »
« Je fais toujours des choses que je ne sais pas faire. Le moment artistique, c'est vraiment ce déplacement du savoir-faire. »

« Qu'est-ce que vous ne saviez pas faire à Biron ? »

« J'ai toujours voulu faire un jour quelque chose qui ne soit pas que de l'art. Le monument de Biron, c'est un peu ça, il fait partie des choses utiles. Ma première idée, c'était de proposer au maire un système de recyclage des ordures. Mais il s'en était déjà occupé. »

« N'est-ce pas un peu délicat de glisser du recyclage des ordures au monument aux morts ? »

« Bien sûr, mais tout est délicat. Je pensais utiliser le statut de l'art pour faire quelque chose qui n'en serait pas - ce qui n'est pas si facile -, parce que je trouve que l'art prend de la graisse en étant accepté comme il l'est. Faire de l'utile n'est plus difficile que faire de l'art. »

Biron, c'était nouveau pour moi. J'étais dans un milieu totalement non culturel, au fin fond de la France, que je connaissais un peu, mais pas trop, et j'y exposais mon discours, mes idées, et je « jouais » avec quelque chose d'aussi convenu, d'aussi immuable que ce monument commémoratif, un genre d'objet qui n'existe pas en Allemagne. »

laissent des trous selon un dispositif aléatoire qui ménage la place pour de futures pensées anonymes. Il y a là quelque chose de provocant, de dérangeant, un malaise visuel, facteur perturbant, beaucoup plus que si les tablettes avaient été rangées en bon ordre. Gerz était persuadé jusqu'au dernier moment, que sa petite provocation ne serait pas réalisée. Et de

« Mon cousin est parti de Biron à Dachau. Ils l'ont forcé à jouer du violon pendant les pendaisons : ça lui a sauvé la vie. Il n'a jamais touché au violon depuis. C'est sûrement insensé de donner sa vie, mais si nous plongeons de mort dans la mort, on l'aurait fait, pour défendre la patrie, les siens, les terres. Comme nos grands-pères et nos parents. Sans politiciens, il n'y aurait pas de guerres. Il faudrait écouter les gens de la terre. »

fait, pétitions venant de communes voisines, inquiétude des anciens combattants... ont ralenti le travail qui s'est terminé au forcing, et sans beaucoup d'argent : 500 000 francs, dont 200 000 du ministère.

S'il en est venu à bout, c'est en raison d'un certain flottement des responsabilités, et par le glissement d'une simple restauration à une véritable intervention : au début, personne n'avait mesuré la portée de cette commande, dit Gerz, justement conscient d'opérer dans le cadre tabou d'un monument aux morts. L'artiste parlait d'embellie de son projet comme d'une approche « modeste ». Son attitude serait non agressive, respectueuse de l'espace public, du vécu des gens, et il ferait en sorte que le monument reste un monument, ne devienne pas de l'art, reste dans la réalité. Ce qui ne veut pas dire que l'artiste adopterait une position de repli : il avait prévu que le monument « aurait une rupture ».

G. B.

* La Question secrète (le monument vivant de Biron), Jochen Gerz, Actes Sud, 1996 ; 176 pages ; 95 francs.

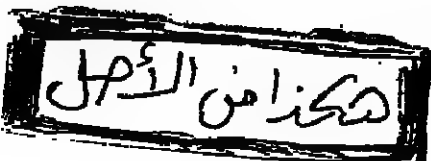
« Il n'y a pas de monuments aux morts en Allemagne ? »

« Quelques-uns, dans le vieux style héroïque, mais on n'en parle pas. Ils ne font pas l'objet de rituels. On préfère les monuments préventifs. Un endroit pour regarder ce qui n'est pas là, peut-être plus important qu'un monument fini. Moi, ça me tient éveillé, je ne suis plus moi si je suis fini, si je suis dans une finalité question-réponse. »

« Est-ce la raison pour laquelle vous avez gardé secrète la question posée aux Bironnais et dont les réponses sont posées sur le monument ? »

« A Biron, la question devait rester secrète, il fallait la garder entière dans le temps, qu'elle ne soit pas entamée par les réponses. Si quelque chose est complet, c'est fini. Pour moi, tout doit rester fragment. Rester fragment, ça veut dire que l'autre existe. Je veux voir l'autre, l'entendre, le susciter. L'autre est dans la ressemblance, ce n'est pas quelqu'un qui surplombe, domine, m'écrase, ou que j'écrase. C'est pour cela que je ne veux pas être « l'Artiste ». C'est à cause de cela que je cherche des auteurs. »

Propos recueillis par Geneviève Breerette



CLASSIQUE

Joëlle Léandre, contrebassiste, vocaliste, *performer* aux dons multiples et à l'imagination fulgurante, eut deux rencontres privilégiées : Giacinto Scelsi et John Cage. Après avoir enregistré ce que le génie romain, mort en 1988, avait écrit pour son instrument, Joëlle Léandre rend aujourd'hui hommage au compositeur américain

THE KREISLER ALBUM
Isaac Stern (violin), Paul Cohen (piano)

ROCK

On ne sait pas très bien ce qui a poussé Bernard Sumner et Johnny Marr à former Electronic, duo britannique qui sort aujourd'hui un nouvel album, *The Pussycat*, son deuxième depuis cinq ans. L'admiration réciproque de deux figures du rock de Manchester ? Bernard est (fut ?) le chanteur de New Order, groupe phare de la new wave britannique, les premiers à avoir invité Sumner sur ses pistes de danse. Johnny a été le guitariste des Smiths, son jeu auttier et mélodique accompagnait alors admirablement le vague à l'âme de Morrissey. Cherchaient-ils un remède à l'oisiveté ? Leurs motivations semblent en tout cas insuffisantes pour produire de grands disques. Ironiquement, le duo devait jusqu'à présent ses seules réussites - les singles *Getting Away With It* et *Disappointed* - à une association avec Neil Tennant. Le chanteur des Pet Shop Boys ne figure malheureusement sur aucun titre du nouvel album.

MORCHEEBA

tiséband, Massive Attack ou Tricky, ce trio vient de Bristol: de là à exploiter une formule, il n'y avait qu'un pas. Récemment, le groupe finit par laisser subitement transparaître sa propre personnalité. Skye Edwards, vocaliste noir, incarne en particulier un mélange assez envoutant d'espérillergie et de sombre sauvagerie. En sordiers blancs, les frères Godfrey distillent rythmes félines, ambiances capiteuses et magma organique. Les séduisants refrains de *Trigger Hippy*, *Howling ou Never An Easy Way*, les majestueux arrangements de cordes de *Cal* sont des trouvailles qui n'appartiennent qu'à eux. *S. D.*
★ 1 CD China 0630-14373-2. Distribué par WEA.

LES NOUVELLES POLYPHONIES CORSES In Paradisu

**I MUVRINI
A Bersy.**

Du sacré au profane, le chant trinitaire corse a pris son envol international grâce à la création, en 1989, des Nouvelles Polyphonies corses, groupe informel réuni autour de Patrizia Pili, Patricia Gattica, ceca, mais aussi de Jean-Paul Poletti, qui depuis s'en est écarté, et d'Horacio Zepou, musicien de rock post-moderne, manipulateur de traditions et concepteur du projet, qui y avait notamment amené John Cale. Zones de flou et disputes intestines semblaient avoir réglé le compte de ces polyphonies gracieusement synthétisées. Mais les deux deus Patrizia sont reparties sur les sentiers de la guerre, avec l'aimable complicité de John Cale. Les premières ont retrouvé les traces de chants sacrés de la Costa-giulia, les ont fondus dans une *Messe des vivants* et une *Messe des défunts*, tandis que John Cale se livrait à ses exercices de rythmes en boucle (avec, de la derboûta et de belles influences du ral oranais), nappes de musique plangente. Vocalement un peu décevant, ce *In Paradiso* mérite cependant la considération due aux exercices de recherche audacieux. On y notera un *Deus Iste* dans le texte a été écrit et réécrit par Peter Smith.

Pendant ce temps, les Muvrini poursuivent une carrière en ligne droite, où la grand-messe de Benoît marque un point de non-retour (andela duquel la Corse ne peut plus se passer de son groupe-phare). Le Catalan militant Luis Llach et le chanteur à voix Florent Pagny sont venus prêter main-forte (l'imitateur du Caruso de Lucio Dalla est en duo avec Jean-François Bernardini pour un solennel et impeccable *Terra*).

★ In *Paradisu*, 1 CD Philips/Mercury 53622-2

★ A. Bercy, 1 CD Columbia 484357-2

JAZZ

MAGMA
Bruxelles 1971
Indélicte

Presons
 Pour le jazz, Magma est trop sombre, trop électrique, trop alambiqué. Les nombreux musiciens du jazz y font des passages étonnamment créatifs et le fondateur Christian Vander, qui a fondé le groupe à la fin des années 60 et grandi à l'écoute d'Elvin Jones, a toujours clairement exprimé ce qu'il devait musicalement et spirituellement à John Coltrane. Pour le rock, Magma est érotique, impossible à mettre au format de petits airs faciles. Ce serait oublier la marque profonde du rythme blues sur cette musique, pas mal de solos frassés. Ces pôles extrêmes trouvent dans les deux instruments en public, la ou Vander et ses musiciens arrivent souvent à des moments d'incandescence folle. En 1971, Magma première manière met en avant une section de cuivres, l'improvisation vient du free. A Bruxelles, on entend ainsi la « première » dans un démarage « samba » de *Mekarik Destruktiv Kommmandoh*. La formation se resserrera ensuite autour d'un noyau chant, piano, basse électrique, ce qui constitue l'essentiel de la matière d'*Indédits*. Musique d'excess, de feu et de fureur à certains moments, d'une beauté onirique à d'autres. Soit une aventure unique qui continue de manœuvrer. S. S.

★ **Bruxelles 1971**, 1 CD Seventh Records Akt VIII ; **Inédits**, 1 CD Seventh Records Rex XIX. Distribués par Harmonia Mundi.

Le Festival off d'Avignon accueille une troupe de cinq artistes obligés de quitter leur pays

La troupe Exil Zéro, composée de comédiens algériens, donne *En attendant Dodo* au Festival off d'Avignon. Ces cinq artistes, très popu-

laire dans leur pays, ont dû s'exiler en raison de la situation en Algérie. En France, autant ils ont reçu un excellent accueil de la part du pu-

blic, autant ils se sont heurtés aux tracasseries administratives et à la haine d'une partie de la population.

EN ATTENDANT DODO, par la troupe Exil Zéro. Texte et mise en scène de Mohamed Zemaïch. Avec Farida Amrouche, Fatiha Berber, Karima Zemaïch, Reda Atmani, Mohamed Zemaïch. **TEMPLE SAINT-MARTIAL, 22 heures, jusqu'au 31 juillet.**

Ils sont cinq Algériens, trois femmes et deux hommes. Ils ont été, depuis des années, les acteurs les plus aimés du Théâtre national algérien, de la radio et de la télé algériennes. Tout a une fin. Ils disent les faits en peu de mots : *« Leur péché : être artistes en Algérie. Leur pénitence : demander asile en France. »* Ledit asile s'est avéré si ingrat qu'ils ont baptisé leur petite troupe « Exil Zéro ». Ils sont en ce moment un exemple, bien en vue, d'une aventure collective.

La colonisation, la guerre, le rapatriement des Pieds-Noirs, l'immigration algérienne en France, les difficultés qu'elle y rencontre, et qui vont parfois jusqu'à des meurtres, et, de l'autre côté de la mer, les assassinats de Français de-

meurés là-bas, nous savons tous que cela atteint un embrouillamini de difficultés, de souffrances, qu'a rarement connu notre histoire.

Bien des aspects nous en échappent. Par exemple, une Algérienne, qui, enfant, avait été élevée d'un lycée d'Alger accueillant indifféremment Algériennes et Françaises, qui ensuite a combattu dans les rangs du FLN, peut aujourd'hui, sous le nom d'auteur de « Fatah », un livre, *Algérie, chronique d'une femme en tourmente* (Editions de l'Aube). Cette combattante raconte qu'après les accords de paix, en 1962, elle passe, encore en uniforme, visiter un lycée d'Alger et elle écrit : « Je vis dans une France où les élèves comme enseignantes, étaient parvenus, j'étais déçue par cette absence. Nous nous étions battus, avec les miens, pour l'égalité et la dignité. Avec l'indépendance, nous les avions obtenues. Ces filles et ces femmes ne concevaient pas les choses de cette façon. Dommage ! Ont-elles changé aujourd'hui ? Le temps a-t-il effacé les vieilles haines ? »

Dans un livre tel que celui-ci, remarquable de clarté et riche d'informations, ces lignes sont stupéfiantes. Des combattants du FLN ont-ils vraiment cru que, la guerre achevée, tous les Français allaient avoir le projet et le droit de rester en place, la main dans la main avec les Algériens ? Que comprendre ?

MOUVEMENT DU CŒUR

Les acteurs d'Exil Zéro, eux, quoique Algériens, ont dû décamper pour continuer de vivre, d'agir, tout comme l'avaient fait les enseignants et les élèves français du lycée d'Alger. Et, comme la plupart des immigrants algériens, ils ont trouvé chez nous deux styles de réception. Au Théâtre du Soleil, au Conservatoire national d'art dramatique, à l'Ecole de la rue Blanche, au Festival off d'Avignon, comme d'ailleurs chez nombre de gens de tout et de rien, et chez les spectateurs qui les applaudissent au Festival, ils ont reçu un accueil plus qu'amical : fraternel. Un mouvement du cœur qui repose sur bien des phénomènes de conscience, singuliers, enfous,

mêlés, dans quoi entre autant de nostalgie que de culpabilité.

Mais, l'inverse, Edil Zéro, dans les bureaux de la République, s'est heurté aux attermolements d'une administration, parfois à la violence des forces de l'ordre, sans compter la haine d'une frange des citoyens. Obstacles renouvelés chaque jour, qui vont jusqu'à provoquer, après la déception et la colère, des dépressions aiguës, des suicides, et ce qui créent un tel mal-vivre que ceux immigrés en viennent à se haïr eux-mêmes en famille – ce qui, au Mashreq, était inenvisageable.

Le « spectacle » — mais le mot ne convient pas — exprime tout cela. Il est net, rapide, violent, il prend le rire comme antidote. Les acteurs sont directs, poignants. Cela rappelle par moments certaines séquences de dérision-combat de Chaplin. Le seul défaut, c'est le titre. En attendant Dodo, un peu bébéte. C'est un bonheur de théâtre comme un geste d'encouragement et d'amitié que d'aller applaudir les acteurs d'Exil Zéro.

Michel Cournot

Communications internationales

Le prix du téléphone baisse vers le Portugal.

Par exemple : quand vous téléphonez 6 minutes de la France vers le Portugal, vous ne payez plus que 2,97 F la minute aux moments où vous êtes le plus disponible - le soir à partir de 21h30 et le week-end dès le samedi 14h00 au lundi 8h00. La nouvelle baisse

concerne près de
200 destinations

Pour toute information sur les communications internationales : **N° Vert 05 06 19 19**



VENDREDI 19 JUILLET

TF 1

20.50

SLC, SALUT LES COPAINS
Quelques-uns par Sheila et Dave. 1986-1987. 100 min. 587088

22.50

HOLLYWOOD NIGHT
Téléfilm. Libéré provisoire. 1997/98. Le maître et le shérif d'une petite ville américaine sont impliqués dans un trafic de drogue. Ils projettent d'assommer un homme de passage, injustement emprisonné, pour éliminer un activiste politique qui menace leur combine.

0.35 Mondial « la Marcellise » de pétaque (30 min). 589848

1.25 Journal, Météo. Les 2.30, 3.30, 4.30, 5.30, 6.30, 7.30, 8.30, 9.30, 10.30, 11.30, 12.30, 13.30, 14.30, 15.30, 16.30, 17.30, 18.30, 19.30, 20.30, 21.30, 22.30, 23.30, 24.30. 589848

France 2

20.55

TRISTE MÉMOIRE
Téléfilm de Pierre Kussowitz, avec Ludo Lefebvre, David Dukes. 100 min. 587088

22.35

LA RANÇON DU CHIEN
Téléfilm de Pierre Kussowitz, avec Ludo Lefebvre, David Dukes. 100 min. 587088

0.15 Journal, Météo. 0.30 La Guerre du feu. 0.45 Journal, Météo. 1.25 Journal, Météo. Les 2.30, 3.30, 4.30, 5.30, 6.30, 7.30, 8.30, 9.30, 10.30, 11.30, 12.30, 13.30, 14.30, 15.30, 16.30, 17.30, 18.30, 19.30, 20.30, 21.30, 22.30, 23.30, 24.30. 589848

2.25 Les 1.0. d'Atlanta 96. Cérémonie d'ouverture.

France 3

20.55

THALASSA
Série de 10 épisodes. Dans le sillage des Vikings. 70 min. 587088

22.05

FAUT PAS RÉVER
Magazine présenté par Sylvain Augier. Monopole : Taxis, le peuple russe, de Patrick Bouché, Frédéric Tonnard et Hélène Blais. France : André, journaliste parisien, de Sylvie et Benoît Ségur ; Pékin : le quel des deux, de Corinne Clément et Philippe Magot. 50 min. 587088

22.35 Journal, Météo. 23.35 A table avec... Cadeau. En compagnie de Robert Lamoureux, Yves Robert, Claude Gensac, 3.30 Soirée Club (mag). 5.30 Les Mômes. La mort qui rde. Série (30 min).

Arte

20.45

L'AFFAIRE DEVEREUX, LA MORT D'UN JUSTE
Téléfilm de Peter Kosminsky (102 min). 128088

22.25

GRAND FORMAT : LES DIEUX DU STADE (OLYMPIA) JEUNESSE OLYMPIQUE
Film (2/2) de Leni Riefenstahl (1938, N., 85 min). 5898703

Cette version de jeunesse olympique a été reconstruite par la réalisatrice.

23.50 France. Documentaire (30 min). 8450816

23.55 A table avec... Cadeau. En compagnie de Robert Lamoureux, Yves Robert, Claude Gensac, 3.30 Soirée Club (mag). 5.30 Les Mômes. La mort qui rde. Série (30 min).

M 6

20.45

EXTRA-LARGE, À BOUT PORTANT
Série. L'espion, avec Peter Graves. 587088

22.30

MISSION IMPOSSIBLE, VINGT ANS APRÈS
Série. L'espion, avec Peter Graves. 587088

23.35 M 6. Magazine. 3.00 La Saga de la chanson française. 3.30 Soirée Club (mag). 5.30 Les Mômes. La mort qui rde. Série (30 min).

6.30 M6 Planet. Magazine. Tina Turner, de Hervé Rostaing (mag). 1.00 Les Mômes. La mort qui rde. Série (30 min).

Canal +

20.35

UNE FILLE À PAPAS
Téléfilm de Pierre Jossin (94 min). 43528

22.10

PÉTANQUE TROPHÉE CANAL + 1996
23.05 Flash d'information. 23.10 Golf. British Open. 0.00 Le Voyage du siècle. Documentaire (45 min). 21618

0.45 J.O. d'Atlanta. 1.15 Seize jours de gloire. Documentaire (60 min). 8411513

2.45 J.O. d'Atlanta. Cérémonie d'ouverture (1.00 min). 58948482

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. De l'écriture musicale : Franchère et Chénier (5).

20.30 Radio archives. Clara Caudan.

23.30 Black and Blue. Mont. invité : Laurent de Wilde.

22.00 Nuits magiques. Desine-moi ton siècle. C'était comment avant ? (4).

0.05 Du jour au lendemain. Avignon 96. Avec Jacques Rouyer, Joseph Hadj, Jean-Pierre Mévouillon, Michel Cournot. 0.50 Coda. Passage musical (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (radio). Coda du jour : 2.00. Rouffort-des-Corbières ; 3.30. Min Wenders ; 3.50. Autour d'Elvis (6). 4.50. François Goss ; 5.30. Les Intermittents ; 6.30. Les oiseaux nocturnes (7).

France-Musique

19.30 France-Musique Féé. Festival Chloé. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.00 Festival de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.00 Festival de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

0.05 Jazz nuit. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.00 Les Soirées de Radio-Classique. L'Oratoire de Bagneux. Symphonie n° 34 de Beethoven, par l'Orchestre Philharmonique de Berlin.

20.30 Les Soirées de Radio-Classique. L'Oratoire de Bagneux. Symphonie n° 34 de Beethoven, par l'Orchestre Philharmonique de Berlin.

20.30 Les Soirées de Radio-Classique. L'Oratoire de Bagneux. Symphonie n° 34 de Beethoven, par l'Orchestre Philharmonique de Berlin.

20.30 Les Soirées de Radio-Classique. L'Oratoire de Bagneux. Symphonie n° 34 de Beethoven, par l'Orchestre Philharmonique de Berlin.

20.30 Les Soirées de Radio-Classique. L'Oratoire de Bagneux. Symphonie n° 34 de Beethoven, par l'Orchestre Philharmonique de Berlin.

20.30 Les Soirées de Radio-Classique. L'Oratoire de Bagneux. Symphonie n° 34 de Beethoven, par l'Orchestre Philharmonique de Berlin.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Port Boyard. 21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

21.30 Les Soirées de Radio-France et Montpelier. Languedoc-Roussillon. Concert donné le 11 juillet, à l'Oratoire de Bagneux.

Ciné Cinéma

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

21.30 Les Voitures de Légende. 22.20 La Montagne des brumes. 23.15 Cladieu. 23.25 Volé. 0.15 Motopulsisme. 1.15 Equitation. 2.00 Jeux olympiques (30 min). 30411827

Série Club

20.45 (et 23.45) Commando Garrison. Aventure, valeur et dévouement. 21.30 Héritage oblige. Érika, mon amour. 22.30 La Famille Adams. On n'arrête pas le progrès. 23.00 et 1.00 Wolf. police criminelle. Question de territoire. 0.30 Vive la vie (30 min).

20.45 (et 23.45) Commando Garrison. Aventure, valeur et dévouement. 21.30 Héritage oblige. Érika, mon amour. 22.30 La Famille Adams. On n'arrête pas le progrès. 23.00 et 1.00 Wolf. police criminelle. Question de territoire. 0.30 Vive la vie (30 min).

20.45 (et 23.45) Commando Garrison. A

Prudence d'anachorète

par Pierre Georges

DANS LE FOND, ce serait assez tentant : anachorète de presse. De l'ordre des contemplatifs. Ne parlant que sous la contrainte. N'écouvrant que sous la torture. Fidèle au saint patron des silencieux, le vaillant et béat Arsène, qui n'hésita pas à léguer à la postérité cette forte maxime : « Je me suis souvent reproché d'avoir parlé. Rarement de m'être tu. »

Profonde pensée ! On parle toujours trop. Quant à écrire... Par exemple, le Tour de France. Voilà bien du solide, la valeur établie par excellence. Il eut beau se commencer au pôle Nord, ni plus ni moins les Pays-Bas, et s'achever, sportivement s'entend, au pôle Sud, Pampelune, débiter en hiver par la fermeture des cols et finir en été par leur réouverture, il n'empêche : trois semaines auront suffi à la compagnie des gens de lettres et cycles pour manger leur bêt.

Beaucoup annonçaient, par routine, affection, respect des hiérarchies, un système triomphant de Miguel Indurain, l'anachorète navarrais. Certains osèrent placer leur mise sur le bon Jalabert, de Mazamet City, sur quelque anti-que Hélie, type Rominger, ou sur l'inconstant Berzine, Russe véloc. Et tous se trompèrent. Certes, mais il galéra avec la pesanteur étrange de l'anniversaire de trop. Jalabert fut atteint dans la « boyasse » aussi sûrement qu'Achille en son talon. Rominger resta antique et Berzine primés-sauvage.

Au nom de quoi on vit arriver un cinquième homme dont nous n'habitions plus désormais à faire notre favori, vu que, sauf accident, il a gagné. Bjarne Riis, en effet, a gagné le Tour de France. Ce qui devrait faire quelque bruit au royaume du Danemark et élen-

tours et transformer dimanche les Champs-Élysées en une alimable et bruyante colonie du judaïsme. Il a même gagné en partant de l'indéfectible principe qu'il « était le plus fort. »

Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ! Voilà qui rappelle autre chose, moins drôle évidemment, une victoire annoncée dans ce qui n'était pas le Tour de France en septembre 1939. Mais, de fait, Bjarne Riis, qui, dans sa campagne de France, fit du Paul Reynaud sans le savoir, est allé au bout de son projet et de son analyse. Trop fort pour eux et pour nous tous, ce vieux jeune, conscript ou presque d'Indurain.

Un Tour s'achève. Les Jeux commencent. Des Jeux fêlés vieux justement, centenaires en notre ère et déjà torturés d'angoisse, perchés d'inquiétude. La nuit prochaine, au croisement improbable des lève-tôt et des couche-tard, Atlanta va faire la fête. Autrement dit, la cérémonie d'ouverture. Nul doute que cela sera un grand, un immense show, comme une danse sur le volcan sildis.

Nul doute aussi que cette fête sera policière et policière à l'extrême. Car, avant même que les Jeux ne s'ouvrent, les voici rongés par le doute et l'inquiétude. Le 747 de la TWA, bien sûr. Accident, attentat ? Restons dans la réserve d'un anachorète de presse, bien incapable de sonder les océans et les boîtes noires. Accident, attentat ? A l'heure actuelle, nous n'en savons rien. Sinon, précisément, que la question se pose. Et que ce crash, en toute hypothèse une tragédie, mine la fête annoncée.

Alors, la seule chose à dire en la circonstance, sans trop d'élégance, c'est de souhaiter à ces Jeux qu'ils fassent leur proposition de Bjarne Riis : gagner parce qu'ils sont les plus forts !

Le professeur Claude Griscelli va diriger l'Inserm

PHILIPPE LAZAR quittera prochainement la direction générale de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), où il sera remplacé par le professeur Claude Griscelli, chef du service d'immunologie pédiatrique de l'hôpital Necker-Enfants malades. Cette nomination, qui devrait intervenir lors du prochain conseil des ministres, marque la fin d'un règne d'une durée sans équivalent à la tête d'un organisme de recherche : Philippe Lazar occupait le poste de directeur général depuis janvier 1982 après avoir été rapporteur général du colloque national sur la recherche et la technologie organisé par le gouvernement Mauroy.

Polytechnicien de formation, âgé de 60 ans, M. Lazar a commencé sa carrière au côté du professeur Daniel Schwartz, le pionnier français de la statistique médicale. Il a d'abord travaillé dans le champ de la cancérologie et de la reproduction humaine. Professeur à l'école de santé publique de l'université d'Harvard (Etats-Unis), il fut nommé en 1977 directeur de l'unité de recherches épidémiologiques et statistiques de l'Inserm avant de prendre, cinq ans plus tard, la direction de ce puissant organisme fort de près de 5 000 salariés, de 270 unités de recherche et d'un budget annuel de 2,7 milliards de francs.

Durant quatorze ans, M. Lazar a beaucoup œuvré pour le dévelop-

pement de l'Inserm et de la recherche médicale française. Fêtu des problèmes d'évaluation et de communication il a orienté l'Inserm vers la recherche fondamentale en biologie moléculaire. Il a également tenté - et réussi - un important travail d'évaluation et de renouvellement des unités de recherche qui a donné un souffle nouveau à ce domaine d'activité. L'Inserm n'a cependant pas toujours été présent, au moment opportun, sur les principales questions de santé publique que sont l'épidémie de sida et les maladies neurodégénératives dues à des agents transmissibles non conventionnels.

Agé de 50 ans, le prochain patron de la recherche médicale française a une formation hospitalo-universitaire classique. Ancien directeur d'une unité de recherche de l'Inserm, il dirige depuis 1978 un service d'hématologie et d'immunologie pédiatrique qui a notamment orienté son activité vers la prise en charge des enfants infectés par le virus du sida. En 1993, le professeur Griscelli fut conseiller de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Après avoir cédé à Bernadette Chirac la présidence de la Fondation hôpitaux de Paris, il est devenu adjoint au maire de Paris, chargé des questions de santé.

Jean-Yves Nau

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 19 juillet, à 10 h 15 (Paris)			
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	21 566,40	+0,72	-8,09
Hong Kong Hang Seng	10 711,20	+0,96	-7,19
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au Var. en % Var. en %			
Paris CAC 40	2007,26	+0,61	-7,23
Londres FT 100	3672,40	+0,39	-0,45
Zurich	—	—	+1,57
Milan MIB 30	—	—	+1,13
Frankfurt Dax 30	2513,26	+0,64	+1,50
Bruxelles	—	—	+1,42
Suisse SMI	—	—	+6,37
Madrid Iboex 35	—	—	+10,62
Amsterdam CBS	—	—	+11,91

Tirage du Monde daté vendredi 19 juillet 1996 : 527 021 exemplaires

Radovan Karadzic, le chef des Serbes de Bosnie, renonce à toutes ses fonctions politiques

Il s'y est engagé par écrit auprès de l'émissaire américain Richard Holbrooke

RADOVAN KARADZIC, le chef des Serbes de Bosnie, a démissionné de tous ses mandats officiels, vendredi 19 juillet, pour permettre le déroulement des élections prévues en Bosnie le 14 septembre, a déclaré, à Belgrade, Richard Holbrooke, l'émissaire américain, principal artisan des accords de Dayton, avant d'être dépeché cette semaine dans les Balkans. Il a annoncé la nouvelle en début de matinée sur la chaîne de télévision américaine CNN, après dix heures d'entretiens avec le président serbe, Slobodan Milosevic. Dans un document qui lui a été faxé jeudi soir à Pale, M. Karadzic affirme qu'il « se retire » de la vie politique immédiatement. Le président Milosevic avait dépeché peu avant le chef de la sécurité serbe, Jovica Stanisic, à Pale, la « capitale » des Serbes de Bosnie.

« A compter d'aujourd'hui, le Dr

Karadzic a abandonné son poste de président de la République serbe et tous les pouvoirs qui y sont associés, et le Dr Karadzic déclare qu'il renonce immédiatement et de façon permanente à toute activité politique », a déclaré Richard Holbrooke, en lisant le document. « Il n'apparaîtra plus en public, ni à la radio, à la télévision ou dans d'autres médias ou moyens de communication. Il ne participera en aucune manière aux élections », a ajouté l'émissaire américain.

M. Karadzic « abandonne ses fonctions de président du SDS [Parti démocratique serbe], et toutes les fonctions, pouvoirs et responsabilités de ce mandat sont gelés », et seront transférés à Aleksa Buha, « ministre des Affaires étrangères » des Serbes de Bosnie, a dit M. Holbrooke en précisant qu'à « partir d'aujourd'hui M^{me} Biljana Plavsic assume les fonctions de président

par intérim de la Republika Srpska jusqu'à la tenue des élections, le 14 septembre ».

« C'est la fin de la carrière politique de Karadzic », a conclu le diplomate américain. « Cela ne répond pas entièrement à notre objectif. Les criminels de guerre inculpés devraient se trouver à la Haye [siège du Tribunal pénal international] conformément au processus juridique normal (...) mais il s'agit d'un long et cahoteux chemin », a-t-il toutefois ajouté.

L'OBSTACLE À DAYTON

Agé de 52 ans, le chef des Serbes de Bosnie - psychiatre de profession, et joueur de poker invétéré - a mis toute son action au service d'une idée fixe : l'indépendance des Serbes de Bosnie et leur unification avec ceux de Croatie, de Serbie et du Monténégro. Il est considéré comme le principal obs-

tacle à l'application de l'accord de paix de Dayton, signé en décembre 1995, et fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, émis par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye.

L'OTAN a accueilli avec satisfaction le retrait de Radovan Karadzic de toute fonction politique, a indiqué un responsable de l'Alliance atlantique. « Cet acte n'est qu'une étape sur le chemin qui doit conduire ultérieurement Radovan Karadzic devant le TPI. Dans l'immédiat, cette mesure doit permettre aux élections en Bosnie de se dérouler dans un climat beaucoup plus propice », a ajouté ce responsable. L'OTAN va « rester vigilante pour être tout à fait sûre que Karadzic sera l'homme invisible et qu'il ne jouera pas un rôle en coulisses », a-t-il conclu. — (APR, Keizer)

Les Français divisés sur la professionnalisation de leurs armées

PLUS UN FRANÇAIS est diplômé, plus il appartient à des catégories socio-professionnelles aisées et plus il approuve la réforme, voulue par Jacques Chirac, de l'institution de défense. Deux hommes sur trois y sont favorables, et seulement une femme sur deux. Le critère de l'âge joue peu, sauf pour ce qui concerne la suppression du service militaire obligatoire, dont la perspective est majoritairement rejetée par les plus de cinquante ans.

Ce sont là quelques-uns des résultats de deux sondages de la Sofres et de l'Institut de sondages Laval (ISL) commandés par le ministère de la Défense et réalisés en mai dernier, selon la méthode des quotas, à partir de deux échantillons d'un millier de personnes chacun. Ces deux analyses viennent d'être rendues publiques, alors que le gouvernement vient d'annoncer les dissolutions de régiments, les fermetures de bases aériennes et le désarmement de bateaux de guerre durant la période entre 1997 et 1999.

D'avantage que selon le sexe, les chiffres observés sont marqués selon le niveau d'études et selon la catégorie sociale. Ainsi, les partisans de la réorganisation prévue des armées -

professionnalisation et fin du service national obligatoire - passent de 32 % des sondés sans diplôme à 50 % parmi les détenteurs du certificat d'études, 57 % des titulaires d'un BEPC, CAP et d'un BEP, pour atteindre 66 % chez les diplômés du bac ou de l'enseignement supérieur. Ainsi, encore, les commerçants et les cadres sont les plus favorables à la réforme, les employés, les ouvriers se montrant plus réservés. Ainsi, enfin, les hommes sont plus favorables (64 % des sondés) à la restructuration des armées que les femmes (51 %).

Les Français sont davantage partagés dès qu'on entre plus avant dans le détail de la réforme. Ils sont très favorables à la professionnalisation (79 %) ou à la diminution du budget de la défense (63 %). Mais, de fait, ils balancent quelque peu à propos de la suppression du service militaire (46 % pour et 43 % contre) et sur la réduction des effectifs (40 % pour et 39 % contre). Les Français dont le cursus scolaire s'est arrêté au cycle primaire sont parmi les plus hostiles à la fois, à la suppression du service militaire et à la baisse des effectifs. La moitié des sondés (exactement 53 %) sont plutôt défavorables à une suppression des unités. On remarquera cependant que, de l'avis même du ministère de la Défense, les Français, lorsqu'ils sont invités à préciser ce que signifie pour eux la professionnalisation des armées, témoignent d'« une image assez pauvre de ce que peut recouvrir cette notion ». En revanche, ils sont plus nombreux à mettre en avant les risques de la professionnalisation : 3 % évoquent le danger d'une armée putschiste et 2 % celui d'une armée de mercen-

naires. Enfin, contrairement à l'air du temps, qui voudrait que l'arme nucléaire ait passé de mode, le consensus autour de la dissuasion atteint un niveau élevé (61 % des sondés jugent que la France ne peut pas s'en priver) et on note - c'est un phénomène nouveau depuis le début des années 90 - un léger accroissement des opinions favorables à la crédibilité de la force nucléaire nationale (52 % des Français interrogés, contre 48 % en 1990). Est-ce dû au fait que les hommes qui servent l'arme nucléaire semblent être des représentants, par vocation même, de l'armée professionnelle ?

Jacques Isnard

Un commandant tchétchène affirme que Djokhar Douaev est vivant

Le neveu de l'ex-président indépendantiste prône la poursuite de la djihad contre les Russes

EST DE LA TCHÉTCHÉNIE

de notre envoyé spécial

« Nous allons vivre une époque très intéressante : j'ai reçu des missiles Stinger (...), 800 moudjahidins de Bosnie vont venir (...), nous allons faire sauter les trains (...), placer des mines (...), ruiner l'économie russe (...), utiliser des armes chimiques (...), faire vivre Moscou dans la terreur (...) ». Il semble qu'aucune menace, sauf étrangeté celle de faire sauter des usines atomiques, n'ait été oubliée par le commandant Salman Radouev lors d'une conférence de presse clandestine, jeudi 18 juillet, quelque part dans l'est de la Tchétchénie.

Auteurs de la dernière prise d'otages spectaculaires aux portes de la Tchétchénie (celle de Kizlar, en janvier), il était considéré comme mort depuis le 3 mars, atteint à la face par un sniper, la nuit sur une route de campagne. Il est pourtant réapparu jeudi, le visage remodelé (« par des chirurgiens de première classe en Allemagne », a-t-il déclaré), la barbe raccourcie sous un baret à la Che Guevara, vêtu d'un uniforme vert, celui de l'armée du général Douaev, dont il a annoncé la création. « Une armée

qui n'acceptera jamais aucun accord de paix sans indépendance, qui se battra encore quarante-huit ans s'il le faut, comme nous l'a ordonné Djokhar ».

Le président tchétchène, tué en avril par un missile russe, selon la version officielle tchétchène, est d'ailleurs vivant lui aussi : « Je le jure sur le Coran », a déclaré Radouev. Le commandant a tout de même concédé que l'état de Djokhar Douaev, son oncle par alliance, n'est pas fameux : soigné à l'étranger, il serait dans un coma profond. En Tchétchénie, où une partie de la population se refuse à croire à la mort de Djokhar Douaev, une telle annonce, répétée par les télévisions, ne peut que marquer les esprits. En fait, il y a de même du message de Radouev dans son ensemble, à savoir que son serment de continuer le djihad en fait un héritier du président charismatique, et que les dirigeants indépendantistes actuels, « qui ont été assez naïfs pour croire qu'on peut négocier normalement avec les Russes », ont perdu leur légitimité ?

LA LIBERTÉ OU LA MORT

Il est peu probable que Salman Radouev, le mari de la nièce de Douaev, parvienne à s'imposer dans le rôle de chef de la résistance radicale. Il est totalement exclu que les autres commandants, à commencer par le non moins radical Chamil Bassaev, se mettent sous ses ordres. Mais l'idée que véhicule Radouev - « la liberté ou la mort » - trouve-t-elle toujours des partisans en Tchétchénie, surtout dans des moments comme ceux que vit actuellement la petite République du Caucase.

Bombardée à nouveau depuis dix jours, elle se sent plus que jamais - après vingt mois de ce traitement presque ininterrompu -

abandonnée par les juges de la morale internationale, les institutions appelées à défendre les petites peuples menacés. « L'ONU et l'OSCE par leur inaction nous ont donné le droit d'user de tous les moyens de nous défendre », dit M. Radouev. D'autant que les derniers dix jours d'offensive russe bafouent brutalement les accords signés au Kremlin le 27 mai et le 10 juin à Nazran (Ingouchie), grâce à la médiation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

SIGNATURE TRAHIE

Pour la troisième fois, ces accords prévoyant la tenue d'élections libres après une délimitation de la région, ce qui impliquait que les scrutins organisés par Moscou en décembre 1995, puis en juin et juillet 1996 n'étaient ni libres ni légitimes. Tous les journalistes indépendants présents sur place avaient dénoncé ces simulacres d'élections à l'issue desquelles Moscou avait imposé un « chef de la République tchétchène », Dokou Zavgaev, récusé comme intermédiaire par les indépendantistes.

Mais la communauté internationale semble ignorer l'avancée vers la paix qu'ont constituée les derniers accords signés par les indépendantistes avec les plus hauts dirigeants russes. Elle n'a donc guère réagi après la décision de ces derniers de trahir leur signature, celle de Boris Eltsine fut réélu, comme de relancer leurs avions, chars et hélicoptères contre les civils et contre les responsables tchétchènes avec lesquels ils étaient assis autour de la table de négociations et qu'ils cherchent maintenant à assassiner (Le Monde du 17 juillet). Il serait en effet beaucoup plus commode pour Moscou d'avoir pour adversaire un Radouev, qui se revendique

comme terroriste, qu'un homme comme Aslan Maskhadov, le chef d'état-major tchétchène, qui tente avec l'énergie du désespoir de laisser entrouverte la voie des négociations.

Pendant que Salman Radouev ramenait la poignée de journalistes présents en Tchétchénie, Aslan Maskhadov, caché quelque part dans les montagnes, bombarde et isole par l'armée, réussissait à convaincre les autres commandants tchétchènes d'adopter une ligne de conduite plus ou moins modérée face à l'offensive russe. Ils « s'abstiendront de riposter à grande échelle » tout en menant des « actions militaires ponctuelles pour répondre aux violations russes de l'accord du 10 juin », a affirmé M. Maskhadov. C'est-à-dire qu'ils cherchent à sauver cet accord, contrairement à Salman Radouev.

Pour le Conseil de l'Union européenne il semble que rien n'ait changé depuis décembre 1994, quand tout le monde pensait qu'une guerre entre 150 millions de Russes et moins de 1 million de Tchétchènes ne pourrait pas durer plus de quelques jours. Le Conseil a continué néanmoins, mardi, comme alors, à « exprimer sa préoccupation », à « appeler les parties » au cessez-le-feu et à se prononcer d'avance pour la Russie en disant qu'il faut octroyer à la Tchétchénie une autonomie dont elle dispose théoriquement déjà. Nulle part il n'est question de flics de « condamner » des massacres qui ont déjà fait des dizaines de milliers de morts civils, et des centaines au cours des dix derniers jours, selon des informations invérifiables sur place pour cause de poursuite des bombardements et du blocus visant la presse et les organisations humanitaires.

Sophie Stihab

Les Occidentaux accueillent avec prudence le retrait de M. Karadzic

Le retrait de M. Karadzic est une étape sur le chemin qui doit conduire ultérieurement Radovan Karadzic devant le TPI. Dans l'immédiat, cette mesure doit permettre aux élections en Bosnie de se dérouler dans un climat beaucoup plus propice.

Le retrait de M. Karadzic est une étape sur le chemin qui doit conduire ultérieurement Radovan Karadzic devant le TPI. Dans l'immédiat, cette mesure doit permettre aux élections en Bosnie de se dérouler dans un climat beaucoup plus propice.

Le retrait de M. Karadzic est une étape sur le chemin qui doit conduire ultérieurement Radovan Karadzic devant le TPI. Dans l'immédiat, cette mesure doit permettre aux élections en Bosnie de se dérouler dans un climat beaucoup plus propice.

Le retrait de M. Karadzic est une étape sur le chemin qui doit conduire ultérieurement Radovan Karadzic devant le TPI. Dans l'immédiat, cette mesure doit permettre aux élections en Bosnie de se dérouler dans un climat beaucoup plus propice.

Le retrait de M. Karadzic est une étape sur le chemin qui doit conduire ultérieurement Radovan Karadzic devant le TPI. Dans l'immédiat, cette mesure doit permettre aux élections en Bosnie de se dérouler dans un climat beaucoup plus propice.

Le retrait de M. Karadzic est une étape sur le chemin qui doit conduire ultérieurement Radovan Karadzic devant le TPI. Dans l'immédiat, cette mesure doit permettre aux élections en Bosnie de se dérouler dans un climat beaucoup plus propice.